UNIVERSITÉ DE QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RATIONALITÉ DES RÉVOLUTIONS ARABES

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR

AHMAD ALKANATRI

SEPTEMBRE 2012

AVANT-PROPOS

Nous espérons que cette recherche sera une nouvelle contribution qui se distingue des autres et qui apporte de la lumière sur une idée importante. Nous estimons que les résultats obtenus dans cette recherche sont valables pour les chercheurs du domaine d'étude portant sur la rationalité des révolutions, puisque les résultats soulignent l'importance des concessions accordées par les régimes dictateurs envers leur peuple, l'invalidité de la violence manifestée contre un peuple ainsi que l'importance d'une réconciliation entre les régimes et leurs peuples.

D'abord, j'aimerais remercier ma mère et mon père qui sont la lumière de ma vie. Je remercie mes amis proches dont je ressens la présence malgré la grande distance qui nous sépare. Je remercie également du fond de mon cœur le professeur Stéphane Pallage, mon directeur de recherche qui m'a encouragé à poursuivre mon chemin.

Ensuite, je remercie tous les professeurs qui m'ont donné confiance comme étudiant à la maîtrise de faire de la recherche. Je remercie bien sûr Mme. Martine Boisselle pour son aide pendant la période de ma maîtrise. Je suis reconnaissant également envers le Département des Sciences Economiques à l'École des Sciences de Gestion de l'Université du Québec à Montréal.

Enfin, je dédie ce travail aux martyrs de la révolution syrienne qui ont donné leur vie pour la liberté des générations futures.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS ……ii

LISTE DES TABLEAUX……v

LISTE DES FIGURE……vi

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES……vii

RÉSUMÉ…… viii

INTRODUCTION……1

CHAPITRE I
LE CADRE THÉORIQUE DE LA "RÉVOLUTION ARABE"……3

1.1 La définition de la notion « Révolution »……3

1.2 L'expression 'Printemps Arabe'……6

1.3 La révolution dans l'esprit arabe……8

1.4 « Le Printemps Arabe» Synthèse……9

1.4.1 La Tunisie ……10

1.4.2 L'Égypte……12

1.4.3 La Libye……14

1.4.4 Le Yémen……16

1.4.5 La Syrie……17

1.4.6 Le Bahreïn……19

1.5 Est-ce que ces mouvements populaires au monde arabe sont des révolutions?……20

CHAPITRE II
ÉTUDE DES CAUSES DE RÉVOLTES ARABES……22

Introduction……22

2.1 La construction des régimes arabes……27

2.1.1 Les formes des États et des régimes arabes……27

2.1.2 La légitimité des régimes arabes……33

2.2 La structure des sociétés arabes……38

2.2.1 L'opposition et les libertés politiques……38

2.2.2 Les droits de l'homme dans les pays arabes……44

2.2.3 La corruption……46

2.2.4 Le développement économique……48

CHAPITRE III
“LE PRINTEMPS ARABE” ET LA THÉORIE DES JEUX
UN MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA RATIONALITÉ DE "RÉVOLUTION ARABE"...52

Introduction ……52

3.1 Revue de littérature ……55

3.2 Le modèle……60

3.2.1 Les joueurs ……60

3.2.2 Les variables utilisés……60

3.2.3 Suppositions générales……63

3.2.4 Le jeu simultané……64

3.2.5 Le jeu de l’élite……77

3.2.6 Le jeu de la masse publique……86

3.3 Analyse interprétative comparée……95

3.4 Analyse empirique appliqué sur les pays arabes……103

CONCLUSION ……116

RÉFÉRENCES ……117

LISTE DES TABLEAUX

Tableau Page

2.1 Indice de démocratie moyen par région……...…….…...…….29

2.2 La stabilité politique dans les pays arabes 2008……...…….....……31

2.3 La participation électorale dans 18 pays arabes entre 2003 et 2008……...……..41

2.4 Le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de la liberté de la presse 2010…….…..……43

2.5 Les pays arabes où un état d'urgence était encore en vigueur en 2008……44

2.6 Le classement des pays arabes et leurs rangs selon Corruption Perceptions Index 2010……..…….…….47

3.1 La forme matricielle du premier sous-jeu simultané……..……66

3.2 La forme matricielle du deuxième sous-jeu simultané…….....…….…..68

3.3 Le résumé des conditions des équilibres du jeu simultané……...……97

3.4 Le résumé des conditions des équilibres du jeu de l'élite……....…98

3.5 Le résumé des conditions des équilibres du jeu de la MP……...……99

3.6 La classification des pays arabes qui ont eu des révolutions selon le cas le Plus compatible de notre analyse…….……...……...……114

LISTE DES FIGURES

Figure Page

2.1 Le classement de l'Economist selon son indice de l'instabilité dans les pays de la ligue arabe……...…….25
2.2 Le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de démocratie 2010…….....30
3.1 La forme extensive du jeu simultané…….……65
3.2 La forme extensive du sous-jeu simultané (1)……..66
3.3 La forme extensive du sous-jeu simultané (2)……...67
3.4 La forme extensive du jeu de l'élite……..……78
3.5 La forme extensive du jeu de la MP……..……87
3.6 L'équilibre EPs_2 du jeu simultané……..……..100
3.7 L'équilibre EPs_2 du jeu simultané graphique 3D……..……..101

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CEI	Communauté des États indépendants
CNT	le Conseil National de Transition (Libye)
CPI	Indice de Perception de la Corruption
EAU	les Émirats Arabes Unis
IDE	Investissements Directs Étrangers
IDH	Indicateur de développement humain
OADH	l'Organisation Arabe des Droits de l'Homme
OAT	l'Organisation Arabe du Travail
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PND	Le Parti National Démocratique (Égypte)
PPA	Parité de pouvoir d'achat
RCD	Le Rassemblement constitutionnel démocratique (Tunisie)
R&D	Recherche et développement
RDH	Rapport sur le développement humain
TPO	Territoire Palestiniens Occupés
UNDP	United Nation Development Program

RÉSUMÉ

Une vague de révolutions a balayé le monde arabe pendant l'année 2011. Ce mémoire tente d'étudier ces révolutions de point de vue de la théorie des jeux afin d'examiner la rationalité de ces soulèvements. Mais avant cela, le mémoire amène le débat sur la nature de ces révoltes; « Est-ce qu'il s'agit de révolutions ou non? » Aussi, il présente une synthèse des événements du "Printemps Arabe" en plus d'offrir une explication des raisons potentielles.

Cette recherche traite la révolution comme un jeu entre trois joueurs; le régime dictateur, l'élite opposante et la masse publique. Pour cela, elle étudie les différents contextes liants ces trois joueurs en expliquant la construction des régimes arabes et les raisons économiques, politiques et sociales des révolutions arabes.

L'analyse décrit trois cas différents qui se distinguent les uns par rapport aux autres en fonction du moment de la prise de décision de chacun des joueurs mais principalement des deux derniers : c'est-à-dire l'élite et la masse publique. Nous appelons le premier cas où ces deux derniers prennent une décision simultanément "le jeu simultané". "Le jeu de l'élite" représente le cas où la masse publique attend la décision de l'élite pour prendre une décision. Le troisième cas qui est le cas contraire au deuxième s'appelle "le jeu de la masse publique". L'analyse vise à trouver les conditions qui déterminent la décision de chaque joueur, de les interpréter et ensuite de les appliquer dans le cas des révolutions arabes.

Ce travail conclut que les régimes dictateurs peuvent éviter, dans la plupart des cas, des révolutions contre eux en offrant des concessions additionnels aux peuples. Cependant, ces concessions sont limitées par la capacité du régime. Aussi, ce dernier peut parfois éviter une révolution contre lui en exerçant plus de violence envers le peuple. Toutefois, la violence peut apporter des risques non seulement à la société mais aussi sur le régime lui-même.

Dans le cas des révolutions arabes, cette recherche peut utiliser le modèle pour interpréter les comportements des régimes et des peuples avant et pendant les révolutions.

INTRODUCTION :

Souvent alimenté par des jeunes adultes se portant garant d'un meilleur avenir, les révolutions récentes dans les pays arabes ont tous visé l'effondrement d'un système politique que ces jeunes adultes percevaient comme corrompu et néfaste pour les citoyens et souvent soutenue artificiellement par les intérêts de pays étrangers. Ce sont ces jeunes adultes qui éprouvent des difficultés dans leur sort économique souvent imposé par un régime dictatorial qui ne se préoccupe pas des besoins réels de la population. Par le biais des médias, nous ressentons la détermination et la consternation de la masse de citoyens qui ne veulent aucunement lâcher prise de leur but, c'est-à-dire de mettre fin à des régimes politiques menés par des dictateurs corrompus qui s'enrichissent aux dépens des citoyens.

La technologie internet en vigueur aujourd'hui accorde aux masses révolutionnaires un pouvoir nouveau leur permettant de se mobiliser et de s'organiser comme jamais auparavant. Le fait que les logiciels « Twitter » et « Facebook », entre autres, soient accessibles sur un ensemble d'appareils disponible à la population a joué un rôle très important à faire diminuer le niveau d'incertitude que les masses puissent avoir sur l'avancement de leur cause révolutionnaire. Effectivement, pour un dictateur tyrannique, cette nouvelle réalité technologique d'aujourd'hui pose une menace réelle qui n'existait pas jusqu'à tout récemment. Ces derniers sont donc dans une position plus affaiblit grâce à la technologie d'aujourd'hui et doivent prendre beaucoup plus sérieusement toute menace voulant les déloger de leur pouvoir. Malgré une volonté profonde de demeurer en place, les régimes corrompus en Égypte, en Tunisie et en Libye ont été délogés en partie par le pouvoir des réseaux sociaux.

À la fois, nous parlerons des similarités et les différences dans la manifestation des révolutions sociales qui se sont produits dans six pays jusqu'à maintenant. En plus de les trois pays mentionnés dans le paragraphe précédent, nous parlerons des causes spécifiques en

Syrie au Yémen et au Bahreïn. En partie, la réalité économique de chacun de ces pays, notamment son abondance ou sa pénurie en richesse pétrolière, a joué un rôle dans l'unicité du développement de sa révolution sociale. Cependant, toutes les révolutions ont été semblables dans le fait qu'ils n'étaient pas planifiées par quiconque et qu'elles ont apporté un sens d'importance aux citoyens qui n'en possédaient pas avant.

Ce mémoire présentera un modèle économique voulant examiner la rationalité des révolutions politiques récentes et en cours dans les pays du monde arabe. S'inspirant des modèles quantitatifs déjà émis voulant expliquer les révolutions politiques, dans ce travail nous appliquons nos connaissances économiques et politiques pour explorer les enjeux qui ont contribué aux révolutions du «Printemps Arabe».

Ce travail est divisé en trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous explorons la théorie de la révolution en la plaçant dans le cadre du Printemps Arabe. Suite à cela au chapitre II, nous rentrons dans le contexte spécifique des renversements et des tribulations qui ont eu lieu récemment au monde arabe : c'est-à-dire les causes et les enjeux. Au chapitre III nous parlons du printemps arabe et la théorie des jeux dans le contexte d'un modèle économique de la rationalité des révolutions.

CHAPITRE I

LE CADRE THÉORIQUE DE LA "RÉVOLUTION ARABE"

1.1. La définition de la notion « Révolution »

Dans ce paragraphe, Nous allons examiner le concept de la “révolution”, Nous allons essayer de découvrir ses caractéristiques et puis tester l’existence de la compatibilité entre ces caractéristiques et celles des présents soulèvements arabes. Par la suite, nous supposons que nous pourrions déterminer si les événements qui balayent le monde arabe sont des révolutions ou d’autres choses à doter de qualifications plus précises. Nous allons essayer de répondre à la question; est-ce que nous pouvons adopter l’expression “Printemps Arabe”?

La conception de la révolution comme un phénomène était très difficile à décrire et à définir par les chercheurs au même degré que sa nature était dure à débattre par les révolutionnaires. Une revue de littérature nous montre que ce concept est en proie à beaucoup d'ambiguïté et qu’il est confus, compliqué, et désordre. Les études ont été concernées par la taxonomie, l’étiologie et par la périodisation des révolutions. Les Catégories ont été distinguées en utilisant des critères tels que le nombre de participants, leurs objectifs, leur classe sociale et leurs objectifs sociaux. La recherche des causes des révolutions était présente dans beaucoup d’études parfois pour les éviter[1]. L’étude de la périodisation a produit des généralisations sur les étapes, les modèles, le processus et les dynamiques d’un moment révolutionnaire.

[1] Nous allons consacrer le deuxième chapitre pour étudier les causes des soulèvements arabes.

Le mot « Révolution » a une étymologie intéressante. Il est dérivé du verbe latin «Revolvere». Il a été initialement appliqué au mouvement des planètes. Copernic a appelé son grand traité, qui a déplacé la terre du centre de l'univers, sur les révolutions des corps célestes. De l'astronomie, le mot passe aux vocabulaires des astrologues qui affirmaient la capacité à prédire l'avenir de la corne de l'étude des cieux. Au XVIème siècle, des astrologues au service des princes et des généraux ont parlé de la «révolution» pour désigner des événements brusques et imprévus déterminé par la conjonction des planètes, c'est-à-dire, par des forces échappant au contrôle humain. Ainsi, le sens scientifique originel du mot qui est la régularité et la répétitivité de convoyage. Ce sens vient, en se référant aux affaires humaines, pour signifier le contraire, la soudaine et l'imprévisible[2].

La définition la plus conventionnelle désigne une révolution comme le renversement soudain et souvent violent d'un régime politique par un mouvement populaire ayant pour conséquence une transformation profonde des institutions, de la société et de ses valeurs[3]. Samuel Huntington définie les «Grandes Révolutions» comme un changement rapide, complet et violent des valeurs, de la structure sociale, des institutions politiques, des pratiques gouvernementales et du leadership sociopolitique[4].

Quand nous parlons du contexte politique de la révolution et des mouvements révolutionnaires qui ont été transférés aux révolutions complètes, nous trouvons que la violence n'était pas toujours une condition nécessaire. Dans ce contexte, Jeff Goodwin donne deux définitions d'une révolution dont (i) une définition large, où la révolution est :

[2] Richard Pipes, A concise history of the Russian Revolution, Alfred A. Knopf, Inc, New York, 1995, (Introduction).

[3] « Révolution », Trésor de la langue française informatisée, [En ligne], URL :http://www.cnrtl.fr/definition/révolution.

[4] Samuel P. Huntington, Political Order in changing societies, New Haven and London, Yale University press, 1968, P 264.

> "Any and all instances in which a state or a political regime is overthrown and thereby transformed by a popular movement in an irregular, extraconstitutional and/or violent fashion"[5].

Et (ii) une autre définition étroite où la révolution est :

> "[..] not only mass mobilization and regime change, but also more or less rapid and fundamental social, economic and/or cultural change, during or soon after the struggle for state power."[6]

Parmi les définitions qui ne mentionnent pas la violence comme un ingrédient fatal et qui concentrent au contexte politique est celle de Jack Goldstone. Il a définit la révolution comme suit :

> "..an effort to transform the political institutions and the justifications for political authority in society, accompanied by formal or informal mass mobilization and noninstitutionalized actions that undermine authorities."[7]

Tarik Ramadan interroge sur les résultats d'un mouvement pour déterminer s'il est une révolution ou non. "L'analyse, il nous paraît que le terme de « révolution » soit quelque peu excessif, tant de point de vue de l'ordre politique que des forces économiques. Ces mouvements populaires sont-ils achevés et ont-ils atteint leurs objectifs?"[8]. Mais est-ce que les révolutionnaires doivent ou peuvent penser aux résultats avant de la commencer? Un problème à propos de la définition de révolutions, rétrospectivement, par les conceptions idéologiques de prétendants principales est que ces objectifs souvent n'existaient

[5] Jeff Goodwin, No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991, Cambridge: Cambridge University Press, 2001, P9.

[6] IPID.,P9.

[7] Jack A. Goldstone, "Towards a Fourth Generation of Revolutionary Theory", Annual Review of Political Science , 2001, 4:139-87, P142.

[8] Tariq Ramadan, L'Islam et le Réveil Arabe, Presses du Châtelet, Paris, 2011, p17.

pas quand la séquence des événements connus globalement comme «la révolution» a d'abord été mise en mouvement[9].

De ce qui précède, nous pouvons conclure et adopter les caractéristiques principales d'un mouvement révolutionnaire :

1) La révolution doit apporter les sens d'un changement radical, profond, soudain, imprévisible et populaire.
2) Le changement radical, pour être une révolution, n'implique pas toujours des moyens radicaux. Si bien que la violence n'est pas toujours une caractéristique de la révolution.
3) La rapidité n'est pas toujours une condition de la révolution même elle est nécessaire pour atteindre un changement soudain et imprévisible.
4) La popularité pas le leadership est la caractéristique principale de chaque révolution. Donc nous pouvons voir des révolutions populaires sans aucun leadership.
5) la révolution peut être complète ou partielle. Par exemple, nous pouvons dire : révolution politique, sociale, économique, idéologique, technologique, intellectuelle ou même éthique.

1.2. L'expression 'Printemps Arabe'

Depuis le début du mouvement populaire en Tunisie et sa transition vers d'autres pays arabes, des observateurs utilisent le terme «printemps arabe». Quelle est l'origine de ce terme? Est-ce qu'il décrit bien les événements qui se passent actuellement dans le monde

[9] Rod Aya, Theories of Revolutions Reconsidered: Contrasting Models of collective Violence, Anthropology-Sociology Center, University of Amsterdam, 1979, P45.

arabe ou il n'a existé que dans l'esprit simplificateur des journalistes comme a dit Bernard Lugan[10].

Tout d'abord, nous déclenchons le mot printemps. Le printemps est la saison du réveil de la nature : les plantes se mettent à fleurir, et les animaux après avoir hiberné, qui hibernaient, sortent de leur tanière. L'expression sert à qualifier les révolutions parce qu'elles ont pour but un « réveil », que nous les comparons au printemps. L'expression «printemps arabe» vient dans le même contexte; elle apporte le sens d'un réveil ainsi les manifestants tunisiens, égyptiens, libyens et syriens souhaitent un changement et un renouveau. Mais l'utilisation de cette expression, «printemps arabe», ne se limite pas à cette période. Le terme a été utilisé à l'origine, principalement par les commentateurs conservateurs américains, pour référer à la floraison de courte durée des mouvements démocratiques au Moyen- Orient en 2005[11]. Elle a été utilisée aussi par certains penseurs comme Burhan Galion au cours de l'année 2008 quand il a décrit les transformations démocratiques, qui ont été prévues au début de troisième millénaire, par le printemps arabe. Le printemps qui n'a pas été accompli comme le voit M. Galion.

L'origine du lien entre la révolution et le printemps est due aux révolutions européennes de 1848. Elles sont connues dans certains pays comme le Printemps des nations ou le printemps des peuples. C'était une série de bouleversements politiques dans toute l'Europe en 1848. Il était le premier effondrement de l'autorité traditionnelle en Europe mais, dans un an, des forces réactionnaires avaient emporté et les révolutions étaient effondrées. Cette vague révolutionnaire a commencé en France en février et immédiatement elle s'est étendue dans presque toute l'Europe et dans certains pays de l'Amérique latine. Plus de 50 pays ont été touchés, mais il n'y avait pas de coordination ou de coopération entre les révolutionnaires dans ces différents pays. Cinq facteurs ont été impliqués: l'insatisfaction très répandue avec les dirigeants; la demande de plus de participation et démocratie; les revendications de la

[10] Bernard Lugan, "Il n'y a pas eu de Printemps Arabe!", Synthèse nationale, lundi, le 21 novembre 2011, http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2011/11/21... (Consulté le 05 février 2012).

[11] Joshua Keating, "Who first used the term Arab Spring?", Foreign Policy, le 4 novembre 2011, http://blog.foreignpolicy.com/posts/2011/11/04/... (Consulté le 17 février 2012).

classe ouvrière; la recrudescence du nationalisme; et enfin, le regroupement des forces réactionnaires basées à la royauté, l'aristocratie, l'armée, et les paysans[12]. C'est un peu semblable à ce qui se passe dans le monde arabe comme révolutions et comme changements politiques et sociaux. Cependant, certains qui appuient la théorie de complot refusent d'adopter le terme «printemps arabe». Ils se basent sur le fait que le printemps apporte le bien et qu'il est totalement spontané et endogène alors que ces mouvements, à leurs avis, ne sont que des tensions qui apportent le mal et qui servent des agendas étrangères.

De toute façon, tant que le terme s'est généralisé et qu'il indique les soulèvements au monde arabe, nous ne trouvons pas de problème de l'utiliser peu import si nous croyons ou non à sa continuité.

1.3. La révolution dans l'esprit arabe

Certes le terme "Révolution" ou "*الثورة*" (*Althawra* en arabe) existe dans les dictionnaires de la langue arabe, mais il n'indique aucune signification politique. Il comprend le sens de la rage, de la colère ou de la vengeance. Cela signifie qu'il est plus proche du terme "soulèvement". Cependant, le changement radical existe dans l'esprit arabe sous des autres expressions linguistiques. Les Arabes ont emprunté le concept de révolution et son « *continu politique* » de l'occident surtout du discours politique français. Puis ils ont utilisé le concept de révolution pour décrire des événements historiques dans l'histoire arabe ou islamique.

Par contre, la position de la pensée arabe vers le changement radical est différente d'une doctrine à l'autre. Certains voient que la révolution contre les dirigeants corrompus et contre les systèmes sociaux existants est une nécessité. Ils considèrent que l'Islam lui-même est une révolution contre la société arabe corrompue à l'époque. Des autres pensent que les mouvements révolutionnaires contre les régimes en pouvoir représentent un menace pour la

12 R. J. W. Evans, Hartmut Pogge von Strandmann, The Revolutions in Europe 1848-1849: From Reform to Reaction, Oxford University Press, 2002, p4.

société et ils sont préjudiciables à la stabilité et la sécurité des peuples aussi bien qu'aux régimes. En outre, en vertu de l'appartenance de majorité des arabes à l'islam, la révolution contre le système intellectuel et idéologique de la société ne trouve pas l'écho dans l'esprit collectif arabe.

Les Arabes ont reconnu le concept de la révolution, au sens moderne du terme, à la fin de l'empire ottoman et aux débuts de la phase coloniale dans les pays arabes. En effet, la révolution d'Alsharif Hussain Bin Ali, la Grande Révolution Arabe, a été le fruit de ce mouvement populaire révolutionnaire contre l'empire ottoman. Peut-être que c'était la seule révolution à l'époque qui a mis au premier plan de ses objectifs la libération du pays de la domination. Mais alors, à la fin de l'ère coloniale, le concept de la révolution a été chargé d'un continu qui justifie l'individualité à l'autorité. Il a été utilisé juste comme une métaphore pour le concept du coup d'État militaire[13]. Les dictateurs arabes ont atteint le pouvoir sous la bannière de la « révolution » car ils ont découvert que la pensée arabe a été affectée par les idées et les principes de la liberté et la démocratie qui formant une grande partie du discours politique de la révolution française. Puis, les dictateurs, qu'ils ont bien compris le sens de la révolution, ont travaillé dur pour l'éviter. Ils ont remplacé la liberté par la répression mais ils ont toujours élevé le slogan de la révolution. Finalement l'esprit arabe a pu briser les chaînes que les régimes au pouvoir ont passés cinquante ans à renforcer.

1.4. « Le Printemps Arabe» : Synthèse

Jusqu'à la fin de l'année 2010, le monde arabe représentait encore la plus grand tache noire sur la carte de monde au niveau de la liberté et la démocratie. Le monde arabe a été considéré comme une région qui contient les régimes totalitaires les plus puissants qu'il est impossible de les changer. Cependant, une seule étincelle d'un mach a supprimé tous ces stéréotypes sur le monde arabe et sur le peuple arabe qui s'est avéré capable de changer les

[13] Nazim Auda, "Quand est-ce que la pensée arabe a reconnait le concept de la révolution?", Sahat Altahrir, le 29 septembre 2011, http://www.altahreernews.com/inp/... (Consulté le 17 février 2012).

régimes répressifs les plus difficiles. Cette étincelle a commencé en Tunisie le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi un jeune diplômé chômeur, réduit à la revente ambulante de fruits et légumes, s'immole devant le siège du gouvernorat tunisien en signe de protestation contre la confiscation de sa marchandise par les services de police. Son geste déclenche un mouvement de contestation sociale sans précédent dans le pays[14]. La révolution de Bouazizi représenté par l'auto-immolation est basée sur l'idée qui prévalait dans l'esprit arabe que la révolution contre les régimes brutaux n'est qu'un acte de suicide. Mais ce n'était pas le cas en dépit du prix dur payé par le peuple arabe à cause de son soulèvement contre les tyrans surtout le prix très dur payé par les libyens et les syriens.

Cet événement a été en mesure de mouvementer le peuple tunisien pour faire sa révolution qui a renversé le président pendant des jours qui a donné l'espoir aux autres peuples arabes. Les égyptiens ont augmenté les efforts et ont pu renverser le pouvoir en une espace de 18 jours. Ces résultats impressionnants ont encouragé le peuple libyen et yéménite de se lever mais le cas libyen était le plus sanglant qui a invoqué l'intervention internationale et puis Algadhafi est mort et son régime a été démantelé. Durant la même période, le soulèvement continuait au Yémen et les révolutionnaires ont atteint une grande partie de leurs revendications par la démission du président Saleh. Bahreïn a également eu une part de l'intifada contre les régimes totalitaires. Mais les résultats du mouvement a été moins profonde que ceux des autres pays. En Syrie, personne n'imaginait que le peuple se lève contre le régime le plus oppressif et alors il est le seul à payer et encore à payer le très dur prix pour la liberté et pour la dignité et sans aucune intervention pour le protéger.

1.4.1. La Tunisie

Après l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, une série de manifestations de plus en plus violentes a finalement abouti à l'éviction du président de longue date Zine El Abidine Ben Ali en date du 14 Janvier 2011. Les protestations

[14] Maxime Ferland, « Tunisie : révolution au parfum de démocratie ? », Université de sherbrooke, perspective monde, 25 janvier 2011, http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse.... (Consulté le 05 février 2012).

constituaient la vague la plus dramatique des troubles sociales et politiques en Tunisie en trois décennies. Elles ont fait des dizaines de morts et de blessés dont la plupart étaient le résultat de l'action par la police et les forces de sécurité contre les manifestants. Ben Ali a filé en exil en Arabie Saoudite en finissant ses 23 ans de pouvoir. Après le départ de Ben Ali, l'état d'urgence a été décrété et un gouvernement de coalition intérimaire, qui comprenait des membres du parti de Ben Ali RCD, a été créé. Toutefois, les cinq membres nouvellement nommés (non-RCD) ministres ont démissionné presque immédiatement[15]. En raison de la poursuite des manifestations quotidiennes, le 27 Janvier, le premier ministre Mohamed Ghannouchi a remanié le gouvernement en retirant tous les anciens membres du RCD d'autres que lui-même. Puis, le 6 Février, l'ancien parti au pouvoir a été suspendu. Plus tard, le 9 Mars, il a été dissous. Suite à d'autres manifestations publiques, Ghannouchi lui-même a démissionné le 27 Février et Béji Caïd el-Sebsi est devenu le premier ministre. Le 23 Octobre 2011, les citoyens ont voté dans la première élection postrévolutionnaire pour élire des représentants à une assemblée constituante de 217 membres qui serait responsable de la nouvelle constitution. "Ce vote montre que la Tunisie est coupée en deux puisque les islamistes et leurs alliés totalisent environ 50% des suffrages. Face à eux, les 50% de « laïcs » sont divisés. Les islamistes sont donc les maîtres du jeu"[16].

Résultats politiques : Un décret-loi pris le 25 février et publié le 29 mars a exproprié quelques 114 personnes proches du président au bénéfice de l'État tunisien. Une commission était appelé à lister les biens concernés. Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), ancien parti au pouvoir, déjà dissous le 9 mars par le tribunal de première instance de Tunis (avec liquidation de tous ses biens et fonds par le biais du ministère des Finances), est définitivement abattu le 11 avril. Son secrétaire général Mohamed Ghariani, suspecté d'avoir organisé les milices responsables du chaos et de l'insécurité depuis début janvier, a été arrêté. Le même jour, les quelques 140 membres de la Haute instance pour la réalisation des

[15] "Protests hit Tunisia amid mourning". Al Jazeera. 21 janvier 2011, http://www.aljazeera.com/news/africa/2011/01/.... (Consulté le 05 février 2012).

[16] Bernard Lugan, "Il n'y a pas eu de Printemps Arabe!", Synthèse nationale, lundi, 21 novembre 2011, http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2011/11/21... (Consulté le 05 février 2012).

objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, adoptent un décret-loi qui exclut pour dix ans de la vie politique tunisienne tous les responsables du RCD et les ministres de Ben Ali[17] . Les postes concernés étaient les membres du bureau exécutif, du comité central, les secrétaires généraux des comités de coordination et tous les présidents de cellule. La Haute instance proposait que toute personne ayant occupé un de ces postes entre 1987 et 2011 soit interdite d'élections. Le premier ministre, finalement, a choisi de la limiter à dix ans (2001-2011)[18].

La disparition totale du parti unique au pouvoir peut être considérée comme un changement radical dans la vie politique de la Tunisie. Bien que ce ne fût pas un changement violent dans le sens des définitions précédentes, mais il a produit un changement politique révolutionnaire. Ce fait a amené l'opinion à décrire la révolution tunisienne comme «Révolution de Jasmine[19]». Néanmoins, les résultats économiques après une année de la révolution tunisienne montrent qu'il n'y a pas des changements révolutionnaires au court-terme. Une révolution économique doit être prévue au plus long-terme.

1.4.2. l'Égypte

Après le soulèvement en Tunisie, les protestations en Égypte ont commencé le 25 Janvier et a duré 18 jours. Aux alentours de minuit du 28 Janvier, le gouvernement égyptien a tenté, avec succès quelque peu, d'éliminer l'accès à Internet du pays afin d'inhiber la capacité des manifestants de s'organiser à travers les médias sociaux. Plus tard ce jour-là, puisque des dizaines de milliers ont protesté dans les rues des grandes villes de l'Égypte, le

[17] Isabelle Mandraud, « En Tunisie, la purge s'étend au RCD, l'ancien parti de M. Ben Ali », Le Monde, 14 avril 2011, p. 6

[18] Isabelle Mandraud, « Tunis atténue la purge des anciens cadres du parti de M. Ben Ali », Le Monde, 28 avril 2011, p. 8

[19] Pierre Vermeren, « Tunisie : le goût amer de la Révolution de jasmin », L'Express, 14 janvier 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/.....(Consulté le 06 février 2012).

président Moubarak a rejeté son gouvernement, et plus tard, il a mis en place un nouveau cabinet. Moubarak a également nommé le premier vice-président qui y était depuis presque 30 ans. Le 10 Février, Moubarak a cédé tout pouvoir présidentiel au vice-président Omar Suleiman mais par la suite, il a annoncé qu'il resterait en tant que président jusqu'à la fin de son mandat. Toutefois, les protestations ont continué le lendemain et Suleiman a rapidement annoncé que Moubarak avait démissionné de la présidence et transféré le pouvoir aux forces armées de l'Égypte[20]. Les militaires ont immédiatement dissous le Parlement égyptien. Ils ont suspendu la Constitution de l'Égypte et ont promis de lever la "loi d'urgence". Le 4 Mars, un civil, Essam Sharaf, a été nommé au poste de Premier ministre de l'Égypte. Cette nomination a reçu l'approbation et répandue chez les égyptiens sur la place Tahrir[21].

Alors que la transition politique se met en place, les mouvements sociaux prennent le relais de la contestation politique, à la fois sur le mode de la contestation de hiérarchies corrompues et de revendications sociales entre autres les conditions de travail, les salaires, la protection sociale. Les manifestations continuent chaque semaine, sur la place Tahrir, pour compléter le changement de régime, c'est-à-dire la dissolution du Parti National Démocratique (PND), l'ancien parti au pouvoir, la mise en accusation des personnalités du régime corrompues et des responsables des centaines de manifestants tués par la police, la libération des prisonniers politiques, etc. Outre ces revendications sociales qui restent fortes, le pays est agité par les affrontements confessionnels.

Résultats politiques : Avant la révolution il y avait une sorte de pluralisme politique formelle, mais le pouvoir réel a été accaparé par le parti au pouvoir. L'Égypte est en état d'urgence depuis 1967 (guerre des Six Jours) à l'exception d'une courte période de dix-huit mois au début des années 1980. Sous ce régime, la police bénéficie de pouvoirs particuliers

[20] Laura Bly, "Sharm el-Sheikh resort in world spotlight as Egypt's Mubarak flees Cairo", USA Today, le 11 février 2011, http://travel.usatoday.com/destinations/dispatches/post/2011/02/... (Consulté le 06 février 2012).

[21] William Wan; Portia Walker, "In Egypt, crowd cheers newly appointed prime minister Essam Sharaf", The Washington Post (Cairo), Le 4 Mars 2011, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/03/04/....(Consulté le 06 février 2012).

renforcés, débouchant sur des abus, allant des violences policières à la torture[22]. Le président Moubarak est aux commandes du pays depuis 1981 et prévoyait que son fils lui succéderait lors des élections présidentielles de 2011. Les institutions politiques ont été complètement verrouillées par différentes modifications de la constitution, notamment les amendements de 2007, et n'offrent pas de débouché aux demandes de la société[23]. Tout changement est rendu impossible par l'importance emprise de la corruption et de l'oligarchie, qui est le seul appui du pouvoir.

L'armée égyptienne joue un rôle politique de premier plan dans le pays, puisque tous les présidents depuis 1952 sont des militaires, de même que les principaux ministres. Les militaires sont aussi historiquement hostiles aux islamistes. Après la révolution, le Parti national démocratique (PND) a été dissous. Les élections dirigées par le Conseil Militaire ont apporté les anciennes ennemies au pouvoir. Les islamistes pu obtenir plus de 70% des voix[24]. Cela veut dire que le changement radical a existé en Égypte comme en Tunisie et qu'il y avait un changement révolutionnaire au niveau de la politique même s'il n'y avait pas de violence.

1.4.3. La Libye

Les manifestations ont commencé en Libye affectées par les grands résultats de celles de la Tunisie et l'Égypte. Elles ont commencé d'une manière totalement pacifique comme les autres mais la réaction du régime de Kadhafi était le plus lourd. Par conséquence, les révolutionnaires ont pointé l'arme contre Kadhafi mais les forces n'étaient pas proportionnées. Les protestations ont dégénéré en une rébellion qui s'est propagée à travers le pays. Aussi un organisme dirigeant intérimaire a été établit sous le nom de "le Conseil National de Transition" CNT. Les troupes de Kadhafi reprennent cependant le terrain face

[22] Marie Simon, « Ce que Wikileaks nous apprend sur l'Égypte de Moubarak », L'Express', Le 29 janvier 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/…(Consulté le 06 février 2012).

[23] Bárbara Azaola Piazza, « Le régime de Moubarak : les espaces et les acteurs de l'opposition », Confluences Méditerranée, no 75, Automne 2010, p.155.

[24] « Les résultats des élections du parlement de la révolution », L'Aube de la liberté 25 Yanayer, Le 21 janvier 2012, http://www.25yanayer.net/?p=27052, (Consulté le 08 février 2012).

aux insurgés, ce qui entraîne une intervention internationale. Le 17 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1973, autorisant des frappes aériennes contre les forces de Kadhafi pour la protection du peuple libyen. Elle est mise en œuvre par une coalition internationale le 19 mars 2011[25]. Durant plusieurs mois, pro et anti-kadhafi prennent à tour de rôle l'avantage au gré d'offensives et de contre-offensives. Vers la fin du mois d'Août 2011, une offensive décisive a permis la prise de Tripoli, ce qui entraine la fuite de Mouammar Kadhafi et de ses proches et l'accélération de la reconnaissance internationale de la légitimité du CNT. Les combats se poursuivent ensuite autour des derniers bastions kadhafistes. Le 20 octobre 2011, Syrte, le dernier d'entre eux, tombe aux mains des forces du Conseil national de transition et Mouammar Kadhafi a été tué. Le 19 novembre suivant, son fils, Saïf al-Islam, est arrêté au sud de la Libye par des combattants du CNT. Le 23 octobre 2011 à Benghazi, le président du CNT Moustafa Abdel Jalil proclame la « libération » de la Libye, mettant officiellement fin à la guerre civile qui durait depuis huit mois.

Résultats politiques: Le cas en Libye a apporté au pouvoir un régime totalement différent. Le processus de changement a été accompagné par une violence très claire en plus de l'intervention internationale. En Libye, le nouveau régime devait reconstruire, depuis le début, l'état et le système politique car l'ancien régime était basé sur la vision de l'individu Kadhafi qui était le chef de l'état et de la société. Cela a réduit l'État en une seule personne ou en quelques personnes. Ceci étant, il n'y avait pas d'institutions de l'État que nous pouvons profiter et développer. Il est donc prévu que le soulèvement libyen puisse conduire non seulement à une révolution politique mais aussi à des changements révolutionnaires économiques et sociales. Un nouveau système de la répartition des revenus dominera, ce qui va invoquer une révolution économique. Toutes les ressources devront être exploitées et consacrées pour la reconstruction d'un État vierge. Par conséquent, les taux de croissance vont être révolutionnaires. Tout cela va s'opérer à la suite de la fin de l'étape transitionnelle et après la dominance de la stabilité en Libye.

[25] Thomas Hofnung, « La France n'a laissé à personne le soin de passer à l'action en Libye », liberation.fr, le 19 mars 2011, http://www.liberation.fr/monde/....(Consulté le 08 février 2012).

1.4.4. Le Yémen

Le soulèvement du Yémen a suivi les premières étapes de la révolution tunisienne et a eu lieu simultanément avec la révolution égyptienne et avec les autres protestations au Moyen-Orient. Dans sa première phase, les protestations au Yémen étaient initialement contre le chômage, les conditions économiques et la corruption, ainsi que contre les propositions du gouvernement visant à modifier la constitution du Yémen. Puis, les revendications des manifestants ont escaladé pour appeler le président yéménite Ali Abdullah Saleh à démissionner. La défection de masse de l'armée, ainsi que du gouvernement de Saleh, a effectivement porté une grande partie du pays à échapper au contrôle du gouvernement et les manifestants a promis de défier son autorité.

Une grande manifestation a eu lieu à Sanaa, la capitale du Yémen, le 27 Janvier. Le 2 Février, Saleh a annoncé qu'il ne briguera pas de réélection en 2013 et qu'il ne passerait pas le pouvoir à son fils. Des dizaines de milliers de Yéménites ont pris part à des manifestations antigouvernementales à Taiz, Sanaa, Aden et autres grandes villes. Le résultat a affiché de nombreux morts et blessés. Des affrontements entre loyalistes et rebelles armés ont également eu lieu, et étaient régulièrement réprimés dans le sang. Après le 18 mars, des places sont prises et occupées dans différentes villes. L'opposition était progressivement rejointe par des personnalités importantes, diplomates, militaires, chefs de tribus, dignitaires religieux. Le mois d'avril et le mois de mai sont occupés par la tentative de médiation du conseil de coopération du Golfe soutenue par l'Union européenne et les États-Unis et acceptée par l'opposition. À la fin du mois de mai, le pays est secoué par de forts affrontements entre forces gouvernementales et tribus armés. Le 2 juin, le bombardement du palais présidentiel a blessé le président Saleh, qui était obligé de quitter le Yémen pour se faire soigner en Arabie saoudite, tandis que le pouvoir du président est disputé entre son fils

Ahmad et le vice-président Abd-Rabbo Mansour Hadi. Tous deux sont également rejetés par les manifestants[26].

Au début de Juillet, le gouvernement a rejeté les demandes de l'opposition y compris la formation d'un conseil transitoire dans le but de transférer formellement le pouvoir de l'administration actuelle à un gouvernement intérimaire destiné à superviser les premières élections démocratiques au Yémen. En réponse, les factions de l'opposition ont annoncé la création de leur propre conseil de transition composé de 17 membres, bien que les parties de la Réunion conjointe, qui ont fonctionné comme un parapluie pour la plupart des groupes d'opposition yéménites lors du soulèvement, a déclaré que le conseil n'a pas pu les représenter et ne correspond pas à leur «plan» pour le pays.

Le 23 Novembre, Saleh a signé un accord de transfert de pouvoir négocié par le Conseil de coopération du Golfe à Riyad, en vertu duquel il a transféré son pouvoir à son vice président dans les 30 jours et de laisser son poste de président vers le mois de Février 2012, en échange de l'immunité de poursuite[27]. Finalement, l'accord a été mis en œuvre et le président Saleh a quitté le pouvoir. C'est un changement important qui a pris en considération la diversité politique dans la société yéménite mais il ne peut pas être compté comme un changement radical. Ces changements peuvent créer qu'à moyen terme, un équilibre politique et puis une stabilité relative politique, économique et sociale.

1.4.5. La Syrie

Après la propagation des vagues des révoltes et des manifestations qui demandent la liberté et la démocratie partout dans le monde arabe, des citoyens syriens ont commencé à manifester pour demander la réforme. Les protestations ont commencé dans plusieurs villes

[26] Samar Al-Gamal, « Liesse et perplexité au pays de SABAA », Hebdo Al-Ahram en ligne, semaine du 8 au 14 juillet 2011, numéro 874, http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/6/8/...(Consulté le 12 février 2012).

[27] Marwa Rashad, « Yemen's Saleh signs deal to give up power», The Daily Star, le 23 novembre 2011, http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2011/Nov-23/...(Consulté le 12 février 2012).

mais ils étaient limités dans la première période. Les revendications des manifestants ont été axées sur les réformes et contre l'injustice. Les manifestants demandent plus de libertés et de démocratie, ainsi qu'un meilleur respect des droits de l'homme. Cependant, ces manifestations pacifiques ont rencontré la violence du régime syrien. Des secteurs de l'armé syrienne ont été déployés dans les villes où il y a avait de grands nombres des manifestants. Ce qui a provoqué la mort de nombreux citoyens.

Ces incidents ont conduit à l'imposition de sanctions à l'administration syrienne de la part des États-Unis et l'Union européenne. Des pays européens ont été également appelés à adopter une résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU pour appliquer des sanctions contre le régime syrien. Mais la résolution était arrêtée deux fois par le Veto double de la Russie et de la Chine.

Cette "révolution" a été conduite par des jeunes syriens qui réclamaient des réformes politiques, économiques et sociales. Le peuple à soulevé le slogan: «Liberté» mais les forces de sécurité ont repoussé les civils par les balles réelles et alors le slogan s'est converti à «Démission du régime». Par conséquent, les manifestants ont relevé leurs revendications pour inclure le départ du président et de son parti. À partir du 25 mars, malgré la répression et de quelques concessions du gouvernement, le mouvement s'étend à toutes les principales villes du pays.

La répression sévère, qui a touché et blessé jusqu'à présent plus de 14 000 personnes selon les statistiques des Nations Unies (2012), a renforcée le mouvement de dissidence au sein de l'armée syrienne. Les soldats dissidents, ceux qui ont refusé de tirer sur les manifestants, ont formé "L'armé syrien libre". Ils se sont engagés à protéger les manifestants pacifiques. Par conséquent, la violence de la part du régime a augmenté et puis des affrontements inégaux violents ont commencé à travers le pays. Toutes les initiatives arabes et internationales pour arrêter la violence et lancer la réforme ont rencontré plus de violence du régime.

Résultats politiques: Le régime syrien a donné plusieurs concessions qui ont été considérées par l'opposition comme des procédures vides car il y avait toujours un poignet de fer de la part des forces de sécurité. La prédominance des services de sécurité était le problème principal en Syrie. Même le président n'a pas pu les réformer. Donc, il n'y aurait pas de révolution politique sans qu'il y ait des réformes radicales au niveau de l'appareil de sécurité.

1.4.6. Le Bahreïn

Les protestations bahreïniennes sont une série de contestations populaires sociales et politiques dans ce pays, débutées à partir du 14 février 2011. Il s'inscrit dans un contexte de protestations dans les pays arabes. Comme en Tunisie ou encore en Égypte, les manifestants ont demandé plus de libertés et de démocratie, ainsi qu'un meilleur respect des droits de l'homme. Au bout de quelques jours, les revendications se sont élargies à un appel pour mettre fin à la monarchie du roi Hamad.

Après un mois des manifestations, le gouvernement a demandé des troupes et de police du Conseil de coopération du Golfe qui s'est manifesté le 14 Mars. Un jour plus tard, le roi de Bahreïn a décrété la loi martiale et l'état de trois mois d'urgence. Ces derniers procédures ont mis fin aux manifestations et grèves dans le pays. Des dizaines de personnes étaient tuées pendant les manifestations dans les rues de la capitale. Ensuite et de temps en temps, les contestations reviennent aux rues de Bahreïn mais pas au même degré de mobilisation. Jusqu'à présent, ce soulèvement n'a pas produit des résultats palpables ni des changements radicales. Donc, il ne représente pas une révolution selon les définitions de l'expression.

1.5. Est-ce que ces mouvements populaires au monde arabe sont des révolutions?

Baudoin Dupret observe une « rénovation » sociale et regrette que les observateurs reprennent le discours des acteurs sans prise de distance critique. Il voit que l'utilisation du terme de « révolution » est un abus de langage car il n'est pas adéquat quand nous n'observons pas de chamboulement complet des sociétés et quand nous parlons de changement dans la continuité. Il préfère d'utiliser le terme « révolte » pour décrire les mouvements au monde arabe. Il voit aussi que "*le potentiel de changement n'est pas révolutionnaire mais orienté vers une réforme interne de l'établissement*" et que les structures fondamentales des pays comme la Tunisie et l'Égypte n'ont pas été bouleversées[28].

En attendant des résultats des mouvements de peuple arabe, Tariq Ramadan choisit le terme « soulèvement » qui est se trouve entre la révolution et la révolte. Le soulèvement devient une révolution s'il atteint ses objectifs. Il considère que le moment est historique, comme le sont les perspectives de sortir de l'époque des dictatures et aussi que ces soulèvements ne sont pas encore des révolutions. Ils sont des révolutions inachevées. De la Tunisie au Yémen, en passant par l'Égypte, la Libye, la Syrie, Bahreïn, rien n'a été acquis : les processus démocratiques sont embryonnaires, la sécurité fragile et les armées toujours puissantes et aux aguets[29]. Certains autres auteurs ne qualifient pas ces évènements de « révolution » : si le changement politique est rapide, il n'est pas encore complet, et ne s'accompagne pas de changements économiques et sociaux radicaux[30]. Cependant, des autres auteurs croient que "les processus révolutionnaires pour des sociétés non industrialisées sont presque toujours passés par des soubresauts successifs de révolutions et de contre-révolutions. D'habitude, un ancien régime qui vacille sous le poids de la fronde populaire

[28] Baudoin Dupret, " Révolutions ou révoltes ? ", Le Café Pédagogique, le 23 mars 2011, http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/.... (Consulté le 13 février 2012).

[29] Tariq Ramadan, L'Islam et le Réveil Arabe, Presses du Châtelet, Paris, 2011, p18.

[30] Ossama Al-Ghazali Harb, "Le sens de la révolution", Hebdo Al-Ahram en ligne, semaine du 15 au 21 juin 2011, numéro 875, http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/6/14/...(Consulté le 13 février 2012).

n'est que le signal de départ d'une lutte de plusieurs groupes voulant accaparer le gouvernail de la révolution"[31].

D'autre part, certains auteurs de gauche voient que la révolution peut être définie pour conclure toute tentative de faire face l'autorité en pouvoir. Donc, elle peut être totale ou partielle, réussite ou vaine, guidée par un leadership ou non. Alors que le soulèvement est une forme populaire de la révolution. Cela signifie que les mouvements populaires au monde arabe ne sont que des révolutions en forme des soulèvements[32]. Riadh Sidaoui, spécialiste du monde arabe apprécie qu'une révolution pour réussir, elle doit regrouper trois facteurs. Le premier, la radicalisation de l'opposition populaire, qui ne demande plus seulement des réformes mais veut la tête de celui qui incarne le régime. Le deuxième, une division au sein de l'élite du pouvoir, un esprit de corps fragmenté. Le troisième, la neutralité de l'armée ou sa trahison envers le régime[33]. Il ne distingue pas entre la révolution et le soulèvement. Il y a donc une révolution réussite ou une révolution infructueuse.

En somme, selon les précédents points de vue et les définitions déjà mentionnées, nous pouvons dire qu'il y a une révolution politique et qui signifierait que les régimes politiques en Égypte, Tunisie, Libye et Yémen sont passés d'un régime despote non démocratique basé sur un seul parti politique ou sur une seule personne à un régime démocratique basé sur la pluralité des partis, bien que certains fondements de ce changement politique ne se soient pas encore réalisés. Cependant, nous n'avons pas réalisé un tel changement radical des systèmes économiques, sociaux ou culturels. C'est-à-dire qu'il y a des révolutions politiques dans les quatre pays où le régime est parti mais il est encore trop tôt de parler d'une révolution complète. Cependant, le cas de la Syrie, où le régime est encore en pouvoir, est plus proche de la révolution complète si le régime tombe.

---

[31] Shlomo Ben-Ami, "La révolution égyptienne détournée", project syndicate, le 1er Décembre 2011, http://www.project-syndicate.org/commentary/benami60/French.... (Consulté le 06 février 2012).

[32] Salama Kela, "Tous les régimes arabes sont prêts pour l'explosion et la chute", Albadil, le 4 aoûte 2011, http://www.albadil.org/spip.php?article3849... (Consulté le 13 février 2012).

[33] Riadh Sidaoui, Interview, «La Libye penche entre la révolution et la guerre civile», 20 minutes.fr, le 21 février 2011, http://www.20minutes.fr/monde/libye/...(Consulté le 16 février 2012).

CHAPITRE II

ÉTUDE DES CAUSES DE RÉVOLTES ARABES

Introduction :

Dans le chapitre précédent, nous avons examiné les concepts liés au "Printemps Arabe". Maintenant, nous allons mettre en exergue les raisons qui peuvent expliquer les mouvements populaires dans le monde arabe. Nous allons analyser l'événement du point de vue de la théorie des jeux. Pour cela, il est nécessaire d'étudier les raisons liées à chaque joueur. Le régime totalitaire, l'élite de l'Opposition et la masse publique.

Dans toutes les révolutions, il existe un conflit entre le désir de la majorité pour l'égalité et le désir de la minorité de la supériorité effective. Les révolutions s'établissent pour des fins du profit et de l'honneur ou pour les évitements de la perte et du déshonneur. Les motifs incitants sont nombreux; la jalousie de ceux qui ont la richesse et l'honneur, l'arrogance officielle, la peur de la loi ou de son abus, les rivalités personnelles, l'échec de la classe moyenne de maintenir un équilibre, la course des antagonismes, l'antagonisme des localités et d'autres[1].

[1] Pour plus de savoir des raisons des révolutions politiques, veuillez voir l'article suivant : "Aristotle: Causes of revolution in politics", http://www.publicbookshelf.com/public_html/Outline_of_Great_Books_Volume_I/aristotle_bdh.html

Les motifs des révolutions sont habituellement semblables d'une région à l'autre de même qu'elles le sont d'un temps à l'autre. Toutefois, chaque moment et chaque société ont leurs propres causes.

Même les raisons qui sont liées aux peuples ou aux sociétés peuvent être produites à cause des politiques des régimes ou des gouvernements*. Goodwin comprend cinq mal-practices du gouvernement qui favorisent les mouvements révolutionnaires;

1) le parrainage et la protection des impopulaires arrangements économiques, sociaux ou culturels.
2) la répression et l'exclusion des groupes mobilisés du pouvoir de l'état et des ressources.
3) la violence aveugle de l'état contre les groupes mobilisés et contre les personnalités politiques de l'opposition.
4) la faiblesse des capacités de la police et des infrastructures de la puissance.
5) l'autorité corrompue et arbitraire qui aliène, affaiblit ou divise les élites de la société.

Une seule de ces pratiques est insuffisante pour donner un mouvement révolutionnaire mais, comme Goodwin affirme, dans l'ensemble, ils sont explosifs[2].

Lorsque nous examinons les causes des révolutions, les points de vue multiples en fonction de la position du chercheur de ces révolutions. Par conséquent, ils se varient à déterminer les raisons d'une révolution aussi bien qu'ils se varient à les classer. Certains penseurs ont classé les motifs de la révolution à des raisons proches et lointaines. Certains d'autres ont choisi de les classer à des raisons apparentes et cachées ou bien des raisons directes et indirectes.

---

* La distinction entre le régime et le gouvernement dans les dictateurships

[2] Raymond Millen, "The political context behind successful revolutionary movements, Three case studies: Vietnam (1955-63), Algeria (945-62) and Nicaragua (1967-79)", Strategic Studies Institute, 2008, 4:139-87, P142.

Nous avons déjà mentionné les raisons directes ou proches dans le chapitre premier. Nous allons mettre l'accent sur les raisons potentielles des révoltes arabes qui sont liées aux trois joueurs du modèle. C'est pourquoi, nous allons mettre en détail la période précédente du "Printemps Arabe".

La révolution arabe a fait couler beaucoup d'encre. L'article le plus intéressant était publié par l'Economist[3] qui a mis son "shoe-thrower's index", un indexe servant à identifier les facteurs déterminants à contribuer à l'instabilité politique dans les pays arabes et à les classer selon leur probabilité de désobéissance sociale. Le résultat du classement, comme le montre la figure (2.1).

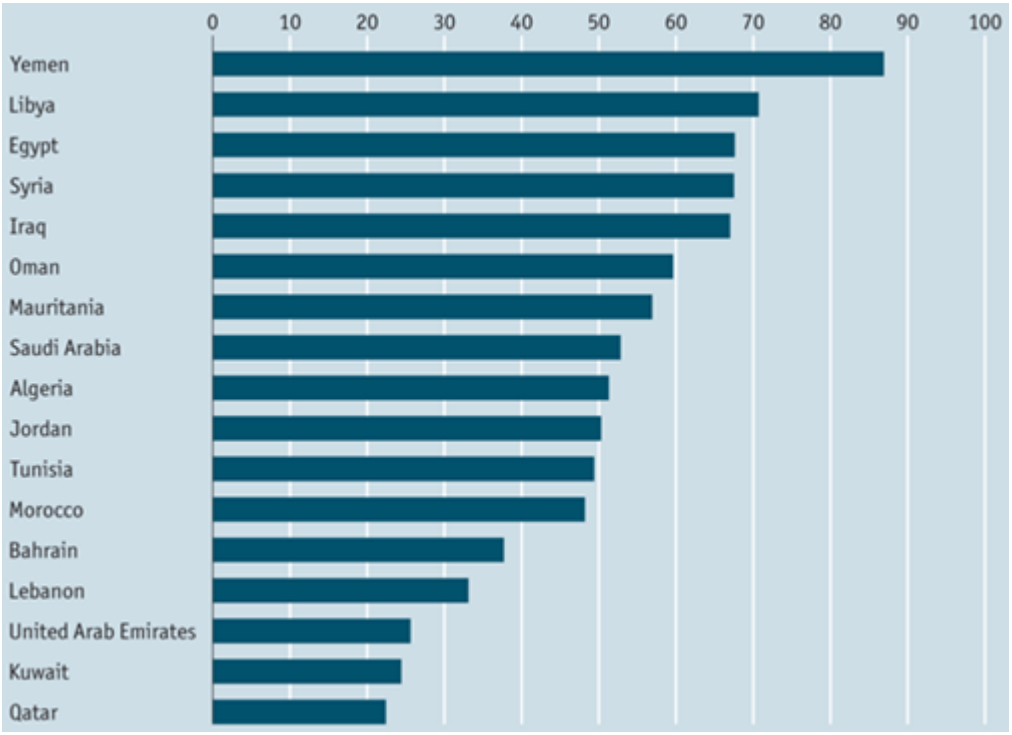
Le poids attribué à chaque facteur est indiqué en ordre décroissant :

1) 35% de la population dessous l'âge de 25 ans
2) 15% Nombre d'années que le gouvernement du pays est au pouvoir
3) 15% servant à attribuer le niveau de corruption.
4) 15% servant à identifier l'éloignement par rapport aux principes démocratiques
5) 10% Produit Intérieur Brut (PIB) par personne
6) 5% servant à identifier le niveau de censure
7) 5% Nombre total de personnes dessous l'âge de 25 ans.

[3] The Economist, "Arab unrest index: The Shoe-Thrower's index", The Economist online, le 9 février 2011, http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/arab_unrest_index... (Consulté le 5 juin 2012).

Figure (2.1)

Le classement de l'Economist selon son indice de l'instabilité dans les pays de la ligue arabe



Source: The economist;
http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/daily_chart_arab_unrest_index

Le facteur, le plus lourd dans le calcul, est le pourcentage de personnes dessous l'âge de 25 ans. Cela s'explique par une population hautement qualifiés et touchés par le chômage et le manque d'opportunité dans la vie professionnelle. En effet, le chômage chez les gens moins de 25 ans représente un facteur commun entre les pays arabes. Pour cela, cette composante est une mesure très déterminante dans le calcul de l'indice de l'Economist.

Le nombre d'années au Pouvoir fut un facteur déterminant lorsque le règne de Mubarek a chuté en Égypte après 30 ans au Pouvoir ainsi que celui de Ben-Ali en Tunusie qui a été déchu après 23 ans au Pouvoir. Quoique la mesure ne soit pas toujours exacte alors qu'il peut y avoir d'autres facteurs liés à la longévité du régime. Par exemple au Bahreïn, les manifestants affirment qu'un nouveau cabinet ne pourrait inclure le premier ministre Sheikh

Khalifa Bin Salman Al Khalifa, au Pouvoir depuis 40 ans. Par contre, le nombre d'années au Pouvoir du chef officiel n'est que 12 ans.

Selon l'economist, le PIB par personne ne tient pas compte forcément du nombre de personnes vivantes sous le seuil de la pauvreté. Dans le cas de l'Égypte, les évènements révolutionnaires récents ont été propulsés en grande partie par la classe moyenne mais aussi par le nombre élevé de la population vivant au seuil de la pauvreté.

L'accès à l'Internet, et les autres réseaux sociaux ont joué des rôles importants dans le renversement des régimes en Égypte et en Tunisie. Plusieurs en Égypte considèrent que le créateur d'une page FaceBook dénonçant le régime Mubarek, Wael Ghonim, fut un des fondateurs principaux de la révolution. Le fait que son pays soit branché sur les technologies internet a contribué au succès du renversement du régime Mubarek; cependant d'autres pays comme le Yémen et la Somalie ne pourraient offrir d'accès à ces technologies.

***

Nous allons étudier les raisons liées aux trois joueurs du modèle. Nous les classifions en deux sous-chapitres; nous allons consacrer le premier sous-chapitre pour le premier joueur, c'est -à- dire, le régime pour étudier la construction des régimes arabes. Pour les autres joueurs, l'élite et la masse publique, nous allons consacrer le deuxième sous-chapitre sous le titre de "La structure des sociétés arabes".

2.1. La construction des régimes arabes

2.1.1. Les formes des états et des régimes arabes

Différentes formes de régime sont représentées dans le monde arabe: Certains des pays sont des monarchies: Bahreïn, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les autres pays arabes sont tous des Républiques. À l'exception de l'Autorité palestinienne, le Liban, et plus récemment la Mauritanie, des élections démocratiques à travers le monde arabe sont généralement considérés comme compromis en raison de fraude électorale pure et simple, l'intimidation des partis de l'opposition et des restrictions sévères sur les libertés civiles et la dissidence politique.

Les pays arabes furent les seules sur la planète où les régimes locaux fracassaient des records de longévité. Loin de causer un souci pour les leaders des régimes corrompus, les crises politiques ont eu l'effet de leur assurer une stabilité de gouvernance impressionnante. Les cas suivants illustrent ce point. Mouammar Al-Kadhafi a pris le pouvoir en Libye en 1969 pour ne jamais l'abandonner. Sultan Qaboos a été le leader incontesté de l'Oman depuis 1970. Ali Abdallah Saleh a été chef du nord du Yémen de 1978 à 1990 et il gouverne l'état unifié du Yémen depuis 1990. En Égypte, Hosni Moubarak avait pris le pouvoir en 1981 alors qu'en Tunisie, c'est Ben Ali en 1987 qui avait obtenu le pouvoir. En Algérie, Abdelaziz Bouteflika a été élu à la présidence en 1999 mais il est bien à part dans ce club exclusif de chefs politiques arabes et cela même s'il fut Ministre des Affaires Étrangères de 1963 à 1978.

Les figures patriarches du monde politique arabe n'ont pas servi à changer la prolifération du phénomène. Effectivement, il y a eu le règne du Roi Hussain en Jordanie de 1952 à 1999; de Hassan II au Maroc de 1961 à 1999 ainsi que du Sheikh Zayed, Émir d'Abu Dhabi en 1966 et Président de les Émirats Arabes Unies de 1971 à 2004. Lors de leur décès, tous ces derniers ont été succédés par leurs fils, c.à.d. Abdullah II, Mohammad VI et Sheik Khalifa, respectivement. En Syrie, les 30 années de présidence de Hafez Al-Asad, de 1970 à

2000, ont été suivies par la succession de son fils Bashar. Toutes ces dynasties ont donné naissance en quelque sorte à l'expression « jamlaka », signifiant une amalgamation de concepts soulevés par un règne républicain et monarchiste à la fois. Cette expression est utilisée dans le but de souligner la pratique de passage du pouvoir politique de père en fils et cela en dépit d'une constitution républicaine. Des cas semblables ont été notés en Égypte, au Yémen et en Libye.

En regardant les processus historiques de l'implantation des régimes arabes, nous pouvons déduire le profil et le système de fonctionnement d'une dictature dans un pays arabe au cours d'un demi-siècle d'histoire. Le pouvoir au sommet de l'État est personnel et absolu. Un chef d'État issu d'un coup d'État, d'une guerre civile ou d'un plébiscite populaire contrôle tous les rouages sécuritaires, civils, économiques, militaires et administratifs du pays. Pour exercer ce pouvoir absolu, il n'a cure d'aucun texte, d'aucune loi, d'aucun code qui puisse freiner sa volonté ou contrôler ses directives. Les textes et les lois n'existent que pour servir le système de domination et constituer un support à l'arbitraire des sanctions. Le noyau du pouvoir est le chef de l'État entouré d'un cercle restreint de fidèles qui lui sont liés par des rapports de parenté et de consanguinité : les fils de Kadhafi, les frères et les fils de Saddam, le frère, les cousins maternels et le beau-frère d'Al-Asad, etc[4].

S'appuyant sur l'esprit de « noblesse » où la contrariété de la masse est exclue, où la contradiction de la population s'avère interdite, l'autoritarisme des régimes des pays arabes les met dans une situation contraignante, dans une situation qui doit persister en multipliant les services de police. L'on peut qualifier que ces régimes sont équivalents à des États policiers s'associant aux milieux affairistes[5].

Nous pouvons déterminer les caractéristiques des régimes arabes ou des états arabes sous le règne de ces régimes par les suivants : régimes et États politiquement instables, autoritaires, autocrate, kleptocrates, centrale et policier répressif.

---

[4] Melhem Chaoul, " Les formes élémentaires de la dictature dans les pays arabes ", l'Orient Littéraire, octobre 2011, http://lorientlitteraire.com/article... (Consulté le 6 juin 2012).

[5] Hamit Bozarslam, « La vague des révoltes arabes : de la révolution aux restaurations ? », Esprit, mai 2011, no 374,

Régimes Autoritaires : Selon l'indice de démocratie qui est un indice créé en 2006 par The Economist Group qui évalue le niveau de démocratie de 167 pays sur une échelle allant de 0 à 10, les pays arabes occupaient le bas de la liste. The Economist a calculé cet indice à partir de 60 critères différents et a réparti les 167 pays étudiés en 4 différents types de régime:

1. les démocraties, qui sont les pays qui ont un indice entre 8 et 10.
2. les démocraties imparfaites, qui sont les pays qui ont un indice entre 6 et 8.
3. les régimes hybrides, qui sont les pays qui ont un indice entre 4 et 6.
4. les régimes autoritaires, qui sont les pays qui ont un indice inférieur à 4.

Nous pouvons noter au tableau (2.1) que les régimes arabes sont les plus autoritaires partout le monde. Même qu'il y a un peu d'amélioration de l'indice entre l'année 2010 et 2011 à cause des chutes des régimes en Égypte et en Tunisie, mais les pays arabes restent toujours à la fin de la liste.

Tableau (2.1)

Indice de démocratie moyen par région

Rang	Région	2006	2008	2010	2011	Régime
1	Amérique du Nord	8.64	8.64	8.63	8.59	Démocraties
2	Europe de l'Ouest	8.60	8.61	8.45	8.40	
3	Amérique du Sud et les Caraïbes	6.37	6.43	6.37	6.35	Démocraties Imparfaites
4	Asie et Océanie	5.44	5.58	5.53	5.51	Régimes Hybrides
5	Europe centrale et orientale	5.76	5.67	5.55	5.50	
6	Afrique subsaharienne	4.24	4.28	4.23	4.32	
7	**Moyen-Orient & Afrique du Nord**	**3.53**	**3.54**	**3.43**	**3.62**	**Régimes Autoritaires**
	Tout le monde	5.52	5.55	5.46	5.49	

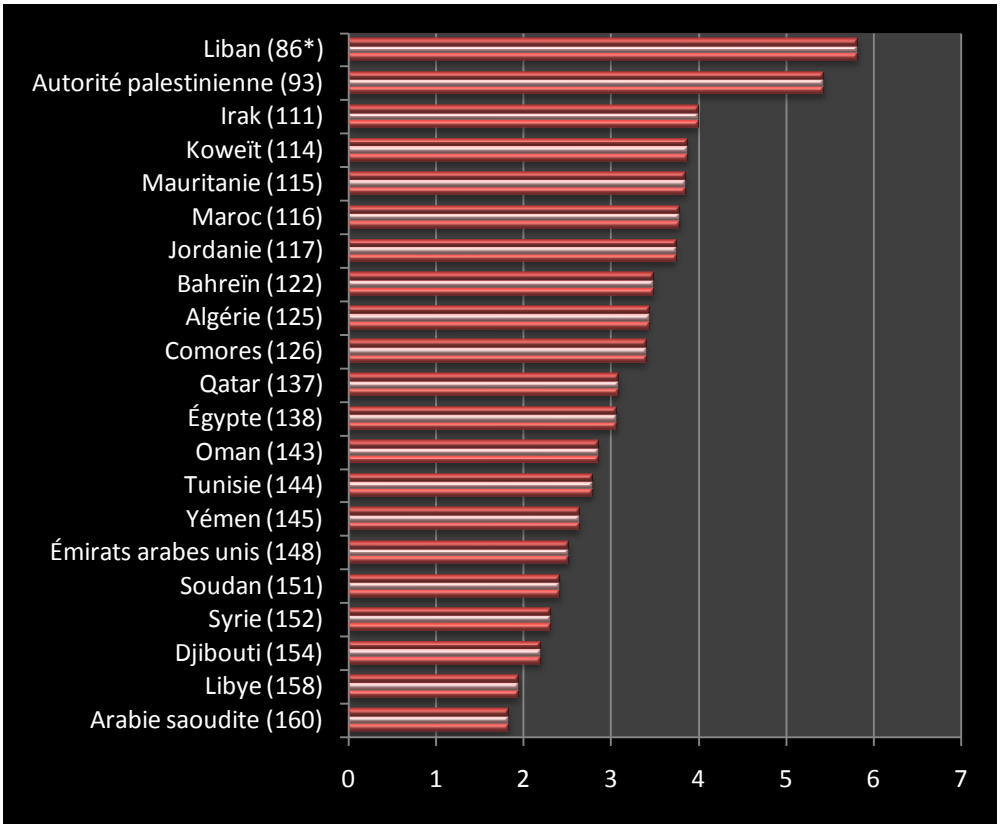
Source; Economist Intelligence Unit, Democracy index 2011.

L'indice de démocratie est basé sur cinq catégories de critères : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique. Pour capturer l'effet de l'État autoritaire sur les révoltes arabes, nous devons examiner l'indice avant le départ des révolutions, soit l'indice de l'année 2010. Nous représentons l'indice de démocratie sur la figure (2.2). Nous trouvons que les cinq pays

arabes les plus affectés par les révoltes sont des régimes parmi les plus autoritaires, soient l'Égypte, la Tunisie, le Yémen, la Syrie et la Libye.

Figure (2.2)

Le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de démocratie 2010.



Source: Economist Intelligence Unit, Democracy index 2010.

*. Les chiffres entre parenthèse représentent le rang mondial du pays

Régimes politiquement instables : La classification de Nations Unies pour les pays en fonction de l'indice de stabilité politique mesure le nombre des enjeux, au premier plan les tensions ethniques, les conflits armés, l'agitation sociale, les conflits internes, la violence politique, les modifications constitutionnelles et les coups d'État militaires. Cette mesure varie entre 2,5 et -2,5. Les pays arabes ont obtenu les valeurs suivantes :

Tableau (2.2)

La stabilité politique dans les pays arabes 2008

l'indice	Le pays	l'indice	Le pays	l'indice	Le pays	l'indice	Le pays
0.20	Maroc	0.08	Jordanie	0.17	Arabie Saoudite	0.06−	Bahreïn
2.03−	Soudan	1.27 −	Algérie	0.55−	Liban	1.04	Koweït
1.85−	Yémen	0.87 −	Syrie	1.2	Oman	1.91	É A U
0.90−	Mauritanie	0.2 −	Égypte	0.13	Tunisie	1.53	Qatar

Source: United Nation Development Program (**UNDP**), ***Human Development Report 2008***, table (1-2), p. 65-72.

Note: les Donnés de la Libye ne sont pas disponibles

"Failed states" : En termes de mesure indicative/quantification du degré de faiblesse de l'État arabe et de la portabilité de l'effondrement de certains pays arabes, nous pouvons utiliser l'indicateur du classement des États échoués (Failed States Index) qui est mis chaque année par le magazine Foreign Policy et Fondation pour la paix. L'indice examine les situations près de 177 pays à travers le monde en identifiant les taux de stabilité au sein de chaque état, sa capacité à protéger ses frontières et sesterritoires, le degré de satisfaction sur le comportement politique et économique de l'état et finalement le niveau de la «force» intérieur à l'égard de tout «harcèlement» externe. Deux pays arabes étaient en tête de la liste des états défaillants dans l'indice global annuel pour 2010, soient la Somalie et le Soudan. L'Irak se déplace dans le septième rang. Selon l'indice, la performance des gouvernements dans ces pays est critique. Autres pays peuvent être considérés en danger comme le Yémen 15, le Liban 34, la Mauritanie 39, la Syrie 48 et l'Égypte 49 et puis le Djibouti 68 et l'Algérie 71. Le classement des autres pays arabes était; l'Arabie Saoudite 87, la Jordanie 90, Maroc 91, la Libye 111, la Tunisie 118, le Koweït 125, le Bahreïn 133, les Émirats Arabes Unis 137, le Qatar 139, et enfin Oman classé 144[6].

[6] "The Failed State Index 2010", Foreign Policy Journal, 2010, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/21/... (Consulté le 5 juin 2012).

État policier : les pays arabes donnaient toujours des exemples de l'état policier qui, pour maintenir et faire respecter les prérogatives du pouvoir politique, utilise la police, en particulier la police secrète, et de manière générale la surveillance policière grâce notamment aux fichiers policiers allant jusqu'à faire usage de moyens violents et arbitraires si nécessaire. Un État policier se distingue spécifiquement par ses caractéristiques totalitaires où l'utilisation de moyens radicaux pour assurer le contrôle social. Dans un tel État, la police n'est pas soumise aux règles de l'État de droit. Cependant, les sociétés arabes ont vivement le désir de vivre le régime démocratique malgré le soutien des pays occidentaux qui optent pour les dictatures en leur faveur. Les services de police qui tentent sans arrêt de limiter la liberté de la population pour la corruption associée au détournement de fonds publics, servent à maintenir les chefs d'État qui, dans la plupart des cas, sont au Pouvoir depuis des années. Il est à noter que ces chefs d'État ont tendance ou plutôt viennent d'un système de clientélisme, de népotisme et parfois d'une transmission héréditaire du Pouvoir.

L'armée n'a pas la même dimension ni la même image dans les différents pays arabes. En Tunisie, l'armée a été marginalisée durant l'ère Ben Ali. Elle n'a pas joué un rôle politique dans l'histoire de la Tunisie. Or, en Égypte, le cas est différent. L'armée y a joué un rôle important surtout avec le putsch contre le régime royal. Et aujourd'hui, malgré tout ce qui se passe, l'armée n'agit pas contre les foules de manifestants, mais elle prend en charge la protection des institutions. Il y a un sentiment général que l'armée est la seule institution capable d'instaurer la sécurité après l'échec de la police[7]. Ça n'est pas le cas en Syrie où le régime consacre la force de l'armée pour écraser le mouvement populaire. Dans le cas de la Syrie, la structure de l'armée montre qu'elle est consacrée pour la répression parce que la Syrie est le sixième pays au niveau de la force de terre comme les tanks[8].

[7] Burhan Ghalioun, "Le peuple égyptien veut fraterniser avec l'armée pour la rallier à sa cause", Euronews, le 31 janvier 2011, http://fr.euronews.com/2011/01/31/... (Consulté le 5 juin 2012).

[8] http://www.globalfirepower.com/

2.1.2. La légitimité des régimes arabes

L'État arabe moderne a tiré ses aspirations du modèle de la légitimité moderne, patriotique ou nationale. Mais en réalité, l'exercice du pouvoir ne se base sur aucun fondement clair et ce à cause du conflit entre les valeurs opposées et l'incohérence entre désirs et aspirations. Les éléments de pouvoir, d'appropriation et de renversement se sont, à travers toute la région et à des échelles différentes, mêlés à des éléments puisés dans la légitimité islamique, monarchique ou tribale. Il était donc naturel dans ces conditions que l'État arabe réagisse délibérément pour assurer à la fois sa légitimité et son régime. Pour ce faire il adopte les modèles occidentaux modernes, en mettant l'accent sur la forme structurale des institutions de l'État plutôt que sur le contenu fondamental de leur rôle. Il est supposé que cet accent mis sur l'aspect extérieur lui garantirait la reconnaissance et la légitimité à l'échelle internationale plus que ne le ferait son intérêt pour les questions des droits de l'homme à l'intérieur du pays, alors que seuls ces droits sont mêmes d'accorder à l'État la légitimité effective interne en tant qu'exécutant des aspirations et des intérêts de la société[9].

Le rôle traditionnel de l'État consiste à conquérir l'allégeance de ses citoyens et à défendre leur droit à la vie et à la liberté. Il les protège contre les agressions et met en place des règles qui garantissent l'exercice des libertés fondamentales. L'État assumant ce rôle est donc un « État légitime » qui impose la primauté du droit et qui sert l'intérêt public et non celui d'un groupe particulier. En revanche, l'État qui n'adhère pas à ces règles représente une source de danger menaçant la vie et la liberté ; il devient lui-même un danger pour la sécurité humaine au lieu d'en être le garant.

Beaucoup de régimes arabes fondent leur légitimité sur de grands récits nationalistes quasi mythiques dans lesquels ils figurent comme libérateurs et défenseurs de la nation face à la domination étrangère, parfois aussi comme défenseurs de la foi. Ces histoires sont souvent véridiques: beaucoup de partis et de familles au Pouvoir ont effectivement joué un rôle héroïque dans la conquête et la conservation de l'indépendance nationale. Largement

[9] Radwan Ziadah, "L'État et les droits de l'homme dans le monde arabe", Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P 63.

disséminées par les médias officiels, ces mythologies « unificatrices » ont créé une fausse identification entre le régime et la société, souvent avec l'appui enthousiaste d'intellectuels cherchant à désamorcer la dissidence et à encourager la docilité. Mais, dans tous ces grands récits, il y a toujours des absents : en Égypte, ce sont les coptes ; au Maroc et en Algérie, les Berbères ; dans d'autres pays, les Kurdes ou les chiites. Sous le voile, les tensions sociales étaient réfractaires à cette homogénéisation et les dirigeants avaient peur de leur propre peuple, terrifiés à l'idée de toute véritable ouverture politique. Certaines formes d'autoritarisme ont une teinte populiste; d'autres vont jusqu'à célébrer le peuple. Mais sous ces façades paternalistes, les gouvernements et les élites méprisent le peuple sous prétexte que celui-ci leur devrait l'indépendance ainsi que les acquis de la nation[10].

Il est aussi capital de discuter l'affirmation de pouvoirs personnalisés dans les États arabes où la pratique du pouvoir se définit par une association manifeste entre la fonction politique et les personnalités qui en font usage. Cet accaparement, cette emprise individualisant est plus ou moins acceptable dans les régimes héréditaires, c'est plutôt surprenante dans les pays ayant adopté le mode républicain d'alternance démocratique. Il est important de rappeler que Mouammar al-Kadhafi et Hafez Al-Asad jusqu'en 2000 et Saddam Hussein jusqu'en 2003 ont accaparé respectivement le Pouvoir Lybie, en Syrie et en Irak comme Houari Boumediene en Algérie en son temps, comme Gamal Abdel Nasser en Égypte ou Habib Bourguiba en Tunisie. Ces chefs d'États n'étaient pas de simples dépositaires du pouvoir, mais ils jouissent également d'une véritable autorité politique où le pouvoir est reconnu comme légitime par ceux qui y étaient soumis sachant que ce pouvoir est utilisé en conformité avec des procédures et des valeurs acceptées.

Pour mesurer la légitimité du régime égyptien de Moubarak, Mark Sedgwick (2010) a essayé d'établir une typologie de trois variétés de légitimité externe (internationale, régionale et out-of-région) et sept variétés de légitimité interne. Deux parmi elles sont des formes de la légitimité produite; la légitimité produite économique et la légitimité produite non-économique. Quatre autres variétés de légitimité interne sont liées à la légitimité descriptive;

[10] Hicham Ben Abdallah El Alaoui, "Les régimes arabes modernisent... l'autoritarisme", Le Monde Diplomatique, AVRIL 2008, http://www.monde-diplomatique.fr/2008/04/EL_ALAOUI/15781.. (Consulté le 7 juin 2012).

la légitimité religieuse, la légitimité traditionnelle, la légitimité idéologique et mobilisatrice, et la légitimité charismatique. Sedgwick a conclu que le régime égyptien, comme d'autres régimes autoritaires, manque de légitimité et que le plus grand stock de la légitimité du régime égyptien a été international et externe[11].

Bruce Gilley (2006) a présenté dans son article une mesure quantitative de la légitimité politique des États dans les années 1990 et début des années 2000 pour 72 états contenant 5,1 milliards de personnes, soit 83 pour cent de la population mondiale. Une stratégie visant à atteindre une mesure de la légitimité a été présentée et mis en œuvre en utilisant des indicateurs comme; l'évaluation du respect d'État des droits humains individuels, la confiance à la police, la confiance à la fonction publique, la satisfaction à l'égard du développement démocratique, l'évaluation du système politique actuel, l'utilisation de la violence contre les protestations civiles, le taux de participation et les impôts quasi-volontaires. Quatre États arabes étaient Parmi les pays étudiés. Ils ont occupé les places suivantes dans le classement des 72 États. Le Maroc 32, l'Égypte 40, la Jordanie 41 et l'Algérie 48[12].

Avants les révolutions et pour restaurer la crédibilité du gouvernement, les régimes arabes devaient faire face à « une crise de légitimité chronique » qui contribue à la grave détérioration actuelle de l'état des libertés dans les pays arabes, selon les auteurs du Rapport 2004 sur le Développement Humain dans le Monde Arabe. Selon les auteurs du Rapport, la crise de légitimité qui pèse sur l'ensemble du monde arabe reflète l'échec collectif des États Arabes à traiter des questions cruciales telles que la Palestine, la coopération panarabe, l'intervention étrangère, le progrès en matière de développement humain et de représentation populaire. « Elle reflète aussi l'incapacité à offrir aux citoyens une vie décente, que ce soit en terme de besoins élémentaires de la vie quotidienne, des droits de l'homme, ou des deux à la fois, ce qui a créé un climat d'oppression, de souffrance et d'instabilité». Selon les mêmes auteurs, la recherche d'autres sources de légitimité a poussé les gouvernements à adopter un

[11] Mark Sedgwick, " Measuring Egyptian Regime Legitimacy ", Middle East Critique 19:3, 251-267, 2010, http://dx.doi.org/10.1080/19436149.2010.514474, ..(Consulté le 7 juin 2012).

[12] BRUCE GILLEY, "The meaning and measure of state legitimacy: Results for 72 countries", European Journal of Political Research 45: 499–525, 2006.

système fait d'incitations et d'intimidation dans leur relation avec les citoyens. Le Rapport formule les observations suivantes[13]:

- Un soutient populaire limité : Alors que la plupart des constitutions arabes déclarent que la souveraineté de l'État réside dans le peuple ou la nation, la participation et la représentation populaire totale demeurent limitées.
- Une légitimité qui n'émane pas du peuple : Le pouvoir est entre les mains de chefs d'État qui puisent leur légitimité dans les traditions religieuses ou tribales, les mouvements révolutionnaires, nationalistes, ou populistes.
- La légitimité du chantage : Certains régimes essaient de renforcer leur légitimité en se présentant comme le moindre de deux maux, ou comme l'ultime ligne de défense contre la tyrannie fondamentaliste, ou, de manière encore plus dramatique, contre le chaos et l'effondrement de l'État d'aucuns qualifient ce phénomène de « légitimité du chantage ».
- Peu de place pour le changement : Ces tactiques qui visent à renforcer la légitimité s'avèrent un outil efficace pour empêcher l'accession au pouvoir de partis politiques, et le développement de tout autre moyen légitime de participation civique.
- La préservation de « l'État Trou Noir » : La survie de « l'État Trou Noir » dépend de plus en plus du contrôle et de la propagande, de la marginalisation des élites par des tactiques qui alternent intimidations et promesses; d'accords passés avec des puissances mondiales ou régionales dominantes, et de blocs régionaux qui s'entraident pour renforcer le statut des élites au pouvoir aux dépends des forces émergeantes.

***

A travers cette partie qui concerne notamment la construction des régimes arabes, nous pouvons entrevoir les causes de révoltes arabes. Nous avons discuté les formes des États et

[13] Rapport 2004 sur le développement humain dans le Monde Arabe. UNDP, 2004.

des régimes ainsi que les moyens pour atteindre le Pouvoir assortis de la mise en place des polices de sécurité. Nous avons parlé aussi de la légitimité des régimes arabes pour avoir une idée comment la construction des régimes arabes renforce la rancune populaire et comment-il précipite les révolutions.

Dans la section suivante, il est à discuter plus largement la structure des sociétés arabes en y incluant les libertés politiques et les droits de l'homme.

2.2. La structure des sociétés arabes

2.2.1. L'opposition et les libertés politiques

Dans la plupart des pays arabes qui manifestent des formes de multipartisme, tels que l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et le Yémen, ou dans les pays arabes où le multipartisme est instauré depuis l'indépendance, tels que le Liban et le Maroc, le mouvement islamique représente l'élément le plus important de l'opposition politique. De plus, les mouvements islamiques font partie des groupes principaux au Pouvoir depuis la chute de Saddam Hussein en Irak, le coup d'État d'août 1989 au Soudan et les élections de 2006 dans le Territoire palestinien occupé.

Certains mouvements islamiques de l'opposition soutiennent la réclamation du droit à la création de partis politiques, du droit syndical, de la liberté de la pensée, des élections justes et de la limitation du pouvoir exécutif. Les gouvernements arabes ont suivi différentes politiques avec les mouvements islamiques. Ils ont, entre autres, adopté certaines de leurs demandes et leur ont accordé le droit syndical et le droit à la participation politique côte à côte avec les autres partis comme c'est le cas dans le Territoire palestinien occupé, au Yémen et, dans une certaine mesure, au Maroc.

Les associations islamiques technocrates existent également au Bahreïn et au Koweït. Par contre, en Égypte et en Tunisie les mouvements islamiques sont carrément interdits et le gouvernement algérien a banni l'aile principale de ce mouvement. Et pourtant, le gouvernement égyptien donne le droit aux membres des Frères musulmans de participer aux élections en tant que candidats indépendants. Dans tous les cas où les gouvernements arabes font des concessions pour le pluralisme politique, ils prennent, néanmoins, des précautions contre une victoire éventuelle des mouvements islamiques aux élections parlementaires et

recourent à des voies juridiques (en utilisant leur majorité dans les assemblées représentatives) et administratives pour les empêcher d'arriver au Pouvoir[14].

Les régimes autoritaires ont appris à tourner à leur avantage ces divisions. L'État ne se présente plus en défenseur rigide de son droit à exercer seul le pouvoir sur une populace incompétente ; il est devenu plutôt le protecteur des opposants « modérés » contre leurs frères ennemis, les « extrémistes »[15].

Peu de citoyens arabes pensent avoir le pouvoir, en qualité de citoyens individuels, de changer les conditions actuelles de leur pays à travers la participation politique. Ce qui explique le faible niveau de participation politique dans les États arabes les plus stables (Tableau (2.3)).

L'augmentation du niveau de participation dans d'autres pays est liée soit à la mobilisation réussie des électeurs sur des bases confessionnelles ou tribales n'ayant généralement aucun rapport avec les questions politiques, comme c'est le cas au Koweït et au Yémen, soit à l'atmosphère tendue de certaines élections, c'est le cas de l'Irak et de la Mauritanie après l'abandon provisoire du régime militaire en mai 2007. Enfin, l'augmentation des niveaux de participation dans des États comme la Tunisie ou le Yémen n'a pas nécessairement conduit à de réelles avancées dans le processus de réforme politique dans ces deux cas.

La demande populaire pour une transformation démocratique et la participation des citoyens dans ce processus est un développement à la fois naissant et fragile dans les pays arabes. Ces objectifs ne figuraient pas parmi les priorités de la majorité des mouvements de protestation qui ont eu lieu ces trois dernières décennies. Historiquement, parmi les vagues de protestation publique les plus importantes dans les villes arabes, nous retrouvons celles qui se dressaient contre les mesures gouvernementales prises par les pays arabes en réponse aux prescriptions du Fonds monétaire international. C'est le cas de l'Égypte en janvier 1977, du

[14] Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P 76.

[15] Hicham Ben Abdallah El Alaoui, Op.

Maroc en 1981 et en 1984, de la Tunisie en 1985, de l'Algérie en 1988 et de la Jordanie en 1989[16].

Dans certains cas, comme celui de l'Algérie et de la Jordanie, ces protestations ont conduit à l'adoption d'importantes réformes politiques qui n'ont pas été toujours maintenues. Ces réformes représentaient cependant une forme de compensation donnée aux citoyens pour avoir permis à ces politiques économiques de se développer, quoique progressivement. L'absence de démocratie en tant que pierre angulaire et principale de la revendication des mouvements organisés de l'opposition, des mouvements de masse, et des électeurs en général, a longtemps porté les gouvernements arabes à croire qu'une réelle pression intérieure imposant une évolution démocratique n'aura pas lieu, et que la situation ne nécessite donc pas une attention particulière[17].

[16] Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P 80.

[17] Ibid.

Tableau (2.3)

La participation électorale dans 18 pays arabes entre 2003 et 2008

État	Parlementaire	Présidentielle	Locale
Algérie	35,5 % (2007)	59,3 % (2004)	--
Arabie saoudite	--	--	70 % (2005)
Bahreïn	72 % et 73,6 % (deux tours en 2006)	--	61 % (2006)
Djibouti	72,6 % (2008)	78,9 % (2005)	--
Égypte	31,2 % (2007) 28,1 % (2005)	23 % (2005)	--
Irak	79,6 % (2005)	--	--
Jordanie	54 % (2007)	--	56 % (2007)
Koweït	59,4 % (2008)	--	moins de 50 % (2005)
Liban	46,4 % (2005)	--	--
Maroc	37 % (2007)	--	54 % (2003)
Mauritanie	73,4 % et 69,4 % (deux tours en 2006) 98,2 % et 97,9 % (deux tours en 2007)	70,1 % et 67,5 % (deux tours en 2007)	73,4 et 69,4 % (deux tours en 2006)
Oman	62,7 % (2007)	--	--
Qatar	--	--	30 % (2007)
Soudan	--	86 % (2000)	--
Syrie	56 % (2007)	95,8 % (2007)	49,5 % et 37,8 % (2007)
TPO	77,6 % (2006)	66,5 % (2005)	--
Tunisie	91,4 % (2004)	91,5 % (2004)	82,7 % (2005)
Yémen	75,9 % (2003)	65,1 % (2006)	65 % (2006)

Source : Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P 79.

En termes de mesure indicative du degré de la liberté de l'expression de l'opposition dans les pays arabes, nous pouvons utiliser l'indice de la liberté de la presse qui est un classement annuel des pays établi et publié par Reporters Sans Frontières. Un plus petit score de l'indice correspond à une plus grande liberté de la presse. Le rapport est basé sur un questionnaire envoyé aux organisations partenaires de Reporters Sans Frontières (14 groupes de liberté d'expression sur les cinq continents) et ses 130 correspondants dans le monde entier, ainsi que pour les journalistes, les chercheurs, juristes et militants des droits humains.

Les pays arabe se sont déplacés dans les dernières places de la liste de 178 pays à travers le monde. Distingués les pays où il y a eu des mouvements populaires, ils sont les derniers au niveau de la liberté de la presse. Dans le rapport de 2010 avant les révolutions arabes, la Syrie était le dernier pays arabe selon l'indice en occupant le rang 173 après le Soudan 172, le Yémen 170, la Tunisie 164, la Somalie 161 et la Libye 160. Cependant, le Bahreïn a venu dans la place 144 et l'Égypte 127[18]. Le Tableau (2.4) montre la situation misérable de la liberté de la presse avant les révoltes arabes.

[18] PRESS FREEDOM INDEX 2010, Reporters without Borders for freedom of information, 2010, http://en.rsf.org.

Tableau (2.4)

Le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de la liberté de la presse 2010

Rang arabe	Pays	Rang mondial	Indice
1	Liban	78	20.50
2	Émirats Arabes Unis	87	23.75
3	Koweït	87	23.75
4	Mauritanie	95	25.38
5	Djibouti	110	30.50
6	Jordanie	120	37.00
7	Qatar	121	38.00
8	Oman	124	40.25
9	Égypte	127	43.33
10	Irak	130	45.58
11	Algérie	133	47.33
12	Maroc	135	47.40
13	Bahreïn	144	51.38
14	Territoires palestinienne	150	56.13
15	Arabie saoudite	157	61.50
16	Libye	160	63.50
17	Somalie	161	66.00
18	Tunisie	164	72.50
19	Yémen	170	82.13
20	Soudan	172	85.33
21	Syrie	173	91.50

source: Press Freedom Index 2010, Reporters without Borders for freedom of information, 2010, http://en.rsf.org.

2.2.2. Les droits de l'homme dans les pays arabes

Beaucoup d'États arabes ont connu des périodes exceptionnellement longues de lois martiales ou d'états d'urgence transformant les mesures provisoires en une manière permanente de mener la vie politique. L'état d'urgence donne au gouvernement le pouvoir de suspendre la validité de certaines clauses constitutionnelles et légales relatives aux droits de l'homme conformément au Pacte international sur les droits civils et politiques.

Toutefois, certains de ces droits – tels que la liberté de croyance, la prohibition de la torture et la non-rétroactivité des lois – doivent continuer à être respectées. Un état d'urgence est également supposé être temporaire et doit être imposé uniquement en cas de danger pour l'indépendance de l'État, son intégrité territoriale ou le fonctionnement normal de ses institutions constitutionnelles. Mais certains États arabes tendent à déclarer de longues périodes d'états d'urgences sans qu'il y ait de véritables raisons pour leur maintien. Ils sont souvent et simplement des prétextes pour suspendre les droits fondamentaux et pour exempter les chefs d'États de la moindre limitation constitutionnelle. D'après l'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH), l'état d'urgence déclaré depuis plus ou moins longtemps était encore en vigueur dans six pays arabes en 2008 (Tableau (2.5)).

Tableau (2.5)

Les pays arabes où un état d'urgence était encore en vigueur en 2008

État	Année de déclaration d'état d'urgence
Territoires Palestiniennes Occupée	2007
Soudan	2005 (dans la région Darfour) étendu à l'ensemble du pays en mai 2008
Irak	2004
Algérie	1992
Égypte	1981
Syrie	1963

Source : Source : Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P79.

La violation du droit à la liberté est une pratique encore plus répandue dans les pays arabes. Elle est perpétrée dans plusieurs États et le nombre des victimes atteint des milliers dans certains cas. La prépondérance de cette pratique dans certains États est liée à ce qu'on appelle « la guerre contre le terrorisme ». Cependant, les victimes de cette pratique dans la plupart des autres pays sont des membres de l'opposition politique. Le rapport de l'OADH nomme 11 États ayant limité les libertés des citoyens par des détentions extrajudiciaires: l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Mauritanie, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur le nombre des détenus dans ces pays, le nombre fourni par le rapport de l'OADH donne une idée sur l'ampleur de cette violation. Selon le rapport, le nombre des détenus dépasse parfois les dix mille. Le rapport de l'OADH de 2008 indique que les autorités concernées dans certains États arabes ont commencé à relâcher quelques détenus[19].

La violation du droit à la vie à travers la torture et la maltraitance implique l'État directement dans la mesure où elle est généralement perpétrée à l'intérieur des établissements de l'État et par ses agents publics. Dans le rapport précité de 2008, l'OADH cite des exemples de la violation du droit à la vie dans huit pays arabes: l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, la Syrie et le TPO.

[19] Organisation arabe des droits de l'homme, " Droits de l'Homme dans le monde arabe: Rapport de l'Organisation arabe des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le monde arabe", Centre d'Études d'Unité arabes, 2009.

2.2.3. La corruption

Dans les pays arabes, la corruption s'effectue et sévit dans toutes les strates de la société. Cependant ceux qui en profitent le plus sont les proches de la famille présidentielle qui s'enrichissent aux dépens d'une classe moyenne que s'appauvrit. La Fondation Global Financial Integrity indique qu'entre 1970 et 2008[20], les pays de l'Afrique du Nord soit l'Égypte, l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie aurait cumulé une perte de capital par citoyen plus importante que n'importe quel autre groupe de pays africains. Si nous additionnons toutes les pertes de capital illicite des pays du Maghreb pendant 33 ans cela donnerait 1.767 dollars par habitant ce qui est énorme selon cette ONG. Pendant 8 ans, l'Égypte, l'Algérie et le Maroc, ont chacun perdu 57,2 G, 13,6G et 13,3G. La Tunisie quant à elle fait un peu mieux avec un maigre 9,3 milliards de dollars.

Depuis 1995, l'ONG Transparency International publie chaque année un indice de perception de la corruption (CPI) classant les pays selon le degré de corruption perçu dans un pays. L'indice est élaboré à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans le pays ou à l'étranger. Transparency International retient uniquement la corruption dans le secteur public. L'ONG définit la corruption comme « l'abus d'une fonction publique à des fins d'enrichissement personnel »[21]. Le Tableau (2.6) montre le classement des pays arabes et leurs rangs selon l'indice de perception de la corruption (CPI). Nous notons que les pays arabes dans les quels il a eu lieu des révolutions était parmi les pays les plus corrompus partout le monde pour l'année 2010 avant le printemps arabes.

---

[20] Dev Kar and Devon Cartwright-Smith, "Illicit Financial Flows from Africa: Hidden Resource for Development", A Program Of The Center For International Policy, Global Financial Integrity, 2008, P13.

[21] Corruption Perceptions Index 2010, TRANSPARENCY INTERNATIONAL: the global coalition against corruption, 2010, http://www.transparency.org.

Tableau (2.6)

Le classement des pays arabes et leurs rangs selon Corruption Perceptions Index 2010.

Pays	Rang mondial	Indice
Qatar	19	7.7
Émirats Arabes Unis	28	6.3
Oman	41	5.3
Bahreïn	48	4.9
Jordanie	50	4.7
Arabie saoudite	50	4.7
Koweït	54	4.5
Tunisie	59	4.3
Maroc	85	3.4
Djibouti	91	3.2
Égypte	98	3.1
Algérie	105	2.9
Liban	127	2.5
Syrie	127	2.5
Libye	146	2.2
Yémen	146	2.2
Soudan	172	1.6
Irak	175	1.5
Somalie	178	1.1

source : Corruption Perceptions Index 2010, Transparency International

Les nouvelles couches moyennes, elles, restent dépendantes du flot des revenus du pétrole et plus généralement des relations sociales clientélistes, qui n'ont pas été brisées. Monarchique ou Républicain, l'État autoritaire faisant preuve d'une grande faculté d'adaptation. Les hommes d'affaires doivent à l'État leurs réseaux d'influence et leurs contrats ; les entrepreneurs plus modestes – et jusqu'aux marchands ambulants – doivent continuer de se soumettre aux directives ministérielles, aux règlements tatillons et à la règle

des pots-de-vin. Même les professions libérales et intellectuelles demeurent tributaires des institutions étatiques et paient au prix fort toute transgression des limites prescrites[22].

2.2.4. Le développement économique

L'histoire des économies arabes depuis les années 1970 est largement liée à celle du pétrole. À cette période, les pays producteurs de pétrole ont réalisé les plus grands bénéfices et amassé des richesses mirifiques. Mais les pays non producteurs ont substantiellement bénéficié à leur tour des services liés au pétrole, des transferts de fonds des travailleurs émigrés, du flux d'investissements émanant des pays pétroliers, des retours en investissement du tourisme régional et des différentes formes d'aides. Tant que la situation liée au bond pétrolier était confortable, le pétrole était une bonne ressource pour la région. Mais le développement économique, lié aux fluctuations des marchés pétroliers, était et reste dépendant de facteurs exogènes. Le premier boom pétrolier, qui a réanimé les pays arabes à la fin des années 1970, s'est réduit à néant lors des années 1980 et au début des années 1990, vu les fluctuations aiguës des prix du pétrole dans le monde.

L'analyse qui va suivre adopte la classification que la Banque mondiale a donnée des pays arabes selon les catégories de revenus, à savoir le bas revenu, le revenu moyen-inférieur, le revenu moyen supérieur et le haut revenu. À la lumière de cette classification, la catégorie des pays à haut revenu comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, les EAU, le Koweït et Qatar. La catégorie des pays à bas revenu englobe les Comores, la Mauritanie, le Soudan et le Yémen. Le reste des pays arabes appartient à la catégorie du revenu moyen. Les pays à revenu moyen-supérieur sont le Liban, la Libye et Oman. L'Algérie, Djibouti, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Syrie sont des pays à revenu moyen-inférieur.

Le chômage : Selon des données recueillies auprès de l'Organisation arabe du travail (OAT)[23], le taux de chômage moyen global dans les pays arabes en 2005 a été d'environ 14,4

[22] Hicham Ben Abdallah El Alaoui, Op.

[23] http://www.alolabor.org

% contre 6,3 % pour l'ensemble du monde. Le taux de croissance moyen pondéré du chômage dans les pays arabes (en utilisant le nombre de chômeurs en 2005) était d'environ 1,8 %. Alors que le taux de chômage national varie considérablement d'un pays à l'autre, allant d'environ 2 % à Qatar et au Koweït, à près de 22 % en Mauritanie, le chômage des jeunes constitue un défi sérieux commun à de nombreux pays arabes. Ces tendances en matière de chômage, associées aux taux de croissance démographique, indiquent que les pays arabes auront besoin de près de 51 millions de nouveaux emplois d'ici 2020. La plupart de ces emplois seront indispensables pour absorber les jeunes entrants sur le marché du travail qui se retrouveront autrement sans avenir. Selon les estimations de l'OAT pour l'année 2005-2006, le taux de chômage des jeunes dans la région varie entre un maximum de près de 46 % en Algérie, et un minimum de 6,3 % dans les Émirats arabes unis. À l'exception de ce dernier, les pays arabes à haut revenu souffrent d'un taux de chômage des jeunes à deux chiffres. Ce taux est également élevé dans les pays à moyen et bas revenu. Globalement, le taux de chômage des jeunes dans les pays arabes est presque deux fois supérieur au taux mondial[24].

La pauvreté : Les pays arabes sont généralement considérés comme ayant une incidence relativement faible de pauvreté de revenu. En 2005, près de 20,3 % de la population arabe vivait au-dessous du seuil de pauvreté international de 2 USD par jour. Cette estimation est basée sur 7 groupes arabes à revenu moyen et bas, dont la population représente environ 63 % de la population totale des pays arabes qui ne sont pas en conflit. L'utilisation du seuil international indique qu'en 2005, près de 34,6 millions d'Arabes vivaient dans l'extrême pauvreté. Toutefois, le seuil des 2 USD par jour n'est peut-être pas la meilleure mesure pour appréhender la pauvreté dans les pays arabes. L'application du seuil national de pauvreté, supérieur, montre que le taux global de pauvreté varie d'un minimum de 28,6-30 % au Liban et en Syrie à un maximum de 59,5 % au Yémen, contre environ 41 % en Égypte. En extrapolant à partir d'un échantillon de pays représentant 65 % de la population de la région, le Rapport estime que le taux de pauvreté global effectif selon la

[24] Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009. P 11.

limite supérieure du seuil de pauvreté est de 39,9 % et que le nombre d'Arabes vivant dans la pauvreté pourrait être estimé à 65 millions[25].

La faim : Selon le Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009, en dépit des ressources importantes et de la faible incidence de la faim dans les pays arabes en comparaison avec d'autres régions, la faim et la malnutrition au sein de la population des pays arabes sont en hausse. Bien que les taux de prévalence et les nombres absolus dans les différents pays varient de manière assez significative, la région dans son ensemble, est à la traîne en ce qui concerne la réduction de la faim qui est l'un des objectifs du développement du millénaire (OMD). En outre, Les séquelles de la faim et de la malnutrition héritées du passé persistent. D'importantes disparités existent entre les pays arabes en matière de lutte contre la faim. Les pays qui ont enregistré le plus grand progrès en matière de réduction de la malnutrition entre 1990 et 2004, sont Djibouti, le Koweït et la Mauritanie. Le Soudan a également enregistré des progrès mais continue de connaître de sérieux problèmes liés à la faim. D'autre part, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Liban, la Jordanie, le Maroc et le Yémen ont enregistré des hausses à la fois en termes de chiffres absolus et de prévalence de la malnutrition, alors que la Syrie et l'Algérie ont réalisé de très faibles réductions en termes de prévalence et non pas de chiffres[26].

Selon Jean François Daguzan, les révolutions en cours dans les pays arabes sont les conséquences de la crise économique mondiale de 2008 qui a entraîné inévitablement des difficultés économiques des pays arabes. L'on peut énumérer les quelques facteurs qui ont fortement touché ces pays [27]:

a) Les prix des matières premières ont chuté de 30% à 40% et de même les exportations diminuent avec un taux de 30,6%

[25] Ibid, P12.

[26] Ibid, P13.

[27] Jean-François Daguzan, « *De la crise économique à la révolution politique ?* », dans *Maghreb-Machrek*, Paris, Choiseul, n° 206 « *Le Monde arabe dans la crise* », hiver 2010-2011, p. 11.

b) Le déficit de la balance commercial s'est aggravé de 60,4%, en terme numéraire de 21 milliards de dollars sachant que les importations de biens ont augmenté de 18,6%.
c) Les désordres sociopolitiques sont des conjonctures défavorables aux recettes touristiques qui ont diminué de 4,3%, alors que l'activité touristique, en volume, s'est accrue de 6,5%. Les transferts de revenus par les expatriés diminuent de 6,1% et les investissements directs étrangers (IDE) baissaient de 32,2%.
d) Les aides au développement venant des bailleurs traditionnels étaient également en baisse, pourtant les travailleurs migrants dans les pays du Golfe avaient tendance à revenir dans les pays d'origine.

******

La structure de la société arabe n'est pas si complexe. C'est plutôt les astuces des dirigeants cuisinés par les néo-colonialistes occidentaux qui rendent les conditions de vie des peuples presque insupportables. La répression est fatale et les libertés d'expression sont devenues des rêves au temps des États autoritaires. Heureusement, les médias sociaux de l'internet étaient venus au secours de l'humanité arabe. L'évolution technologique a manifestement aidé les jeunes arabes dans leur révolte, mais les dirigeants dictateurs ont toujours cherché à les bâcler. Les révoltes menées par les jeunes avaient eu certainement d'impact sur la situation économique des pays arabes, mais il fallait guérir les plaies et les cicatriser par des méthodes fortes car les dirigeants devenaient insensibles à la pauvreté des peuples. Les droits de l'homme continuent à être bafoués malgré l'intensification des séminaires et des formations aux droits de l'homme dispensés à tous les hauts fonctionnaires et dirigeants au même titre que la population qui subit les maltraitances.

CHAPITRE III

PRINTEMPS ARABE ET LA THÉORIE DES JEUX

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA RATIONALITÉ DE LA "RÉVOLUTION ARABE"

Introduction :

Nous essayons dans ce chapitre d'utiliser la théorie du jeu pour interpréter "Le Printemps Arabe" dans le contexte de la rationalité des révolutions. Nous étudions la révolution comme étant un jeu entre trois joueurs : c'est à dire le régime, l'élite opposante et la masse publique. Le régime dictateur possède les moyens pour éviter ou pour supprimer un mouvement populaire contre lui. Cependant, les deux autres joueurs ont les motivations de se mobiliser en cherchant une nouvelle vie sans dictateur.

Les individus tentent de maximiser leurs gains tout en minimisant leurs coûts. L'humain est présenté comme un être qui agit rationnellement selon ses intérêts peut importe sa raison sociale ou son statut. Tout être humain vie dans l'espoir de devenir plus prospère et plus heureux en utilisant le moins d'effort pour arriver à ces fins.

Nous développons l'idée que la plupart des humains peuvent être exploité jusqu'à un certain point par un gouvernement ou une société avant qu'ils s'opposent, parfois de façon violente, contre une injustice profonde de leurs droits manifesté par un régime politique abusif. Le principe s'applique et aux individus et à un ensemble de la population. Lorsque un peuple n'a plus rien à perdre alors qu'il a été mal mené dans le passé, il peut prendre des mesures extrêmes pour revendiquer une justice qu'il estime lui a été enlevé dans le passé.

Notre travail prend en considération le pouvoir que les régimes savent exercer sur les défendeurs du statut quo de l'état, c'est-à-dire les soldats et les policiers. Ces derniers peuvent être utilisés par un régime abusif pour appliquer une violence contre les manifestants. Dans tous les régimes politiques, un lavage de cerveau est effectué sur les officiers armés par un politicien au pouvoir dans le but de les faire obéir et respecter la chaine de commande dans laquelle le politicien se trouve au sommet. Si un officier songe à désobéir ou ne pas mettre en œuvre la volonté d'un politicien, ce processus de lavage de cerveau déjà mis en place assure que la prise de position de l'officier ira contre son identité, sa culture, sa famille et ses croyances. Il est donc bien avertit qu'il doit défendre son chef, c'est-à-dire le politicien avant le citoyen ordinaire qui n'a aucun pouvoir sur lui; l'officier a encore moins d'intérêt à défendre le citoyen rebelle.

Dans ce contexte où les officiers défendent les intérêts des politiciens au pouvoir, les citoyens révolutionnaires, c'est-à-dire l'élite et la masse publique, sont dans une position de faiblesse à moins qu'ils puissent convaincre les officiers de la légitimité de leur revendications et d'agir contre les politiciens au pouvoir. Le plus ces derniers se sentent menacés, le plus de force ils utiliseront pour défendre leurs positions.

Une fois au pouvoir, un nouveau politicien mis en place suite à une révolte doit savoir qu'il est dans son intérêt de respecter les droits de la population, de réaliser des avantages au niveau de développement économique et d'élargir la participation des citoyens.

Dans le contexte de la théorie du jeu, l'individu s'investit dans le mouvement révolutionnaire selon les bénéfices dans lequel il s'attend. Dans le cas de l'individu le plus démuni, il est motivé à participer à la cause révolutionnaire puisqu'il perçoit que les gains attendus dans sa participation seront plus grands que les pertes associées lorsqu'il ne fera rien pour changer son sort.

Comme problématique de ce chapitre, nous soulèvons les questions suivantes :

- Est-ce que les régimes dictateurs peuvent éviter des révolutions contre eux en offrant des concessions au peuple?

- Est-ce que la violence et la répression exercé par le régime contre les opposants peut éviter les mouvements populaires visés à changer le statu quo?

- Est-que la mobilisation de l'élite et de la masse publique est toujours rationnelle?

- Était-il possible dans le passé et maintenant que les régimes arabes évitent une révolution? Est-ce que les révolutions sont rationnelles?

Pour répondre à ces questions, nous analyseront la théorie du jeu en soulevant des stratégies et nous analyseront ensuite les paiements de chaque joueur dans les éventualités différentes. L'analyse traitera de trois cas en fonction du moment de la prise de décision de chaque joueur mais principalement des deux derniers joueurs : l'élite et la masse publique. Nous appelons le premier cas où ces deux derniers décident simultanément "le jeu simultané". "Le jeu de l'élite" représente le cas où la masse publique attend la décision de l'élite pour prendre une décision. Alors que le cas contraire s'appelle "le jeu de la masse publique". L'analyse vise à trouver les conditions qui déterminent la décision de chaque joueur, de les interpréter et ensuite de les appliquer dans le cas des révolutions arabes.

3.1. Revue de littérature

Les études qui ont étudié la révolution d'un point de vue économique peuvent être réparties dans les domaines suivants :

- Les modèles économiques des révolutions : ils tentent à trouver l'équilibre général d'une révolution ou d'une rébellion.
- Le choix public et la rationalité des révolutions.
- L'économie de conflit.
- La théorie des jeux.

John Ginkel et Alastair Smith (1999) ont essayé de répondre à la question suivante : Pourquoi certaines révolutions réussissent tandis que d'autres échouent? Leur article présente un modèle qui capture la prise de décision par le gouvernement, les dissidents et les participants révolutionnaires. Ils ont trouvé que les gouvernements font rarement des concessions aux manifestants. L'activité dissidente est plus susceptible d'être réussie par le biais de manifestations de grande ampleur dans des conditions très répressives. Dans ce contexte, les régimes s'effondrent souvent tout à coup avec peu d'avertissement. Les auteurs ont adapté un modèle de révolution sous la forme d'un jeu de trois joueurs; le gouvernement répressif, le groupe organisé de dissidents et la masse publique. Le modèle a été utilisé pour interpréter les résultats de la révolution réussite en Tchécoslovaquie et telle ratée en Chine.

Comme point de départ dans son article Dan Sisken (2011) pose la question : «Pourquoi un citoyen d'un pays totalitaire risquerait de se faire blesser, de se mettre en état d'arrestation et même de se faire tuer pour faire partie des démonstrations contre son régime?» Ne serait-il pas plus facile qu'il ne fasse rien et qu'il accepte les conditions oppressives dans le but de se protéger? L'auteure explique que la théorie du choix rationnel pose des difficultés à expliquer pourquoi certains dictateurs des pays arabes résistent aux pressions sociales alors que d'autres n'y résistent pas. Dans le cas de Moubarak en Égypte, plusieurs seraient de l'avis que son régime a chuté dû à des circonstances défavorables pour lui : son mauvais état de santé, le chômage élevé chez le peuple instruit ainsi qu'une diminution de fonds provenant des États-Unis. En général cependant, les relations que Moubarak entretenait avec les

officiers de son armée étaient bonnes et le pays connaissait une augmentation solide de son PIB depuis 2005. Selon Dan Sisken (2011) Les limites de la théorie du choix rationnel dans le cas de l'Égypte sont qu'ils ne peuvent s'appliquer sans les mettre dans le contexte d'un pays aussi complexe. La question contextuelle la plus importante qui est soulevée dans le cas de la chute de Moubarak est « Pourquoi son service militaire l'a abandonné? » Une analyse plus répandue permet d'observer que les défendeurs des régimes autoritaires et en Égypte et en Tunisie furent les policiers et d'autres officiers de l'état et non pas l'armée.

Dessy, Pallage et Vencatachellum (2011) ont utilisé une méthode qui ressemble à la théorie des jeux. Ils ont adapté un arbre de décision du régime pour avoir une décision rationnel. Dans ce travail, les auteurs ont essayé de bâtir un modèle économique et politique sur le choix rationnel de l'état en se concentrant sur les défis imposés, qui visent à briser les barrières politiques, pour finalement adopter des politiques inclusives. L'étude en question concerne plutôt les pays africains. Ces auteurs soulignent les conditions nécessaires pour qu'un chef politique puisse obtenir des bénéfices à la suite de l'imposition de politiques exclusives. Ces conditions sont les suivantes :

- Quand l'implantation de politiques inclusives pourrait comporter un certain risque.
- Quand le chef politique peut être en mesure d'utiliser des systèmes bancaires à l'extérieure de son pays dans le but de transférer des sommes monétaires importantes.
- Quand investir les fonds dans l'économie domestique pourrait réduire le risque d'une révolution.

Les résultats de cet article démontrent qu'il n'est pas facile d'implanter des politiques inclusives en Afrique. Les sanctions imposées sur le blanchissement d'argent par la communauté internationales risquent de ne pas être suffisantes s'il est relativement facile d'effectuer cette activité dans le pays d'origine.

John Roemer (1985) a vu la révolution social comme un jeu entre deux parties; d'un côté il y a le ou les détenteurs du pouvoir qu'on nomme le TZAR et de l'autre côté il y a les manifestants qu'on appelle les LÉNINISTES. Chacun des joueurs joue contre son adversaire

dans le but d'obtenir l'appui de la population. Le gain est la probabilité d'effectuer une révolution sociale. Ce que les Léninistes tentent de maximiser alors que le TZAR a intérêt à minimiser le risque. Les stratégies utilisées par les Léninistes se concentrent sur la question de la distribution équitable de revenu alors que celles utilisées par le TZAR se concentrent sur les pénalités imposées sur la population dans l'éventualité d'un échec de leur part s'ils se joignent à la cause des Léninistes pour accomplir un coup révolutionnaire. La probabilité d'une révolution dépend des stratégies que les deux joueurs proposeront.

Selon l'auteur, il existe un point d'équilibre, sur les stratégies utilisées par chacun des parties, dont les propriétés étaient le but de l'étude de Roemer (1985). Plus précisément, l'étude démontre que certains aspects de la stratégie tyrannique du TZAR et d'autres de la stratégie progressiste des Léninistes ne sont pas nécessairement fondés sur des prises de position idéologiques. Certains de ces mêmes aspects ne sont que des pratiques optimales utilisés par chacun des parties pour justifier leur position. Ces prises de positions idéologiques sont proposées comme des « micro fondations ». En fait, l'étude de Roemer (1985) avait deux buts :

- Présenter les révolutions sociales comme jeu stratégique.
- Effectuer une étude sur l'évolution rationnelle des points de vues divergents et idéologiques.

Grossman (1999) a développé une théorie économique proposant que les révolutions ne sont que des démonstrations de rivalité kleptocrate. La théorie soutient que si une révolution a lieu, la probabilité de son succès ne dépend que sur les réalisations courantes des facteurs stochastiques tels que la capacité du chef révolutionnaire ou des forces rebelles à s'organiser pour faire un coup d'État. La théorie implique aussi que plus le régime dépense sur la dissuasion d'une révolution, plus la probabilité qu'il devienne kleptocrate augmente.

Zak et Febg (2003) ont développé un modèle de transition vers la démocratie dans le cadre d'un équilibre général dynamique. Ils ont démontré que les transitions démocratiques se produisent de façon endogène lors de développement ou de déclin économique. Elles sont généralement propulsées par la réalité économique de la « classe moyenne ». Ces transitions

vers la démocratie se font rapidement ou lentement alors qu'un dictateur manifeste une réalité asymétrique par rapport à l'effet de ses politiques sur l'environnement politico-économique. Le modèle illustre que les facteurs primaires affectant la vitesse à laquelle se produit une transition démocratique sont l'inégalité, la capacité de planification du dictateur ainsi que la légitimité perçue de celui-ci ainsi que le rythme de la croissance économique.

Selon Timur Kuran (1989), un point partagé par l'ensemble des révolutions c'est qu'elles ne sont jamais planifiées à l'avance. Dans le cas où une opposition organisée contre un gouvernement impopulaire semble faible, les citoyens qui n'appuient pas ce gouvernement peuvent se concilier avec celui-ci et vivre avec une situation difficile. Cependant, ce soutien fragile accordé à un gouvernent impopulaire risque de s'effondrer rapidement lorsque le citoyen perçoit un renfort dans les forces d'opposition. La révolution qui peut s'ensuivre et qui semblait si peu possible auparavant devient inévitable or complètement logique alors qu'elle permet, entre autres, de jeter de la lumière sur les conflits camouflés de jadis. Ce travail de Timur Kuran (1989) vise à savoir pourquoi les chefs politiques en place ne semblent pas avoir capté les mécontentements profonds de la population envers eux à la veille des évènements de coup d'État qui ont secoué leur pays. Cette réalité s'applique à la Révolution Française de 1789, La Révolution Russe de 1917 et la Révolution Iranienne de 1978 – 79.

Leonard Dudley (2000) a confirmé que les états européens n'ont connu que quatre courtes périodes de changement rapide et réel du point de vue social, politique et économique dans mille ans d'histoire, c'est-à-dire, entre 950 et 1950 après J.C. À chaque instance, ces périodes ont été suivis par des inventions dans les technologies de l'information et celles des communications. De même, ces mutations ont apporté des changements révolutionnaires profonds au niveau social.

Dan Usher (1989) a étudié l'État stationnaire et le cycle dynastique qui sont une alternation perpétuelle entre l'anarchie et la dictature militaire. Dans l'anarchie, un équilibre s'installe entre les bandits qui volent les denrées des fermiers qui ne peuvent se fier sur les autorités pour les défendre. Dans une dictature, les dictateurs taxent les fermiers et poursuive les bandits pour les mettre en prison. L'anarchie est définie comme l'absence d'une

organisation gouvernementale dans lequel une grande proportion de la richesse est distribuée aux abus des prédateurs ou à se défendre contre eux. Dans le système autoritaire, le dictateur tente d'assurer le bien-être du fermier alors qu'il puisse le taxer le plus possible, cependant le paysan peut plus devenir un bandit rebelle si jamais il estime que le chef politique dépasse ses limites avec lui. L'auteur de l'étude préconise que les intervalles entre la chute d'une dynastie et la remontée d'une autre sont des périodes tumultueuses pour plusieurs. « L'état statuaire » est une condition de l'économie dans laquelle la population a grandi au point que les ressources de la terre ne peuvent plus supporter une croissance et il y a donc une stagnation qui s'impose dans la population. L'auteur a étudié mathématiquement « l'état statuaire » et ses composantes : les fermiers, les bandits et les chefs politiques.

L'article de Grossman (1991) développe une théorie des insurrections qui la traite ainsi que sa dissuasion ou répression comme des activités économiques qui sont en concurrence pour la production des ressources rares. Le cadre analytique de l'équilibre général montre comment la répartition du temps de travail entre l'insurrection, l'armée, et la production. Il montre aussi la répartition probabiliste des revenus entre les familles paysannes et de la clientèle du souverain dépendamment de la technologie de l'insurrection. Un résultat central s'impose; dans le cas où il y a plus de temps alloué à l'insurrection et une probabilité plus élevée d'une insurrection réussie, l'équilibre peut avoir moins de production et de revenu total. Toutefois, il peut avoir un revenu prévu plus élevé pour les paysans.

3.2. Le modèle

Dans le cadre de la théorie des jeux et à la lumière des études mentionnées dans le revue de littérature, nous essayerons d'adapter un modèle plus convenable à la situation arabe. Nous allons étudier trois cas et puis, nous appliquerons chacun de ces cas sur les pays arabes impliqués dans le cadre du "Printemps Arabe". Les trois cas sont les suivants :

i. Il y a un régime dictateur qui a le choix d'offrir ou pas l'accommodation vers l'élite de l'opposition ainsi qu'à l'ensemble du peuple. Ces deux dernières peuvent simultanément prendre la décision de se mobiliser ou pas contre le régime.
ii. La masse publique se mobilise contre le régime au Pouvoir en répondant à l'appel de l'élite représentée par les dirigeants de l'opposition ou des dissidents.
iii. L'élite se mobilise en répondant à la mobilisation provenant de la masse.

3.2.1. Les joueurs

Le modèle suppose que la révolution est un jeu de trois joueurs inclus :

(1) Le régime totalitaire et répressif (R).
(2) L'élite (E) définie comme le groupe organisé des dirigeants de l'opposition (ce dernier groupe peut aussi inclure des dissidents du régime totalitaire).
(3) La masse publique (MP).

3.2.2. Les variables utilisés

Avant de partir à étudier les trois cas, nous allons expliquer les variables utilisées :

L'accommodation (α) : l'accommodation coûte cher pour le régime en temps qu'elle est un avantage pour l'élite de l'Opposition et pour la masse publique. Le fait que le régime donne l'accommodation aux citoyens peut être considéré comme une concession qui améliore la vie des citoyens en utilisant des ressources du régime. Donc, l'accommodation est un paiement négatif pour le régime et positif pour l'Opposition. Le régime donne l'accommodation comme un seul bloc pour l'élite et la MP en même temps. Elle peut être

sous la forme d'une amélioration au niveau des droits de l'homme, de la liberté d'expression, de plus de participation politique, de développement économique, etc.

Suppositions:

- Dans le cas où l'élite et la MP se mobilisent ensemble, le régime arrête l'accommodation que ce soit le résultat de la Révolution. Donc (α) n'apparait plus dans les payements de tous les joueurs.
- $\alpha > 0$

La violence (ν): la violence est dangereuse et a un coût non seulement pour les Opposants mais aussi pour le Régime. Elle a des conséquences locales et internationales. Les activistes opposants, y compris les dirigeants de l'Opposition, les dissidents, les penseurs et les journalistes, et la masse publique sont les plus vulnérables d'être sous la suppression et la violence de régime. Les forces et les milices organisées sous le contrôle du régime peuvent nuire et torturer les opposants. Cependant, le régime doit être prudent lorsqu'il provoque la violence car l'utilisation illimitée de la force afin de casser et de mettre fin aux manifestations publiques peut provoquer la condamnation internationale et les sanctions officielles.

Supposition: $\nu > 0$

Les mesures de rétorsion contre l'élite (k) : lorsque l'élite appelle aux manifestations ou elle se rejoint aux manifestants, elle s'expose à des risques. C'est pourquoi le régime peut distinguer l'identité des personnes de l'élite. Si elle peut fomenter une révolution réussie, elle va profiter des récompenses. Cependant, si les gens ne tiennent pas compte de l'appel de l'élite ou si la révolution échoue, l'élite s'expose à la punition.

Suppositions:

- Le régime exercice (k) sur l'élite, si elle se mobilise contre lui que ce soit le résultat de la révolution non seulement si le régime peut survivre.
- $\kappa > 0$

- L'élite s'expose à des mesures de rétorsion (k) si elle se mobilise contre le régime. C'est vrai pour tous les trois jeux que nous étudierons en détail plus tard.

La récompense de la neutralité (b) : Dans le cas où la MP commence le jeu, le régime essaye de récompenser l'élite pour ne joindre pas au mouvement populaire. Cette variable peut décourager l'élite, y compris les dirigeants de l'Opposition et les dissidents, de participer au mouvement populaire. En particulier, ceux qui ont la conviction qu'il est très difficile de faire tomber le régime. Cette récompense peut porter ses fruits chez l'Opposition qu'elle est déjà proche de l'idiologie du régime et qu'elle cherche les plus grands gains après l'échec de la révolution. Un autre type de l'Opposition peut être attiré de cette récompense, c'est l'Opposition qui a tendance au changement calme et lent et qui ne supporte pas le changement par la révolution ou le coup d'état. Le "pot-de-vin" (b) peut apporter des risques non seulement pour le régime mais aussi pour les membres de l'élite qui l'ont accepté. Pour le régime, cette dépense représente un épuisement des ressources nécessaires pour effectuer la violence contre les rebellions. Quant à l'Opposition qui accepte (b), elle s'expose à perdre sa légitimité chez la population surtout si la révolution réussit. Prenant en compte que les révolutionnaires n'écoutent que l'élite qui prend en charge leurs revendications.

Suppositions:

- $b > 0$
- L'élite peut obtenir la récompense (b) seulement quand elle refuse de se rejoindre au mouvement de la MP. Autrement dit, (b) n'apparaît que dans le troisième cas où la MP commence le jeu.

La récompense des révolutionnaires (x_E) et (x_M) : les révolutionnaires profitent des avantages de renverser le régime répressif. Pour l'élite, les avantages acquis peuvent être sous la forme de postes dans le nouveau gouvernement ou de plus de liberté d'expression. Les avantages pour la masse publique peuvent être sous la forme des libertés publiques et de participation à choisir leurs représentants voire les avantages prévus au niveau du développement économique.

Le maintien des postes (ω) : le régime exploite sa position du Pouvoir pour avoir de nombreux gains qui peuvent être réduits par l'offre de l'accommodation aux citoyens ou par l'utilisation de la violence contre les révolutionnaires.

3.2.3. Suppositions générales

a. La nature détermine le type du régime symbolisé par (1-□) qui est la probabilité que le régime puisse survire à une révolution. Autrement dit, la nature détermine (□) qui est la probabilité que la révolution réussisse. Nous supposons que Cette probabilité est connue pour les trois joueurs en vertu du système de l'information disponible.
b. Afin d'assurer la rationalité des acteurs, nous supposons que les variables participantes à la prise de la décision des joueurs sont aussi connus pour ces derniers
c. Nous supposons que l'élite de l'Opposition forme un seul bloc homogène face au régime. Donc, nous n'abordons pas les conflits intérieurs au sein des Partis de l'Opposition.
d. Nous supposons aussi que la masse publique forme un seul bloc homogène face au régime.
e. Pour avoir une révolution, l'élite et la masse publique, se réunissent et participent positivement ensemble.
f. La violence (ν) peut être exercée seulement, si la MP se mobilise.
    - Le régime exerce la violence au même temps sur la MP et sur l'élite si les deux se mobilisent ensemble.
    - Dans le cas où l'élite ne se mobilise pas, elle ne sera pas soumise à la violence.
    - Cependant, si elle se mobilise seule, elle s'expose seulement aux mesures de rétorsion (k), puis elle ne sera pas soumise à la violence aussi.
    - En plus, si la MP se mobilise seule, elle sera soumise à la violence.

3.2.4. Le jeu simultané

Dans ce cas, le régime dictateur a le choix d'offrir ou pas l'accommodation vers l'élite de l'opposition ainsi qu'à l'ensemble du peuple. Ces deux dernières peuvent simultanément prendre la décision de se mobiliser ou pas contre le régime.

Le modèle ici: le régime totalitaire et répressif, le groupe organisé de dirigeants de l'opposition et enfin la masse publique (MP).

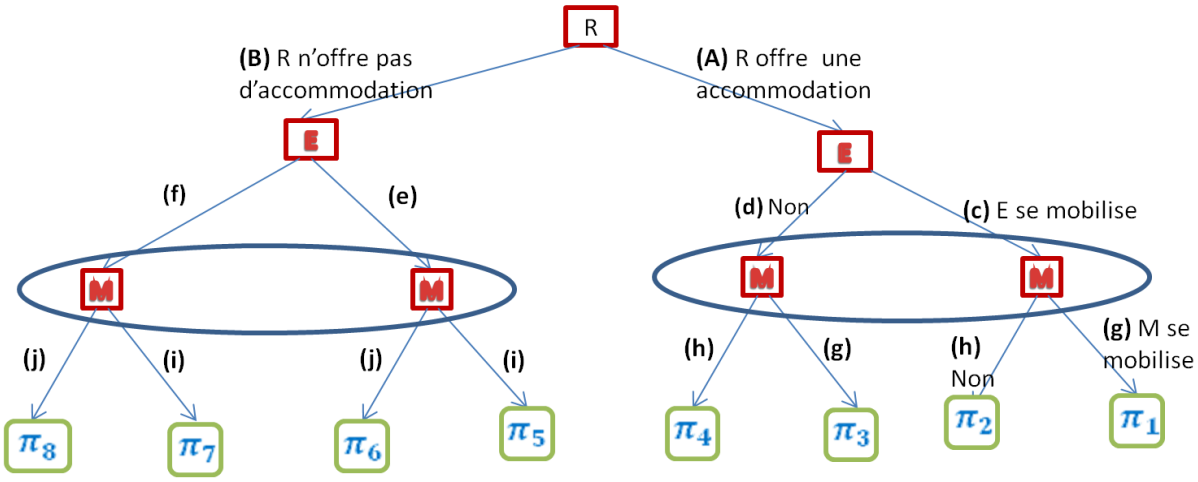
On suppose qu'il y a un régime totalitaire et répressif. Cependant, ce dernier reconnait que l'opposition peut toujours se mobiliser contre lui. Le régime sait bien que l'insatisfaction du peuple incluant l'élite et les masses peut être le moteur du mouvement populaire destiné à le faire changer.

3.2.4.1. L'ordre du jeu

1. La nature détermine le type du régime symbolisé par (1-θ) qui est la probabilité que le régime puisse survire à une révolution. Autrement dit, la nature détermine (θ) qui est la probabilité que la révolution réussisse. La nature fournit aussi les informations à l'opposition.
2. Le régime peut offrir ou non une accommodation (α) aux citoyens.
3. L'élite de l'opposition et la MP décident simultanément de se mobiliser ou non après qu'elles apprennent la décision du régime.
4. Si les deux joueurs se mobilisent ensemble, la révolution se produit puis le régime peut survire en probabilité (1-θ) ou il peut être chuté en probabilité (θ). La violence (ν) contre les deux joueurs en plus des mesures (k) contre l'élite sont mises en œuvre. Si le régime survit, il néglige toute l'accommodation qu'il a offerte et met en œuvre ses politiques les plus préférables. Si les révolutionnaires réussissent et le régime ne survit pas, l'opposition perdra aussi l'accommodation.
5. Si L'élite de l'opposition se mobilise pendant que la MP ne se mobilise pas, le jeu termine sans avoir une révolution et l'accommodation (α) et les mesures (k) contre l'élite sont mises en œuvre.

6. Si la MP se mobilise pendant que l'élite de l'opposition ne se mobilise pas, le jeu termine sans avoir une révolution et l'accommodation (α) et la violence (ν) contre la MP sont mises en œuvre.
7. Si le régime n'offre pas d'accommodation au peuple, le même ordre de jeu (3 à 6) peut être répété sans prendre en considération l'accommodation.

Figure (3.1) la forme extensive du jeu simultané



3.2.4.2. Les paiements

1. $\pi_1(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
2. $\pi_2(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha - \kappa, \alpha - \kappa, \alpha)$
3. $\pi_3(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha - \nu, \ \alpha, \ \alpha - \nu)$
4. $\pi_4(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha, \ \alpha, \ \alpha)$
5. $\pi_5(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
6. $\pi_6(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \kappa, \ -\kappa, \ 0)$
7. $\pi_7(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \nu, \ 0, -\nu)$
8. $\pi_8(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega, \ 0, \ 0)$

3.2.4.3. Analyse technique des équilibres

3.2.4.3.1. L'équilibre de Nash

Pour trouver les équilibres parfaits du jeu initial, il faut d'abord trouver l'équilibre de Nash entre les deux joueurs, l'élite (E) et la masse publique (MP), qui jouent simultanément et puis nous étudions le choix du régime. Nous cherchons ces équilibres de Nash pour trouver les voies dans lesquelles les équilibres parfaits peuvent passer. Nous prenons les deux sous-jeux pour trouver l'équilibre de Nash;

A. L'équilibre de Nash du premier sou-jeu

Figure (3.2) la forme extensive du sous-jeu simultané (1)

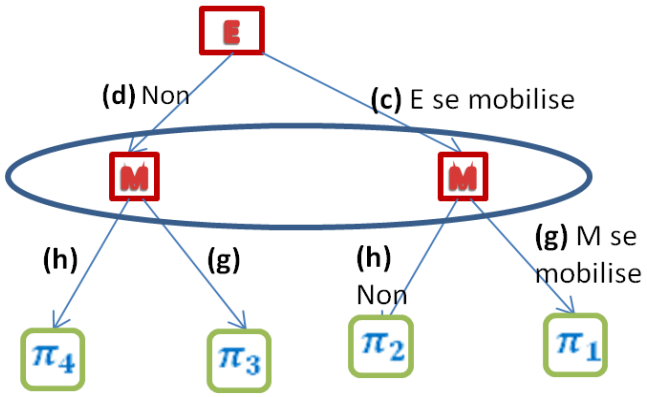


Tableau (3.1) La forme matricielle du premier sous-jeu simultané

		MP	
		(g) Mob	(h) Non
E	(c) Mob	$\theta x_E - \nu - \kappa$, $\theta x_M - \nu$	$\alpha - \kappa$, α
	(d) Non	α, $\alpha - \nu$	α, α

Dans le tableau (3.1), nous notons qu'il y a un équilibre de Nash quelle que soit la valeur de ($\alpha > 0$). Cet équilibre représente le cas où l'élite et la MP acceptent l'accommodation fournie par le régime pour ne pas se mobiliser contre lui.

$$EN_1 = (d, h)$$

Car $\nu > 0 \Rightarrow \alpha - \nu < \alpha$ et $\kappa > 0 \Rightarrow \alpha - \kappa < \alpha$

Il y a un autre équilibre de Nash dans ce sous-jeu. C'est l'équilibre où les deux joueurs se mobilisent ensemble et simultanément mais il doit remplir les conditions suivantes;

$$EN_2 = (c, g)$$

Si :

(1) $\theta x_E - \nu - \kappa \geq \alpha \Rightarrow$

$$x_E \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta} \tag{3.1}$$

(2) $\theta x_M - \nu \geq \alpha \Rightarrow$

$$x_M \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \tag{3.2}$$

B. L'équilibre de Nash du deuxième sou-jeu

Figure (3.3) la forme extensive du sous-jeu simultané (2)

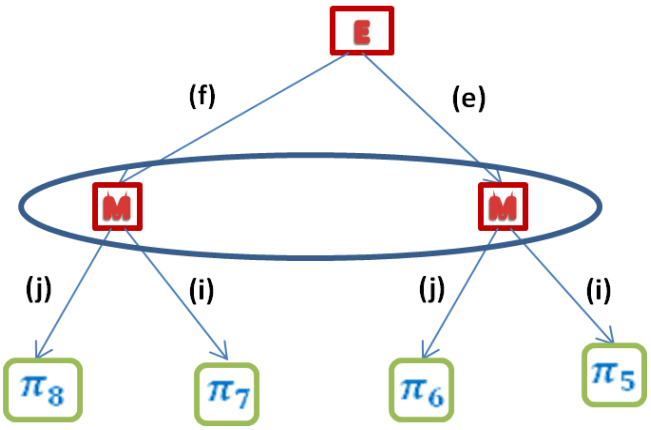


Tableau (3.2) La forme matricielle du deuxième sous-jeu simultané

		MP	
		(i) Mob	(j) Non
E	(e) Mob	$\theta x_{\mathrm{E}} - \nu - \kappa\,, \quad \theta x_{\mathrm{M}} - \nu$	$-\kappa,\ 0$
	(f) Non	$0, \quad -\nu$	$0,\ 0$

Dans le tableau (3.2), nous notons qu'il y a toujours un équilibre de Nash quand le régime n'offre pas d'accommodation. Cet équilibre représente le cas où l'élite et la MP ne se mobilise pas contre le régime. Donc les paiements pour l'élite et pour la MP égale zéro.

$$EN_1 = (f, j)$$

Car $\nu > 0 \Rightarrow -\nu < 0$ et $\kappa > 0 \Rightarrow -\kappa < 0$

Il y a un autre équilibre de Nash dans ce sous-jeu. C'est l'équilibre où les deux joueurs se mobilisent ensemble et simultanément mais il doit remplir les conditions suivantes;

$$EN_2 = (e, i)$$

Si :

(1) $\theta x_{\mathrm{E}} - \nu - \kappa \geq 0 \Rightarrow$

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu + \kappa}{\theta} \tag{3.3}$$

(2) $\theta x_{\mathrm{M}} - \nu \geq 0 \Rightarrow$

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.4}$$

Nous pouvons noter que la condition (3.3) est incluse dans (3.1) et que la condition (3.4) est incluse dans (3.2).

3.2.4.3.2. L'équilibre parfait

Nous allons étudier maintenant les équilibres parfaits probables pour le jeu initial de trois joueurs. Après que nous avons déterminé les équilibres de Nash sûrs et probables pour les deux sous-jeux, nous pouvons déterminer les voies de l'équilibre parfait probables afin de trouver les conditions où il y a un équilibre parfait. Les voies sont les suivantes :

$$EP_1 = (A, ce, gi)$$

$$EP_2 = (A, de, hi)$$

$$EP_3 = (A, cf, gj)$$

$$EP_4 = (A, df, hj)$$

$$EP_5 = (B, ce, gi)$$

$$EP_6 = (B, de, hi)$$

$$EP_7 = (B, cf, gj)$$

$$EP_8 = (B, df, hj)$$

Nous étudieront chaque terme et puis nous détermineront s'il s'agit d'un équilibre parfait ou non :

I. $EP_1 = (A, ce, gi)$

Le terme (EP_1) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui. Pour que (EP_1) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$

(2) $\pi_5 \geqslant \pi_8 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est inclus dans (1). Donc, la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \tag{3.5}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_8 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est inclus dans (1). Donc, la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta} \tag{3.6}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_1 \succcurlyeq \pi_5$

Car $\pi_1 \sim \pi_5$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_1) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées.

II. $EP_2 = (A, de, hi)$

Le terme (EP_2) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne se mobiliser pas contre lui quand il offre l'accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas une accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne se mobiliser pas contre lui. Pour que (EP_2) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_8 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$\frac{\alpha + \nu}{\theta} \geq x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.7}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_4 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$

(2) $\pi_5 \geqslant \pi_8 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$\frac{\nu+\kappa}{\theta} \leq x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta} \tag{3.8}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow \omega - \alpha \geq (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa \tag{3.9}$$

Donc, le terme (EP_2) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

III. $EP_3 = (A, cf, gj)$

Le terme (EP_3) propose que le régime décide d'offrir l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui quand il offre l'accommodation et de ne se mobiliser pas quand il n'offre pas une accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP prennent la récompense du régime pour se mobiliser contre lui. Pour que (EP_3) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$

(2) $\pi_8 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$

(2) $\pi_8 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0$ $\Rightarrow$Donc, (EP_3) ne peut pas être un équilibre parfait.

IV. $EP_4 = (A, df, hj)$

Le terme (EP_4) propose que le régime décide d'offrir l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne se mobiliser pas contre lui quelque soit le choix du régime. Pour que (EP_4) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_8 \succcurlyeq \pi_7 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.10}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_8 \succcurlyeq \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu + \kappa}{\theta} \tag{3.11}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \succcurlyeq \pi_8 \Rightarrow \omega - \alpha \geq \omega$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ Donc, le terme (EP_4) ne peut pas être un équilibre parfait.

V. $EP_5 = (B, ce, gi)$

Le terme (EP_5) propose que le régime décide de n'offrir pas l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui quelque soit son décision.

Pour que (EP_5) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_8 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \tag{3.12}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_8 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta} \tag{3.13}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_5 \succcurlyeq \pi_1$

Car $\pi_1 \sim \pi_5$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_5) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

VI. $EP_6 = (B, de, hi)$

Le terme (EP_6) propose que le régime décide de n'offrir pas d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quand il offre une accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que

l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne pas se mobiliser contre lui. Pour que (EP_6) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_4 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_M \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_5 \geqslant \pi_8 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_M \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.14}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_4 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_E \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_5 \geqslant \pi_8 \Rightarrow x_E \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$\frac{\nu+\kappa}{\theta} \leq x_E \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta} \tag{3.15}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_5 \geqslant \pi_4 \Rightarrow (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \geq \omega - \alpha \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa \tag{3.16}$$

Donc, le terme (EP_6) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

VII. $EP_7 = (B, cf, gj)$

Le terme (EP_7) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui quand il offre l'accommodation et de ne pas se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP prennent la récompense du régime pour se mobiliser contre lui. Pour que (EP_7) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_8 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_8 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0$ ⇒Donc, (EP_7) ne peut pas être un équilibre parfait.

VIII. $EP_8 = (B, df, hj)$

Le terme (EP_8) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quelque soit la décision du régime. Pour que (EP_8) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_4 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_8 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0$ ⇒ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.17}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_8 \succcurlyeq \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu + \kappa}{\theta} \tag{3.18}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_8 \succcurlyeq \pi_4 \Rightarrow \omega \geq \omega - \alpha$ toujours vrai

Donc, le terme (EP_8) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées.

3.2.5. Le jeu de l'élite

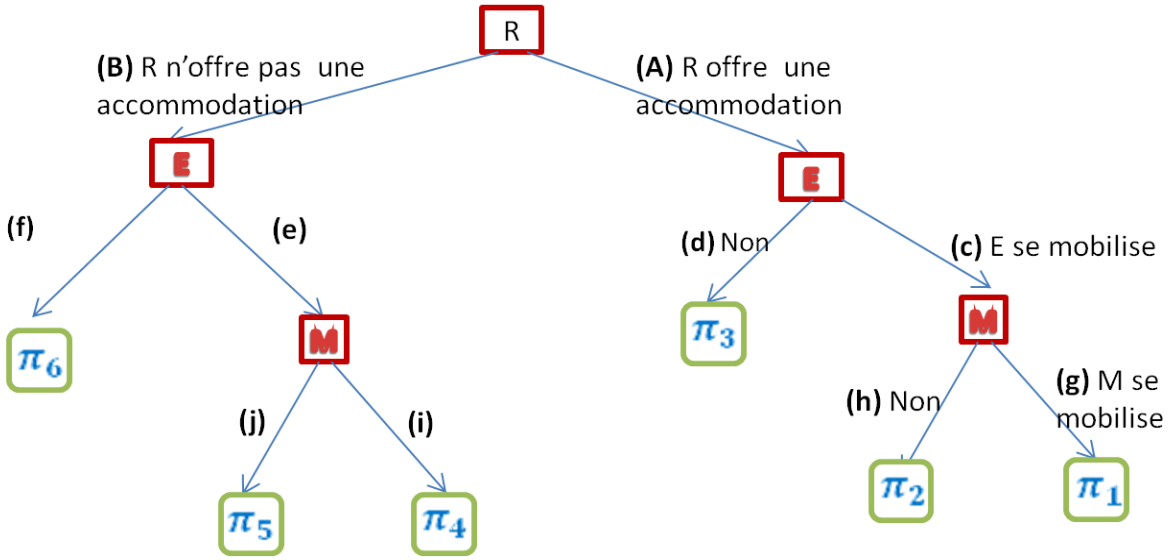
Dans ce cas, la masse publique se mobilise contre le régime au pouvoir en répondant à l'appel de l'élite qui est représentée par les dirigeants de l'opposition ou les dissidents. Le régime sait bien que l'élite est plus disposée à protester. Ils n'ont pas beaucoup à perdre et ils sont déjà marginalisés. La masse de public attend un signe de l'élite pour décider de se mobiliser ou non. Sans l'appel des dirigeants, les gens ne prendraient pas les rues. Cependant, ils ne tiennent pas compte toujours de l'appel de l'élite. Même si les dissidents peuvent croire que la révolution est utile, les gens peuvent être en désaccord.

Certains des régimes dictateurs essayent de maintenir le pouvoir en diffusant une réputation de force et de puissance, qui a été montrée dans la première période de règne, même s'ils ne peuvent pas maintenant supprimer les rebellions. Autres régimes sont puissants et ils peuvent supporter le défi. Les croyances populaires au sujet de la capacité du régime de résister une révolution jouent un rôle vital à déterminer si la révolution survient.

3.2.5.1. L'ordre du jeu

1. La nature détermine le type du régime symbolisé par (1-θ) qui est la probabilité que le régime puisse survire à une révolution. Autrement dit, la nature détermine (θ) qui est la probabilité que la révolution réussisse. La nature fournit aussi les informations à l'opposition. Le régime puisse offrir ou non une accommodation (α) aux citoyens.
2. L'élite de l'opposition décide de se mobiliser ou non après qu'il apprenne la décision du régime. Sans la mobilisation de l'élite, le jeu termine et l'accommodation est mise en œuvre.
3. Si l'élite décide de se mobiliser, les gens décident de participer ou non. S'ils participent, la révolution se produit. Sinon, le jeu termine et l'accommodation (α) et des mesures (k) contre l'élite sont mises en œuvre.
4. Si la révolution se produit, puis le régime survit en probabilité (1-θ) ou peut être chuté en probabilité (θ). Si le régime survit, il néglige toute l'accommodation qu'il a offerte et met en œuvre ses politiques les plus préférables.

Figure (3.4) la forme extensive du jeu de l'élite



3.2.5.2. Les paiements

1. $\pi_1(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
2. $\pi_2(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha - \kappa, \alpha - \kappa, \alpha)$
3. $\pi_3(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha, \ \alpha, \ \alpha)$
4. $\pi_4(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
5. $\pi_5(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \kappa, \ -\kappa, \ 0)$
6. $\pi_6(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega, \ 0, \ 0)$

3.2.5.3. Analyse technique de l'équilibre parfait

Nous trouverons les équilibres parfaits probables parmi les cas suivants :

A. Le régime décide d'offrir une accommodation pour éviter une révolution contre lui;

I. $EP_1 = (A, de, hi)$

Le terme (EP_1) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quand il offre

l'accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne pas se mobiliser contre lui. Pour que (EP_1) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(3) $\pi_2 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_M \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(4) $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.19}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ vrai toujours
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_6 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta} \tag{3.20}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_3 \geqslant \pi_4 \Rightarrow \omega - \alpha \geq (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa \tag{3.21}$$

Donc, le terme (EP_1) peut être un équilibre parfait sous les conditions mentionnées

B. Le régime décide de n'offrir pas d'accommodation ce qui motive l'élite et la MP de se mobiliser s'elles remplissent les conditions ;

II. $EP_2 = (B, de, hi)$

Le terme (EP_2) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quand il offre l'accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne pas se mobiliser contre lui. Pour que (EP_2) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(3) $\pi_2 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(4) $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta} \qquad (3.22)$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ toujours vrais car $\kappa > 0$
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_6 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta} \qquad (3.23)$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \geqslant \pi_3 \Rightarrow (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \geq \omega - \alpha \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa \qquad (3.24)$$

Donc, le terme (EP_2) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

C. L'équilibre où l'élite et la MP se mobilisent quelque soit la décision du régime d'offrir ou pas la concession;

III. $EP_3 = (A, ce, gi)$
IV. $EP_4 = (B, ce, gi)$

Le terme (EP_3) propose que le régime décide d'offrir l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui. Pour que (EP_3) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_2 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \qquad (3.25)$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_3 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_6 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta} \tag{3.26}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_1 \succcurlyeq \pi_4$

Car $\pi_1 \sim \pi_4$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_3) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

Le terme (EP_4) propose que le régime décide de ne pas offrir l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui quelque soit son décision. Pour que (EP_4) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_2 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \tag{3.27}$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_3 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$
(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_6 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta} \tag{3.28}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \geqslant \pi_1$

Car $\pi_1 \sim \pi_4$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_4) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées.

D. L'équilibre où l'élite et la MP ne se mobilisent pas quelque soit la décision du régime d'offrir ou pas la concession;

V. $EP_5 = (A, df, hj)$
VI. $EP_6 = (B, df, hj)$

Le terme (EP_5) propose que le régime décide d'offrir l'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne se mobiliser pas contre lui quelque soit le choix du régime. Pour que (EP_5) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(3) $\pi_2 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_M \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(4) $\pi_5 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_M \leq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_M \leq \frac{\nu}{\theta} \qquad (3.29)$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ toujours vrais car $\kappa > 0$
(2) $\pi_6 \geqslant \pi_5$ toujours vrais car $\kappa > 0$

La condition pour le régime :

- $\pi_3 \succcurlyeq \pi_6 \Rightarrow \ \omega - \alpha \geq \omega$

Car $\alpha > 0 \ \Rightarrow$ Donc, le terme (EP_5) ne peut pas être un équilibre parfait.

Le terme (EP_6) propose que le régime décide de ne pas offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quelque soit la décision du régime. Pour que (EP_6) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_2 \succcurlyeq \pi_1 \ \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_4 \ \Rightarrow x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \ \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \leq \frac{\nu}{\theta} \qquad (3.30)$$

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_3 \succcurlyeq \pi_2$ toujours vrais car $\kappa > 0$
(2) $\pi_6 \succcurlyeq \pi_5$ toujours vrais car $\kappa > 0$

La condition pour le régime :

- $\pi_6 \succcurlyeq \pi_3 \Rightarrow \ \omega \geq \omega - \alpha$ toujours vrai

Donc, le terme (EP_8) peut être un équilibre parfait sous la condition de la MP seulement.

E. C'est impossible d'avoir un équilibre où l'élite décide de se mobiliser et ensuit la MP ne se mobilise pas. C'est pourquoi les conditions suivantes sont impossibles toujours pour l'élite :

- $\pi_2 \succcurlyeq \pi_3$ Impossible
- $\pi_5 \succcurlyeq \pi_6$ Impossible

F. L'équilibre où l'élite et la MP se mobilisent quand le régime offre une accommodation et elles ne se mobilisent pas quand le régime n'offre pas d'accommodation.

VII. $EP_7 = (A, cf, gj)$
VIII. $EP_8 = (B, cf, gj)$

Le terme (EP_7) propose que l'élite et la MP choisissent de se mobiliser contre le régime quand il offre une accommodation et de ne pas se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP prennent la récompense du régime pour se mobiliser contre lui. Pour que (EP_7) et (EP_8) puissent être des équilibres parfaits, il faut que les joueurs remplissent d'abord la condition de la MP suivante :

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_2 \Rightarrow x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_5 \succcurlyeq \pi_4 \Rightarrow x_M \leq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0$ $\Rightarrow$ Donc les termes (EP_7) et (EP_8) ne peuvent pas être des équilibres parfaits.

3.2.6. Le jeu de la masse publique

La situation ici est plus compatible avec la révolution arabe parce que les manifestants ont pris les rues sans aucun appel de la part de l'élite. Puis les dirigeants des partis politiques de l'opposition, les penseurs et les dissidents ont rejoint la révolution.

On suppose que la révolution est un jeu de trois joueurs; le régime totalitaire et répressif, le groupe organisé des dirigeants de l'opposition ou des dissidents et la masse publique. Les joueurs, ils sont les mêmes que dans la situation précédente, mais l'ordre est différent.

On suppose aussi qu'il y a un régime totalitaire et répressif. Il croit qu'il a réussit à séparer la masse publique de l'opposition politique et ses dirigeants. L'élite opposante est arrivée à croire qu'il est impossible de mobiliser les gens contre le régime. Le régime a aussi pu marginaliser et écraser l'opposition de sorte que le peuple a perdu toute la confiance en elle. Si elle appel les gens à se manifester il ne trouvera aucune réaction. Donc la révolution peut être générée seulement dans le cas d'un grand événement qui mobilise le public à se manifester contre le régime. L'élite se rejoint aux manifestants par la suite. L'élite attend un soulèvement populaire pour décider de se mobiliser ou non. Cependant, l'élite ne tient pas compte toujours du soulèvement populaire parce qu'elle a des croyances ou des informations supplémentaire concernant la capacité du régime à écraser la révolte. Même si les gens peuvent croire que la révolution est utile, l'élite peut être en désaccord. Nous supposons que le régime va récompenser l'élite opposante pour qu'elle refuse de se rejoindre aux manifestants. Cependant, si elle décide de s'y rejoindre, le régime va exercer des mesures de rétorsion contre elle. Certes, il y a eu des révolutions réussites sans la participation de l'élite (comme la révolution de velours tchécoslovaque en 1989), mais nous supposons dans ce modèle que la révolution ne peut pas se produire sans l'élite.

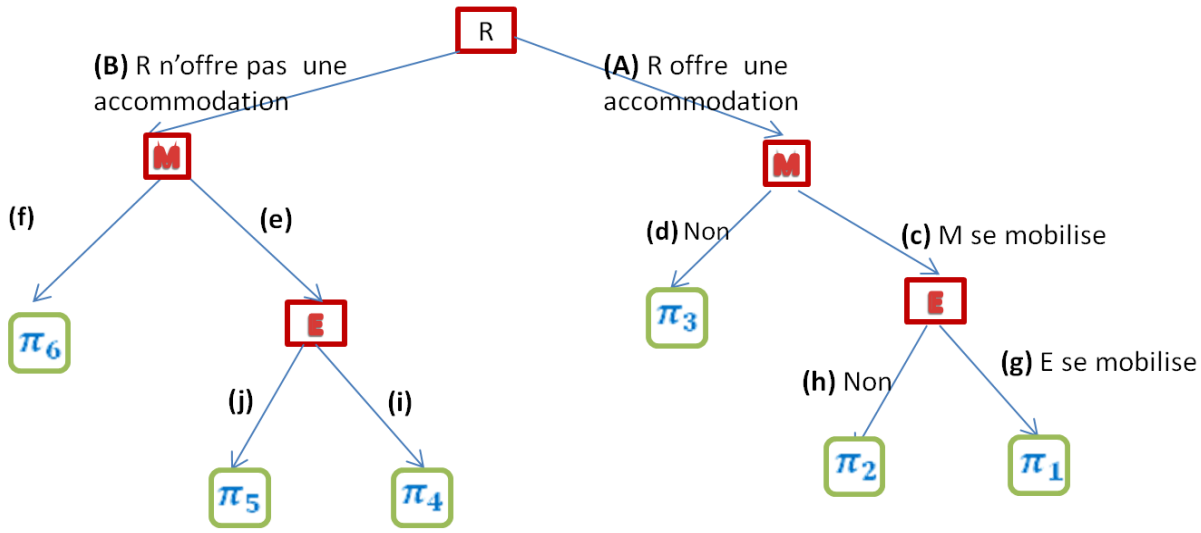
3.2.6.1. L'ordre du jeu

1. La nature détermine le type du régime symbolisé par $(1-\theta)$ qui est la probabilité que le régime puisse survivre à une révolution. Autrement dit, la nature détermine (θ) qui

est la probabilité que la révolution réussisse. La nature fournit aussi les informations à l'opposition. Le régime puisse offrir ou non une accommodation α aux citoyens.

2. La MP décide de se mobiliser ou non après qu'elle apprenne la décision du régime. Sans sa mobilisation, le jeu termine et l'accommodation est mise en œuvre.
3. Si la MP décide de se mobiliser, l'élite décident de participer ou non. Si elle participe, la révolution se produit. Sinon, le jeu termine et l'accommodation α et la récompense de la neutralité b sont acceptées par l'élite.
4. Si la révolution se produit, puis le régime survit en probabilité (1-θ) ou peut être chuté en probabilité (θ). Si le régime survit, il néglige toute l'accommodation qu'il a offerte et met en œuvre ses politiques les plus préférables en plus que des mesures (k) contre l'élite sont mises en œuvre.

Figure (3.5) la forme extensive du jeu de la MP



3.2.6.2. Les paiements

1. $\pi_1(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
2. $\pi_2(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha - \nu - b, \alpha + b, \alpha - \nu)$
3. $\pi_3(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \alpha, \ \alpha, \ \alpha)$
4. $\pi_4(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = ((1-\theta)\omega - \nu - \kappa, \quad \theta x_E - \nu - \kappa, \quad \theta x_M - \nu)$
5. $\pi_5(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega - \nu - b, \ b, \ -\nu)$
6. $\pi_6(\mathbb{U}_R, \mathbb{U}_E, \mathbb{U}_M) = (\omega, \ 0, \ 0)$

3.2.6.3. Analyse technique de l'équilibre parfait

Nous allons trouver les équilibres parfaits probables parmi les cas suivants :

Note : contrairement du jeu précédent, les notions (g,h,i,j) représentent les stratégies de l'élite pendant que les autres notions (c,d,e,f) représentent les stratégies de la MP.

A. Le régime décide d'offrir une accommodation pour éviter la révolution populaire contre lui;

I. $EP_1 = (A, de, hi)$

Le terme (EP_1) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne se mobiliser pas contre lui quand il offre l'accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne pas se mobiliser. Pour que (EP_1) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes (nous commençons dans ce cas par les conditions de l'élite) :

La condition pour l'élite:

(1) $\pi_2 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa+\mathrm{b}}{\theta}$

(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_5 \Rightarrow x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa+\mathrm{b}}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$\frac{\alpha+\nu+\kappa+\mathrm{b}}{\theta} \geq x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu+\kappa+\mathrm{b}}{\theta} \qquad (3.31)$$

La condition pour la MP:

- $\pi_3 \succcurlyeq \pi_2$ toujours vrais car $\alpha > 0$
- $\pi_4 \succcurlyeq \pi_6 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.32}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_3 \geqslant \pi_4 \Rightarrow \omega - \alpha \geq (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa \tag{3.33}$$

Donc, le terme (EP_1) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

B. Le régime décide de n'offrir pas une accommodation ce qui motive l'élite et la MP de se mobiliser sous des conditions ;

II. $EP_2 = (B, de, hi)$

Le terme (EP_2) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quand il offre l'accommodation et de se mobiliser quand il n'offre pas une accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP acceptent la concession du régime pour ne pas se mobiliser contre lui. Pour que (EP_2) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivants :

La condition pour l'élite :

- $\pi_2 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_E \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$
- $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow\Rightarrow x_E \geq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$\frac{\alpha + \nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta} \geq x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta} \tag{3.34}$$

La condition pour la MP :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ toujours vrais car $\nu > 0$
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_6 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_M \geq \frac{\nu}{\theta} \tag{3.35}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \geqslant \pi_3 \Rightarrow (1-\theta)\omega - \nu - \kappa \geq \omega - \alpha \Rightarrow$

Donc la condition pour le régime est la suivante :

$$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa \tag{3.36}$$

Donc, le terme (EP_2) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

C. L'équilibre où la MP et l'élite se mobilisent quelque soit la décision du régime d'offrir ou pas la concession;

III. $EP_3 = (A, ce, gi)$
IV. $EP_4 = (B, ce, gi)$

Le terme (EP_3) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui. Pour que (EP_3) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_2 \Rightarrow x_E \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$
(2) $\pi_4 \geqslant \pi_5 \Rightarrow x_E \geq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_E \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + b}{\theta} \tag{3.37}$$

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_3 \Rightarrow x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_6 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_M \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \tag{3.38}$$

La condition pour le régime :

- $\pi_1 \succcurlyeq \pi_4$

Car $\pi_1 \sim \pi_4$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_3) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

Le terme (EP_4) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui quelque soit sa décision. Pour que (EP_4) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_2 \Rightarrow x_E \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$
(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_5 \Rightarrow x_E \geq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_E \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + b}{\theta} \quad (3.39)$$

La condition pour la MP :

(1) $\pi_1 \succcurlyeq \pi_3 \Rightarrow x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$
(2) $\pi_4 \succcurlyeq \pi_6 \Rightarrow x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (2) est incluse dans (1). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_M \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta} \quad (3.40)$$

La condition pour le régime :

- $\pi_4 \succcurlyeq \pi_1$

Car $\pi_1 \sim \pi_4$ pour le régime, la condition est remplie.

Donc, le terme (EP_4) peut être un équilibre parfait sous les conditions susmentionnées

D. L'équilibre où l'élite et la MP ne se mobilisent pas quelque soit la décision du régime d'offrir ou pas la concession;

V. $EP_5 = (A, df, hj)$
VI. $EP_6 = (B, df, hj)$

Le terme (EP_5) propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quelque soit le choix du régime. Pour que (EP_5) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_2 \succcurlyeq \pi_1 \Rightarrow x_E \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$

(2) $\pi_5 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_E \geq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour la MP est la suivante :

$$x_E \geq \frac{\nu + \kappa + b}{\theta} \tag{3.41}$$

La condition pour la MP :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ toujours vrais car $\nu > 0$
(2) $\pi_6 \geqslant \pi_5$ toujours vrais car $\nu > 0$

La condition pour le régime :

- $\pi_3 \geqslant \pi_6 \Rightarrow \omega - \alpha \geq \omega$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ Donc, le terme (EP_5) ne peut pas être un équilibre parfait.

Le terme (EP_6) propose que le régime décide de ne pas offrir d'accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de ne pas se mobiliser contre lui quelque soit sa décision. Pour que (EP_6) puisse être un équilibre parfait, il faut que les joueurs remplissent les conditions suivantes :

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_2 \geqslant \pi_1 \Rightarrow x_E \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$
(2) $\pi_5 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_E \leq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Car $\alpha > 0 \Rightarrow$ (1) est incluse dans (2). Donc la condition pour l'élite est la suivante :

$$x_E \leq \frac{\nu + \kappa + b}{\theta} \tag{3.42}$$

La condition pour la MP :

(1) $\pi_3 \geqslant \pi_2$ toujours vrais car $\nu > 0$
(2) $\pi_6 \geqslant \pi_5$ toujours vrais car $\nu > 0$

La condition pour le régime :

- $\pi_6 \geqslant \pi_3 \Rightarrow \omega \geq \omega - \alpha$ toujours vrai car $\alpha > 0$

Donc, le terme (EP_6) peut être un équilibre parfait sous la condition de l'élite seulement.

E. C'est impossible d'avoir un équilibre où la MP décide de se mobiliser et ensuit l'élite ne se mobilise pas. C'est pourquoi les conditions suivantes sont impossibles toujours pour la MP :

(1) $\pi_2 \geqslant \pi_3$ Impossible
(2) $\pi_5 \geqslant \pi_6$ Impossible

F. L'équilibre où l'élite et la MP se mobilisent quand le régime offre une accommodation et elles ne se mobilisent pas quand le régime n'offre pas d'accommodation.

VII. $EP_7 = (A, cf, gj)$

VIII. $EP_8 = (B, cf, gj)$

Le terme (EP_7) propose que l'élite et la MP choisissent de se mobiliser contre le régime quand il offre l'accommodation et de ne pas se mobiliser quand il n'offre pas d'accommodation. C'est-à-dire que l'élite et la MP prennent la récompense du régime pour se mobiliser contre lui. Pour que (EP_7) et (EP_8) puissent être des équilibres parfaits, il faut que les joueurs remplissent d'abord la condition suivante de l'élite:

La condition pour l'élite :

(1) $\pi_1 \geqslant \pi_2 \Rightarrow x_E \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa+b}{\theta}$
(2) $\pi_5 \geqslant \pi_4 \Rightarrow x_E \leq \frac{\nu+\kappa+b}{\theta}$

Car $\alpha > 0$ $\Rightarrow$ Donc les termes (EP_7) et (EP_8) ne peuvent pas être des équilibres parfaits.

3.3. Analyse interprétative comparée

Nous supposons que le déterminant le plus important dans la décision du régime ainsi que dans celle des autres joueurs est la valeur de l'accommodation offerte par le régime (α) en prenant en considération les récompenses des révolutionnaires ($\boldsymbol{x_E}$) et ($\boldsymbol{x_M}$). Nous allons étudier la relation entre ces trois variables en supposant que les autres variables sont connus et constants et cela dans le but de capter l'effet de l'accommodation.

Si nous voulons interpréter les équilibres parfaits probables du jeu simultané, nous trouverons les interprétations suivantes :

1. Il y a des équilibres où l'élite et la MP se mobilisent quelque soit la décision du régime d'offrir une concession ou non
2. Pour que la MP se mobilise sans regarder les décisions des deux autres joueurs, elle doit remplir la condition (3.5)

Dans le but de faciliter l'analyse faisant la comparaison des trois jeux, nous avons préparé aux tableaux (3.1), (3.2) et (3.3) un résumé des conditions parfaites pour atteindre un équilibre probable dans chaque jeu.

Dans toutes les conditions existantes de ces tableaux, il y a toujours une comparaison entre deux côtés. Une comparaison est liée aux révolutionnaires et l'autre est déterminée par le régime. Le premier côté représente les bénéfices pouvant être récoltés par les révolutionnaires s'ils deviennent en mesure de renverser le régime répressif. Le deuxième côté représente les variables que le régime peut contrôler pour éviter une révolution populaire contre lui ou bien sa réussite dans le cas où elle se produit. De plus, il y a une seule chose qui puisse se déterminer par la nature, c'est la probabilité de réussite d'une révolution ce qui correspond à la probabilité que le régime puisse survivre après une révolution populaire contre lui. En fait, nous avons supposé que cette probabilité est connue par tous les joueurs et qu'en plus elle a la même valeur pour tous.

Les récompenses des révolutionnaires (x_E) et (x_M) sont aussi connues mais elles changent d'une période à l'autre et la valeur de ce changement est connue. En revanche, le

côté contrôlée par le régime inclus les variables suivants; la violence (ν), les mesures de rétorsion (κ), la récompense de neutralité (b) en plus de l'accommodation (α). Toutes ces dernières peuvent être augmentées ou diminuées par le régime au pouvoir selon ses intérêts dans le but d'éviter une révolution contre lui.

L'augmentation de la violence, les mesures de rétorsion et la récompense de neutralité peuvent quelquefois aider le régime à éviter les révolutions. Mais elles ne peuvent pas affecter la décision des autres joueurs dans le jeu simultané pour les équilibres (EP_{s2}) et (EP_{s6}). Elle ne peut pas affecter non plus la décision de la MP dans le jeu de l'élite pour les équilibres (EP_{e1}) et (EP_{e2}) pas plus que la décision de l'élite dans le jeu de la MP pour les équilibres (EP_{m1}) et (EP_{m2}). C'est pourquoi les conditions dans ces équilibres sont déterminées pas des limites minimums et autres maximums pendant que les variables susmentionnées existent dans les deux limites aux mêmes valeurs. La seule variable qui fait la différence entre les deux limites c'est la valeur de l'accommodation offerte par le régime.

La violence et les mesures de rétorsion peuvent maintenir, dans les trois jeux, les équilibres suivants; (EP_{s8}), (EP_{e6}) et (EP_{m6}). La récompense de neutralité peut contribuer à déterminer les positions de l'élite dans les équilibres du jeu de la MP.

En comparant les trois tableaux, nous notons que la violence et les mesures de rétorsion ainsi que la récompense de neutralité dans le jeu de la MP peuvent contribuer à la transition des joueurs dans les équilibres suivants; (EP_{s1}), (EP_{s5}), (EP_{e3}), (EP_{e3}), (EP_{m3}) et (EP_{m4}) aux équilibres (EP_{s8}), (EP_{e6}) et (EP_{m6}). C'est-à-dire que dans ces cas, le régime arrêtera l'accommodation qu'il offre et augmentera les valeurs des autres variables sus mentionnées.

L'augmentation de la violence ne peut pas déplacer les joueurs de tels équilibres où l'élite et la MP se mobilisent aux premiers deux équilibres de chaque tableau où la valeur de l'accommodation peut déterminer la décision des joueurs. La seule chose qui peut faire cette transition est l'augmentation de la valeur de l'accommodation de sorte que l'élite et la MP l'accepte et ne se mobilisent pas. Cependant, le régime ne peut pas offrir une accommodation infiniment.

Tableau (3.3) la résumé des conditions des équilibres du jeu simultané

Équilibre probable	Condition de la MD	Condition pour l'élite	Condition pour le régime
$EP_{s2} = (A, de, hi)$ $EP_{s2} = (A, NM, NM)$	$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_{\mathbf{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$	$\frac{\nu+\kappa}{\theta} \leq x_{\mathbf{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{s6} = (B, de, hi)$ $EP_{6} = (B, NM, NM)$	$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_{\mathbf{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$	$\frac{\nu+\kappa}{\theta} \leq x_{\mathbf{E}} \leq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{s1} = (A, ce, gi)$ $EP_{s1} = (A, MM, MM)$	$x_{\mathbf{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$	$x_{\mathbf{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\forall$
$EP_{s5} = (B, ce, gi)$ $EP_{s5} = (B, MM, MM)$	$x_{\mathbf{M}} \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$	$x_{\mathbf{E}} \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\forall$
$EP_{s8} = (B, df, hj)$ $EP_{s8} = (B, NN, NN)$	$x_{\mathbf{M}} \leq \frac{\nu}{\theta}$	$x_{\mathbf{E}} \leq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$	$\forall$
$EP_{s3} = (A, cf, gj)$ $EP_{s3} = (A, MN, MN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{s4} = (A, df, hj)$ $EP_{s4} = (A, NN, NN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{s7} = (B, cf, gj)$ $EP_{s7} = (B, MN, MN)$	Pas d'équilibre		

Source : préparé par le chercheur

Tableau (3.4) la résumé des conditions des équilibres du jeu de l'élite

Équilibre probable	Condition de la MD	Condition pour l'élite	Condition pour le régime
$EP_{e1} = (A, de, hi)$ $EP_{e1} = (A, NM, NM)$	$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$	$x_E \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$	$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{e2} = (B, de, hi)$ $EP_{e2} = (B, NM, NM)$	$\frac{\alpha+\nu}{\theta} \geq x_M \geq \frac{\nu}{\theta}$	$x_E \geq \frac{\nu+\kappa}{\theta}$	$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{e3} = (A, ce, gi)$ $EP_{e3} = (A, MM, MM)$	$x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$	$x_E \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\forall$
$EP_{e4} = (B, ce, gi)$ $EP_{e4} = (B, MM, MM)$	$x_M \geq \frac{\alpha+\nu}{\theta}$	$x_E \geq \frac{\alpha+\nu+\kappa}{\theta}$	$\forall$
$EP_{e6} = (B, df, hj)$ $EP_{e6} = (B, NN, NN)$	$x_M \leq \frac{\nu}{\theta}$	$\forall$	$\forall$
$EP_{e5} = (A, df, hj)$ $EP_{e5} = (A, NN, NN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{e7} = (A, cf, gj)$ $EP_{e7} = (A, MN, MN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{e8} = (B, cf, gj)$ $EP_{e8} = (B, MN, MN)$	Pas d'équilibre		

Source : préparé par le chercheur

Tableau (3.5) la résumé des conditions des équilibres du jeu de la MP

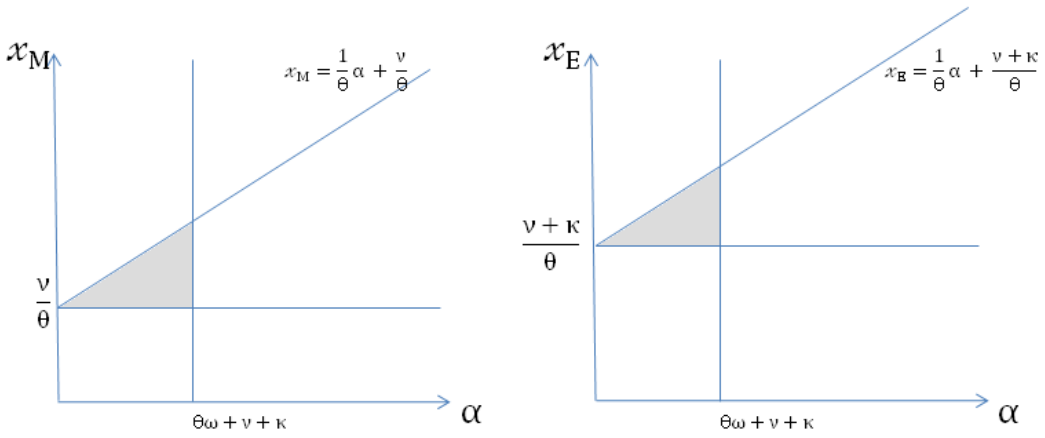
Équilibre probable	Condition de la MD	Condition pour l'élite	Condition pour le régime
$EP_{m1} = (A, de, hi)$ $EP_{m1} = (A, NM, NM)$	$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$	$\frac{\alpha + \nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta} \geq x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta}$	$\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{m2} = (B, de, hi)$ $EP_{m2} = (B, NM, NM)$	$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\nu}{\theta}$	$\frac{\alpha + \nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta} \geq x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta}$	$\alpha \geq \theta\omega + \nu + \kappa$
$EP_{m3} = (A, ce, gi)$ $EP_{m3} = (A, MM, MM)$	$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$	$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta}$	$\forall$
$EP_{m4} = (B, ce, gi)$ $EP_{m4} = (B, MM, MM)$	$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$	$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta}$	$\forall$
$EP_{m6} = (B, df, hj)$ $EP_{m6} = (B, NN, NN)$	$\forall$	$x_{\mathrm{E}} \leq \frac{\nu + \kappa + \mathrm{b}}{\theta}$	$\forall$
$EP_{m5} = (A, df, hj)$ $EP_{m5} = (A, NN, NN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{m7} = (A, cf, gj)$ $EP_{m7} = (A, MN, MN)$	Pas d'équilibre		
$EP_{m8} = (B, cf, gj)$ $EP_{m8} = (B, MN, MN)$	Pas d'équilibre		

Source : préparé par le chercheur

Alors que nous nous concentrerons sur l'effet de l'accommodation offerte par le régime dans le but d'éviter les révolutions et aussi pour mieux comprendre les équilibres, nous représenterons un parmi eux, l'équilibre (EP_{s2}), par des graphiques. Pour cela, nous fixerons les valeurs des variables suivants : ν, κ, b et θ tout en laissant (α) comme variable indépendante et (x_E) et (x_M) comme variable dépendante. Nous convertirons les inégalités aux équations pour obtenir les équations suivantes :

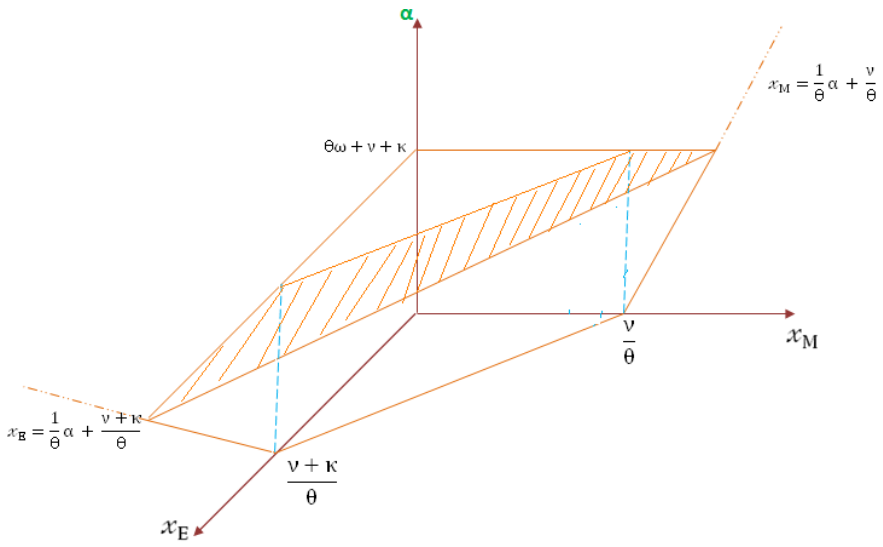
- $x_M = \frac{\nu}{\theta}$ …….. Constant
- $x_M = \frac{1}{\theta}\alpha + \frac{\nu}{\theta}$
- $x_E = \frac{\nu+\kappa}{\theta}$ …….. Constant
- $x_E = \frac{1}{\theta}\alpha + \frac{\nu+\kappa}{\theta}$
- $\alpha = \theta\omega + \nu + \kappa$ …….. Constant

Figure (3.6) : L'équilibre (EP_{s2}) du jeu simultané



Les zones de l'équilibre (EP_{s2}) pour les deux joueurs sont en gris. Le graphique peut illustrer les conditions de cet équilibre. Aussi, nous pouvons représenter cet équilibre sur un graphique à 3 dimensions (3D) pour illustrer le jeu simultané de trois joueurs.

Figure (3.7) : L'équilibre (EP_{s2}) du jeu simultané graphique 3D



La zone de l'équilibre (EP_{s2}) est sous la forme d'un prisme limité par les lignes des conditions de chaque joueur. En fait, c'est difficile de représenter les autres équilibres sur un graphique 3D.

L'équilibre (EP_{s2}) du jeu simultané représente le cas où le régime donne une accommodation qui peut éviter une révolution. Dans ce cas les deux joueurs, l'élite et la masse publique, acceptent l'accommodation présentée par le régime. C'est le cas qui illustre comment un régime répressif peut éviter une révolution contre lui en offrant des concessions au peuple. Cependant, le régime ne peut pas offrir une accommodation illimitée. La condition ($\alpha \leq \theta\omega + \nu + \kappa$) montre la valeur maximum de l'accommodation qui peut être offerte par le régime. Pour interpréter la condition précédente, nous prenons en considération les notes suivantes :

- Si la probabilité de réussite de la révolution est grande, le régime, afin d'apaiser à la fois l'élite et la MP, sera motivé à offrir un plus haut niveau de concession.
- La valeur de l'accommodation ne peut pas dépasser une limite représentée par une portion des bénéfices récoltés par le régime s'il reste au pouvoir, en plus des bénéfices obtenus par la violence et les mesures de rétorsion contre les révolutionnaires. La question soulevée ici est pourquoi ces deux derniers items

agissent pour augmenter la limite de l'accommodation. Nous pouvons noter l'effet négatif sur le régime par l'utilisation de la violence contre les opposants. Quand le régime utilise plus de violence, il sera obligé d'offrir plus d'accommodation pour apaiser les masses par la suite.

- D'autre part, pour que le régime puisse augmenter l'effet de l'accommodation visant à éviter la révolution, cette accommodation doit parfois dépasser les valeurs de la violence et les mesures de rétorsion exercées contre l'élite et la MP.
- Une autre conséquence de la valeur plus grande accordée à la violence est que le régime serait obligé d'augmenter la limite maximum de l'accommodation afin d'éviter une révolution. D'autre part, lorsque le régime fait appel a plus de violence, la politique d'offrir des concessions devient plus cher.
- Si la valeur de l'accommodation nécessaire pour éviter la révolution est plus grande que la limite mentionnée, il n'est pas rationnel que le régime offre une concession. C'est pourquoi la concession dans ce cas ne fonctionne pas pour arrêter le mouvement populaire. Dans ce cas, nous arrivons à l'équilibre (EP_6) où le régime adopte la politique de ne pas offrir des concessions. Puis si la probabilité (θ) est grande, demeurer au pouvoir devient très difficile avec la politique mentionnée.
- Une grande valeur de (ω) donne le régime une plus grand marge de manœuvre et de prise de décision en utilisant la politique d'offre de concessions.
- Dans certains cas, le régime pourrait être obligée à offrir des concessions plus grandes que ceux dont il est en possession surtout quand la probabilité (θ) est grande. Par conséquent, le régime aura recours à l'utilisation des ressources de l'État ou l'emprunt de l'étranger.
- Si le régime a la conviction qu'il peut supprimer la révolution par la violence, il n'offrira pas de concessions.

3.4. Analyse empirique appliqué sur les pays arabes

Nous essayons ici d'appliquer les trois cas que nous avons déjà analysés dans ce chapitre sur les révolutions arabes.

La plupart des révolutions dans le monde moderne ont éclatée après que l'élite sociale avec une idéologie propre à elle, soit appelée à protester contre les régimes au pouvoir. Toutefois, le rôle de l'élite dépend à l'origine de sa capacité à mobiliser les masses. Il dépend aussi de la représentativité de ces élites par rapport aux secteurs importants de la population. Comme nous l'avons vu dans l'analyse du deuxième cas où l'élite fait appel à des manifestations, elle dépend de l'information disponible précisant les chances qu'un régime possède à survivre dans le cas où une révolution se mobilise contre lui, sur l'ampleur de la violence prévu mais avant tout, sur la réponse anticipée des masses face aux appels du mouvement populaire.

Pour appliquer l'analyse du troisième cas sur le monde arabe et les révolutions qu'il a connu, il faut connaitre le rôle de l'élite opposant au sien de la société arabe et cela surtout dans les pays qui ont connu des soulèvements populaires. Certes que les régimes arabes au pouvoir ont essayé d'attirer une élite avec une représentativité populaire en même temps qu'ils ont écrasé l'opposition dans le pays; il y a toujours beaucoup de gens qui sont affectés par le discours de l'élite à l'opposition. Notamment, nous retrouvons souvent une élite islamique en raison de sa grande influence chez les partisans.

Étant donné que la première étincelle des soulèvements arabes a commencé en Tunisie, nous notons que l'élite dans ce cas n'a pas joué de rôle important pour mobiliser la population et en bout de ligne, l'élite s'est rejoint aux manifestations populaires. La situation de la Tunisie donc, est entièrement compatible avec le troisième cas de notre analyse. L'événement stochastique qui a motivé le peuple tunisien à manifester contre le régime de Bin Ali fut l'auto-immolation de Mohammad Bouzizi. C'est par la suite que l'élite s'est rejointe au mouvement populaire tout comme le chef de l'armée tunisienne qui a refusé de tirer sur les manifestants. Il est possible que se dernier soit considéré comme un dissident selon ce que nous avons présenté dans le premier chapitre de cette étude. L'élite opposante

devait attendre une occasion comme ce soulèvement populaire pour étudier ses options révolutionnaires.

Nous devons admettre ici que le choix révolutionnaire dans le monde arabe fut presque impossible. En tenant compte de la réalité arabe avant la révolution tunisienne nous sommes de l'avis que le sentiment dominant chez les masses et l'élite arabe fut l'abandon d'espoir à changer les régimes au pouvoir. C'est-à-dire que la probabilité de réussite d'une révolution contre ces régimes fut très petite($\theta \approx 0$). Bien que les avantages anticipées des révolutionnaires (x_{E}) et (x_{M}) dans le monde arabe sont très grands, ils ne peuvent pas surmonter l'effet de la force et de l'horreur préconisé par les régimes. Pour l'élite, l'appel aux manifestations contre le régime était suicidaire parce que les représailles prévues étaient très grandes $\kappa \longrightarrow \infty$ ($\infty = \text{la mort}$). La révolution était presque impossible malgré le fait que l'accommodation présentée par le régime était très petite $\alpha \to 0$ et que la violence exercée contre toute l'élite et la masse publique était très grande. Le fait que $\alpha \to 0$ dans la plupart du monde arabe renforce l'idée que les régimes sont forts augmentant ainsi la probabilité θ. Puisque (x_{E}) et (x_{M}) étaient très grands[1], il était prévu que n'importe quelle baisse de θ augmentait de beaucoup la probabilité d'une révolution.

En raison de ce mouvement populaire vers une révolution, cette dernière fut un jeu simultané entre l'élite et la MP qui demeurait à l'équilibre EP_8 dans ce jeu simultané. Cet équilibre signifie que toute l'élite et la MP prenne une décision concertée à ne pas se mobiliser contre le régime au pouvoir à cause du risque d'une grande violence et de répression et de la forte probabilité que le régime puisse survivre une révolution.

Retournons à la situation de la Tunisie. Quand la MP s'est révoltée dans le pays, l'élite de l'opposition devait seulement se fier sur la probabilité θ et sur la violence prévue. Avant la mobilisation populaire, l'élite ne se souciait pas de la probabilité que les gens se mobilisent

[1] Les récompenses prévues suite à une chute de régime ($\boldsymbol{x_{\mathrm{E}}}$) et ($\boldsymbol{x_{\mathrm{M}}}$) sont très grandes dans la plupart des pays arabes où les peuples vivaient sous le joug de tyrannie pendant des décennies. Ceci a donné l'impression aux peuples arabes que la disparition de ces régimes ouvrait des portes de paradis pour eux. Nous pouvons confirmer que ($\boldsymbol{x_{\mathrm{E}}}$) et ($\boldsymbol{x_{\mathrm{M}}}$) étaient grands en Égypte, en Libye, en Syrie et en Tunisie.

parce que cette probabilité dépendait d'un processus stochastique. Donc elle n'avait qu'à attendre la mise en œuvre de l'événement et de s'impliquer par la suite.

L'accommodation (α) offerte par le régime tunisien était très petite tout comme celle des autres régimes arabes. Elle était petite non seulement pour l'élite mais aussi pour les masses. Cette accommodation n'a pas pu éviter la révolution, donc la Tunisie était à l'équilibre du jeu de la MP. Le terme EP_3 propose que le régime décide d'offrir une accommodation pendant que les deux autres joueurs choisissent de se mobiliser contre lui. Dans le cas de la Tunisie, les conditions suivantes étaient remplies :

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + b}{\theta}$$

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$$

La situation où $\alpha \to 0$ augmentait la probabilité que l'élite se joint aux manifestants. En Tunisie, l'accommodation offerte était presque nulle pour l'opposition islamique. La plupart de l'élite islamique vivait à l'extérieure de la Tunisie en raison du déplacement forcé mis en place par le régime. Dans les deux conditions précédentes il semble que si le régime de Bin Ali augmentait la valeur de l'accommodation, il pouvait acheminer le jeu vers l'équilibre EP_1 là où il pouvait éviter la révolution si l'accommodation était bonne. En fait, il pouvait agir ainsi parce que la valeur des avantages du régime venant de l'exploitation du pouvoir (ω) fut très grande.

L'accommodation était petite malgré le fait que la Tunisie a pu réaliser des bonnes avances au niveau du développement humain mais cela n'était pas favorable ni pour l'opposition ni pour des régions éloignées où les protestations ont commencé dans le pays. Nous pouvons donc confirmer que (α) pour la MP était petite elle aussi. Après le soulèvement, deux facteurs ont fait diminuer la violence et la probabilité (θ); (1) les prises de position internationales et la réaction rapide des pays puissants. (2) la dissidence du chef de l'armée tunisienne. Cette dissidence a fait diminuer non seulement la probabilité (θ) mais aussi la valeur de la violence effectuée par le régime (ν).

Pour la récompense de la neutralité (b), l'élite ne s'attendait pas que le régime essaye d'attirer l'élite parce que le régime n'avait pas montré des signes de rapprochement avec l'opposition. De plus, il n'y avait que 30 jours des manifestations avant que la président Bin Ali dégage et ce lapse de temps était trop court pour avoir des négociations entre le régime et l'élite.

Avant la révolution, le régime a essayé de supprimer l'opposition. Après la fin des manifestations, le régime utilisait intensivement la violence mais cela n'a pas duré longtemps dû à la dissidence du chef de l'armée tunisien. Donc la valeur de (ν) n'était pas grande pendant le mois de la révolution en Tunisie.

Dans le cas où ν, α et b ne sont pas élevés, l'élite ne dépend que du dénominateur. Avant la révolution, la valeur de (θ) était presqu'à zéro mais après la révolte de la masse public tunisienne la probabilité que le régime puisse survivre pour l'élite avait beaucoup diminué. C'est la raison pour laquelle l'élite avait participé pleinement dès les premiers moments de la révolution. Les résultats (x_{E}) qu'elle avait obtenus après la révolution donnent l'impression qu'elle avait bien calculé sa prise de décision. L'opposition la plus touchée par la répression du régime tunisien a formé le gouvernement en Tunisie, soit l'opposition islamique représentée par le mouvement Alnahda ou l'opposition laïque représentée par le parti du nouveau président Almarzouki.

Le régime ne comptait pas pour une mobilisation populaire opposante parce qu'il essayait d'augmenter (θ) tout en donnant l'impression qu'il est très fort. Donc, il ne comptait pas ni par le fait que l'élite se joigne à une mobilité populaire ni par le fait que les gens se mobilisent contre le régime après l'offre d'accommodation(α). Cela signifie que le choix entre offrir ou ne pas offrir d'accommodation du point de vue du régime est égal. Mais après la fin de la révolution, le régime avait donné un compromis qui n'avait pas porté fruit parce que le compromis est venu au moment où la valeur de (θ) était très grande.

La révolution tunisienne a réussit et les joueurs ont pu obtenir les paiements suivants $(\mathbb{U}_{\mathrm{R}}, \mathbb{U}_{\mathrm{M}}, \mathbb{U}_{\mathrm{E}}) = (-\nu - \kappa,\ x_{\mathrm{E}} - \nu - \kappa,\ x_{\mathrm{M}} - \nu)$. Le régime a perdu le pouvoir et a payé les coûts de la violence, la masse public s'attend que le nouveau gouvernement met en œuvre les

réformes économiques, politiques et sociales. L'élite qui avait été pourchassée par le régime, est devenue le nouveau régime. Nous pouvons conclure que la récompense de l'élite (x_{E}) arrive à court terme alors que celui de la MP arrive dans le moyen ou le long terme.

Avant d'analyser la situation de l'Égypte, nous parlerons du cas du Bahreïn où l'élite a fait appel aux manifestations. Au Bahreïn, l'élite opposante joue un grand rôle chez la masse publique par rapport aux autres pays du golfe arabe. Dans ces pays, la plupart de l'élite est sympathisante avec les régimes ou bien elle obtient des accommodations satisfaisantes de la part des régimes. En autres, une grande partie de l'élite religieuse considère que les rebellions contre le roi soient un tabou. Par contre, le facteur sectaire au Bahreïn joue un rôle dans la pensée politique de l'élite. La perception dominante au Bahreïn est d'un pays où la majorité de la population chiite est gouvernée par une classe politique sunnite. Donc, la plupart de l'opposition appartient à la communauté chiite. L'accommodation (α) est relativement grande au Bahreïn comme aux autres pays de golfes mais elle n'est pas satisfaite pour l'opposition.

Les pays du golfe sont des pays producteurs de pétrole et considérés relativement propères. Ils essayent toujours à dépenser envers leurs peuples pour augmenter la valeur (α). Pour l'élite cependant, l'accommodation n'est pas seulement un bon niveau de vie mais aussi une liberté et un partenariat politique à diriger le pays. C'est très claire au niveau de Bahreïn depuis que l'opposition chiite possède un grand bloque politique dans le parlemente bahreïnien tout en demandant plus de participation dans la prise de décision.

Le soulèvement bahreïnien est le plus compatible avec la deuxième situation du modèle parce que l'élite opposante au Bahreïn a un grand effet sur les masses. Après la chute des régimes dans la Tunisie et l'Égypte, la probabilité $(1-\theta)$, que le régime bahreïnien survive suite à une révolution contre lui, a diminué chez l'élite comme chez les masses. Comme le cas du Bahreïn implique que le gouvernement offre une accommodation et que l'élite fasse appel aux manifestations, nous nous trouvons dans l'équilibre EP_3 du jeu de l'élite. Donc, la condition dans laquelle la masse publique se mobilise est la suivante :

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$$

Le facteur le plus important pour les masses bahreïniens et l'appel de l'élite. Nous connaissons que dans ce cas, le jeu commence après l'appel provenant de l'élite. Donc, la MP dépend de la probabilité (θ). Plus précisément, il dépend de l'information que le régime bahreïnien donnant l'accommodation (α) puisse survivre après une révolution contre lui $(1 - \theta)$. Nous avons dit que (θ), c'est à dire la probabilité de réussite d'une révolution bahreïnienne, avait augmenté après la réussite des révolutions en Tunisie et en Égypte. À partir de là, le dénominateur de l'inégalité est devenu plus près du chiffre 1. Cela augmente la probabilité que la MP se mobilise en tenant compte seulement sur l'accommodation reçue (α) et sur la violence actuelle (ν) et peut être appliquée comme tel après la mobilisation.

La violence exercée par le régime bahreïnien ne peut pas être comparée à celle exercée dans les autres pays arabes comme la Tunisie, l'Égypte, la Lybie ou la Syrie. Également, l'accommodation reçue par l'opposition au Bahreïn ne peut être comparée à celle des pays mentionnés. Cependant, le peuple bahreïnien, particulièrement la population chiite, demande plus et il est toujours prêt à répondre à chaque appel de son élite pour aller manifester. Nous pouvons confirmer donc que la probabilité où les gens se révoltent dans le cas où l'élite se mobilise et que la probabilité que le régime offre une compromis (α) est grande dans le cas de Bahreïn. Cela donne à l'élite de l'opposition l'avantage de ne pas avoir à penser beaucoup au risque relié à se mobiliser seul ou ni aux mesures de rétorsion (k) selon l'inégalité suivante qui illustre la condition où l'élite se mobilise et fait appel aux gens pour se mobiliser;

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta}$$

L'élite opposante au Bahreïn a la flexibilité de mobiliser et d'appeler les gens à se mobiliser parce elle est presque assurée de la réponse positive des masses. De cette façon elle peut éviter ou au moins minimiser les mesures de rétorsion du régime (k). En fait, la pensée politique chiite d'après l'Imam Khomeiny établit la dépendance des masses chiites face aux forces élites de façon plus marquée que les autres sectes islamiques. Bien que l'opposition bahreïnienne essaye de prendre ses distances avec la pensée de Khomeiny,

l'effet de la discipline sectaire apparaît dans les slogans soulevés dans les manifestations. Donc (k→0) et après les soulèvements arabes ($\theta \to 1$).

De ce qui précède, la décision de l'élite dépend seulement de la violence exercée (ν) et l'accommodation reçue (α) en plus que de la probabilité (θ). La violence exercée par le régime bahreïnien n'est pas grande par rapport à d'autres pays arabes. Elle a pu affecter la décision de l'élite avant la vague des révolutions arabes quand la probabilité (θ) était petite. Bien que l'opposition politique au Bahreïn a un niveau raisonnable - (toujours par rapport à d'autres pays comme la Tunisie, la Syrie et la Lybie) - de liberté politique et de participation parlementaire, elle maintien toujours qu'elle n'a pas encore obtenu ses droits selon sa représentation populaire. Nous pouvons donc dire que l'accommodation (α) n'est pas minime mais elle n'est pas satisfaisante pour l'élite.

Les soulèvements ont sauté d'un pays arabe à l'autre comme une traînée de poudre en diminuant la probabilité que les autres régimes survirent suite à une révolution locale. C'est pourquoi l'élite opposante au Bahreïn ainsi que la MP n'ont pas tardé à la prise de la décision de se mobiliser tout en attendant des bons rendements (x_{E}) et (x_{M}).

Avant le "printemps arabe", le régime bahreïnien a choisi d'offrir un compromis pour diminuer la probabilité que l'élite se mobilise après l'offre d'accommodation (α) et en prenant en considération le système d'information disponible ainsi que la probabilité que les gens se révoltent dans le cas où l'élite se mobilise et que le régime offre un compromis (α). Mais après le déclanchement de la révolution bahreïnien, il n'a pas eu d'autre solution que d'augmenter la violence exercée contre le mouvement opposant ou d'augmenter l'accommodation offert. En fait, le régime Bahreïnien a essayé d'offrir des concessions supplémentaires ou des réformes qui ne touchaient pas le noyau du régime en même temps qu'il a renforcé l'utilisation de la violence contre les manifestations en demandant de l'aide du « Peninsula Shield Force » représenté par les troupes de l'Arabie Saoudite et des États Arabes Unis.

Jusqu'au présent, le régime bahreïnien a pu éviter la chute par l'utilisation d'un mélange de la violence et des concessions. En même temps, nous ne pouvons dire que la révolution a

échoué compte tenu que les manifestations contre le régime sont toujours en cours. L'équilibre entre le régime et les révolutionnaires restera en place jusqu'au moment qu'un joueur quitte le jeu.

En Égypte, la révolution populaire a commencé dans les rues et ensuite l'élite a rejoint les manifestations. Ce qui est différent dans le cas d'Égypte est qu'il y a une grande partie de la masse publique qui attend un appel de l'élite. Les dirigeants des parties et des mouvements de l'opposition ont un impact majeur sur la mobilisation populaire surtout sur les adeptes des mouvements religieux islamiques et chrétiens ainsi que sur les partisans des parties opposants laïques. Donc, le cas d'Égypte soulève les deux dernières situations de notre analyse; la masse publique s'est mobilisée en premier en ensuite l'élite s'est joint aux manifestations et a fait appel à ses partisans pour manifester contre le régime. Cet appel de l'élite a augmenté de beaucoup la mobilisation dans les rues surtout dans la place Tahrir. Donc, la révolution égyptienne peut être considérée comme un jeu simultané.

Nous pouvons utiliser le modèle pour interpréter le printemps arabe avant et pendant les soulèvements. Pour la situation où la masse publique se mobilise sans aucun appel, elle attend que l'élite et les dissidents se joignent à la mobilisation. Si nous voulons analyser la révolution égyptienne dans le cadre des deux derniers cas de notre étude, nous pouvons dire qu'avant le mouvement populaire, l'élite ne soucie pas de la possibilité que les gens se mobilisent parce que cette possibilité dépend d'un processus stochastique. Elle n'a qu'à attendre la mise en œuvre de l'événement et puis elle commence à jouer. La mort de Khaled Saïd peut être considérée comme l'événement stochastique qui a déclenché la révolution égyptienne en mobilisant les jeunes égyptiens. Sa mort, dont les causes sont encore officiellement discutées, survient après son arrestation par la police. Peu après, les photos de son visage défiguré sont diffusées sur les réseaux sociaux d'Internet, laissant penser ou prouvant qu'il a été battu à mort par la police égyptienne. Un groupe Facebook est créé par un informaticien de Google, Wael Ghonim, "Nous sommes tous des Khaled Saïd", attire l'attention sur les circonstances de sa mort et contribue à accroître le sentiment de mécontentement dans les mois et les semaines qui conduisent à la révolution.

Nous supposons que la cyber-mobilisation est un genre de mouvement populaire mais en même temps les activistes de l'internet font une partie de l'élite. Donc nous commencons à examiner le cas de l'Égypte dans le cadre de la première situation où la MP et l'élite déclenchent le soulèvement simultanément. Dans ce cas, et parce que le régime égyptien offrait une accommodation au peuple, avant la révolte nous nous trouvons dans l'équilibre (EP_2) du jeu simultané. La condition pour que l'élite égyptienne se mobilise est exprimée par l'inégalité qui suit. Elle se mobilise si les paramètres tombent sous ou passent au dessus des limites tel qu'illustré ici.

$$\frac{\nu + \kappa}{\theta} \leq x_E \leq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta}$$

La mobilisation sur internet a commencé en Égypte avant la Tunisie mais pourquoi ce soulèvement a-t-il tardé à démarrer seulement au 25 janvier, 2011? Avant le "Printemps Arabe", la probabilité que le régime égyptien puisse survivre à la suite d'une révolution contre lui $(1 - \theta)$ était très grande; autrement dit, la probabilité de réussite d'une révolution contre le régime égyptien était très petite ($\theta \rightarrow 0$). Donc, il était presque impossible pour que les deux joueurs se rendent à l'équilibre (EP_1) du jeu simultané où les conditions furent favorables pour que les deux joueurs se mobilisent selon les inégalités suivantes.

$$x_E \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa}{\theta}$$

$$x_M \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$$

En même temps que la probabilité (θ) était très petite, le numérateur des inégalités était grand parce que le régime en Égypte appliquait les deux procédures suivantes en même temps :

1. Il exerçait la violence (ν) pour intimider l'opposition surtout l'opposition islamique.
2. Il offrait une accommodation ($\boldsymbol{\alpha}$) à l'opposition sous la forme d'une augmentation de liberté d'expression. Cette accommodation cependant fut très minime pour la MP.

Après le début de la révolution égyptienne et après le succès de la révolution tunisienne, la probabilité (θ) a augmenté fortement et les joueurs se sont trouvés dans l'équilibre (EP_1) du jeu simultané. Par conséquent, l'élite et la MP n'ont pas hésité avant de se mobiliser surtout lorsqu'on prend en considération que les résultats prévus par l'élite et par la MP après la chute du régime(x_E) et (x_M) étaient très grands de sorte que les opposants ne se fiaient pas beaucoup à la violence ou à l'accommodation. En fait, la violence exercée contre les manifestants n'était pas puissante parce que l'armée égyptienne était neutre.

Afin d'analyser le processus de la prise de décision des masses égyptiennes, nous devons les diviser en trois classes;

1) Les masses qui se sont mobilisés simultanément avec l'élite.
2) Les masses qui se sont mobilisés suite à l'évènement stochastique.
3) Les masses qui ont attendu l'appel de l'élite pour se mobiliser.

Chacune de ces classes occupe une grande partie du peuple égyptien et affecte fortement le résultat du mouvement populaire. La première classe a démeuré avant la révolution dans l'équilibre (EP_2) du jeu simultané et après la révolution tunisienne, elle a sauté à l'équilibre (EP_1) du même jeu.

Pour la deuxième classe, la mort de Khaled Saïd était l'événement stochastique qui à mobilisé les masses à manifester dans les rues et sur Internet contre le régime de Moubarak. Cette classe a sauté de l'équilibre (EP_1) du jeu de la MP avant la révolution à l'équilibre (EP_3) du même jeu après la révolution.

La troisième classe est représentée par les adeptes des Frères Musulmans, les Salafistes et quelques partis laïques organisés. Cette classe a sauté de l'équilibre (EP_1) du jeu de l'élite avant la révolution à l'équilibre (EP_3) du même jeu après la révolution.

L'accommodation (α) offerte par le régime égyptien vers la masse public était très petite. Ceci devient évident si nous tenons compte du niveau de développement, de la mauvaise répartition des revenus, du taux de pauvreté et du taux de chômage. Le mouvement

sur Internet n'a pas changé significativement la probabilité (θ). Mais lors des manifestations du 25 janvier, trois facteurs l'ont l'augmenté;

1. Le succès de la révolution populaire en Tunisie.
2. Les positions internationales et la réaction rapide des pays puissants.
3. La neutralité de l'armée égyptienne et son engagement à protéger le peuple et les institutions de l'état. Cette neutralité a augmenté la probabilité (θ) en même temps qu'elle a diminué la valeur de la violence (ν) effectuée par le régime.

Le régime égyptien ne comptait pas sur une mobilité populaire opposante parce qu'il essayait de diminuer la probabilité (θ) en donnant l'impression qu'il était très fort. Donc il ne comptait pas sur la possibilité que l'élite se joigne à une mobilité populaire ni sur la possibilité que les gens se mobilisent contre lui suite à une offre d'accommodation (α). Cela signifie que pour le régime égyptien avant le printemps arabe, le fait de ne pas offrir de compromis était un meilleur choix que d'en offrir un. Autrement dit, l'équilibre (EP_1) et l'équilibre (EP_5) du jeu simultané étaient indifférents pour le régime. Mais après la déclanchement de la révolution, le régime a essayé d'offrir un compromis mais cela n'a pas porté fruit parce que le compromis ou la concession est venu au moment où la probabilité (θ) était très grande.

Dans le cadre de notre analyse de cette recherche, nous pouvons préciser que la mobilisation des gens dans un pays arabe a contribué pour augmenter la probabilité qu'un autre peuple arabe se mobilise dans un autre pays. Cela signifie que la révolution dans un pays arabe diminue la probabilité que les régimes dans les autres pays puissent survivre. En outre, la chute d'un régime dans un pays arabe suite à une révolution populaire augmente la probabilité(θ) qu'une révolution soit réussit dans un autre pays après à une mené par son peuple.

Une analyse similaire peut être appliquée sur d'autres pays arabes qui ont connu des révolutions comme le Yémen, la Lybie et la Syrie.

Le tableau suivant fait un sommaire des points discutés jusqu'à maintenant.

Tableau (3.6)
La classification des pays arabes qui ont eu des révolutions
selon le cas le plus compatible de notre analyse.

Le pays	Le jeu compatible
Bahreïn	Le jeu de l'élite
Égypte	Le jeu simultané
Libye	Le jeu de la MP
Syrie	Le jeu de la MP
Tunisie	Le jeu de la MP
Yémen	Le jeu simultané

Source : Tableau préparé par le chercheur

Finalement, comment est-ce que le modèle peut interpréter la continuité de la révolution syrienne? Et dans quel équilibre se trouvent les trois joueurs?

La révolution syrienne a commencé dans la rue sans aucun appel de la part de l'élite opposante qui s'est joint au mouvement par la suite. Bien que le régime syrien a essayé pendant 50 ans d'écraser et de marginaliser l'opposition et d'éloigner celle-ci de son élite, le peuple syrien à tout de même commencer à reproduire son élite à nouveau.

Avant la révolution, l'équilibre dominant était (EP_6) du jeu de la MP ce qui signifie que ni l'élite ni la MP se mobilise au moment où le régime n'offre pas d'accommodation. La MP garde le silence parce qu'elle sait que la condition qui empêche l'élite à se mobiliser est toujours remplie;

$$x_E \leq \frac{\nu + \kappa + b}{\theta}$$

Bien que (x_E) est grand, le côté droit de l'inégalité fut très grand avant la révolution car la probabilité de réussite de la révolution était petite de sorte qu'aucune personne dans la

population pensait à une révolution et à sa réussite. En autre, le régime avait préconisé l'utilisation de la violence et de la vengeance contre toute personne qui s'opposait à lui. Il a aussi pu influencer les parties de l'opposition en leur offrant des bénéfices (b).

Après les révolutions arabes, la probabilité de réussite (θ) en Syrie a augmenté alors que les masses se sont mobilisées pour ensuite entraîner la participation de l'élite. Le jeu s'est déplacé de l'équilibre (EP_6) à l'équilibre (EP_4) puis à l'équilibre (EP_3) du jeu de la MP. Alors même que les deux derniers équilibres soient indifférents pour le régime, ce dernier avait offert des nouvelles concessions afin de déplacer le jeu vers l'équilibre (EP_1) mais jusqu'à présent, il n'a pas réussit. C'est pourquoi les conditions suivantes sont toujours comblées ce qui est surprenant;

$$x_{\mathrm{E}} \geq \frac{\alpha + \nu + \kappa + b}{\theta}$$

$$x_{\mathrm{M}} \geq \frac{\alpha + \nu}{\theta}$$

Bien que la violence (ν) et les mesures de rétorsion (κ) exercée par le régime syrien sont en augmentation de jour en jour de sorte que ($\kappa \to \infty$) ($\nu \to \infty$) signifiant la massacre de la population, le mouvement populaire est toujours en cours. La probabilité (θ) augmentait de jour en jour mais l'augmentation a été limitée par le soutien militaire et politique de la Russie, de la Chine et de l'Iran vers le régime syrien.

Ici nous soulevons la question : « Comment le peuple syrien peut poursuivre sa révolution lorsque les côtés droits des deux inégalités précédentes tendent vers l'infini? » En d'autres mots, « Est-ce que les bénéfices (x_{E}) et (x_{M}) du peuple syrien tendent vers l'infini? »

Certes que le régime syrien essaye d'augmenter le côté droit des inégalités en augmentant la violence et la vengeance et en déployant la mort partout dans le pays, cependant le peuple syrien continue sa révolution parce que pour lui, la côté gauche des inégalités est plus grand que la vie. Nous pouvons trouver une interprétation dans un slogan

déposé depuis le début de la révolution syrien, « La mort et pas l'humiliation ». Donc, la condition qui contrôle la mobilisation du peuple syrien peut être formulé par l'inégalité (la dignité > la mort). C'est dans cette inégalité que le peuple syrien décide de continuer sa révolution.

CONCLUSION :

Dans ce chapitre, nous avons analysé la rationalité des révolutions en utilisant la théorie du jeu. L'analyse a traité de trois cas en fonction du moment de la prise de décision de chacun des 3 joueurs mais principalement de l'élite et la de masse publique. Nous avons appelé le premier cas où ces deux derniers décident simultanément de s'impliquer dans la cause révolutionnaire "le jeu simultané". "Le jeu de l'élite" a représenté le cas où la masse publique attend la décision de l'élite pour prendre une décision à son tour. Alors que le cas contraire a porté le nom "le jeu de la masse publique". L'analyse avait comme but de trouver les conditions en vigueur qui sont déterminants dans la décision de chacun des joueurs, d' interpréter ces conditions et ensuite de les appliquer dans le cas des révolutions arabes.

Nous concluons avec les résultats suivants :

- Les régimes dictateurs peuvent éviter des révolutions contre eux en offrant des concessions au peuple mais il y a toujours des limites à ces concessions.

- La violence et la répression exercée par le régime contre les opposants peuvent éviter quelquefois les mouvements populaires qui visent à changer le statu quo mais elles comportent des risques et pour la société et pour le régime.

- La mobilisation de l'élite et de la masse publique n'est pas toujours rationnelle du point de vu économique. La révolution syrienne donne un exemple d'une mobilisation qui agit contre les lois de l'économie.

- Il était possible pour les régimes arabes d'éviter les révolutions contre eux en offrant des concessions envers leurs peuples.

CONCLUSION :

Dans le dernier chapitre, nous avons analysé la rationalité des révolutions en utilisant la théorie du jeu. L'analyse a traité de trois cas en fonction du moment de la prise de décision de chacun des trois joueurs mais principalement de l'élite et la de masse publique. Nous avons appelé le premier cas où ces deux derniers décident simultanément de s'impliquer dans la cause révolutionnaire "le jeu simultané". "Le jeu de l'élite" a représenté le cas où la masse publique attend la décision de l'élite pour prendre une décision à son tour. Alors que le cas contraire a porté le nom "le jeu de la masse publique". L'analyse avait comme but de trouver les conditions en vigueur qui sont déterminants dans la décision de chacun des joueurs, d' interpréter ces conditions et ensuite de les appliquer dans le cas des révolutions arabes.

Nous concluons avec les résultats suivants :

- Les régimes dictateurs peuvent éviter des révolutions contre eux en offrant des concessions au peuple mais il y a toujours des limites à ces concessions.

- La violence et la répression exercée par le régime contre les opposants peuvent éviter quelquefois les mouvements populaires qui visent à changer le statu quo mais elles comportent des risques non seulement pour la société mais aussi pour le régime.

- La mobilisation de l'élite et de la masse publique n'est pas toujours rationnelle du point de vu économique. La révolution syrienne donne un exemple d'une mobilisation qui agit contre les lois de l'économie.

- Il était possible pour les régimes arabes d'éviter les révolutions contre eux en offrant des concessions envers leurs peuples.

RÉFÉRENCES

Al-Gamal, Samar (2011), « Liesse et perplexité au pays de SABAA », Hebdo Al-Ahram en ligne, semaine du 8 au 14 juillet 2011, numéro 874, http://hebdo.ahram.org.eg/arab-/ahram/2011/6/8/...(Consulté le 12 février 2012).

Auda, Nazim (2011), "Quand est-ce que la pensée arabe a reconnait le concept de la révolution?", Sahat Altahrir, le 29 septembre 2011,http://www.altahreernews.com-/inp/ ... (Consulté le 17 février 2012).

Aya, Rod (1979), Theories of revolutions reconsidered: contrasting models of collective violence, Anthropology-Sociology Center, University of Amsterdam, 1979.

Ben-Ami, Shlomo (2011), "La révolution égyptienne détournée", Project Syndicate, le 1er décembre 2011, http://www.project-syndicate.org/commentary/benami60/French... (Consulté le 06 février 2012).

Bly, Laura (2011), "Sharm El-Sheikh resort in world spotlight as Egypt's Mubarak flees Cairo", USA Today, le 11 février 2011, http://travel.usatoday.com/destinations-/dispatches/post/2011/02/... (Consulté le 06 février 2012).

Bozarslam, Hamit (2011), « La vague des révoltes arabes: de la révolution aux restaurations?», Esprit, mai 2011, no 374,

Chaoul, Melhem (2011), " Les formes élémentaires de la dictature dans les pays arabes ", l'Orient Littéraire, octobre 2011, http://lorientlitteraire.com/article... (Consulté le 6 juin 2012).

Daguzan, Jean-François (2011), « De la crise économique à la révolution politique ? », dans Maghreb-Machrek, Paris, Choiseul, no 206 « Le monde arabe dans la crise », hiver 2010-2011.

Dessy, Sylvian, Stéphane Pallage and Désiré vencatachellum (2012), The political economy of social inclusion, Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Économiques et l'Emploi CIRPÉE, working paper 12-02, January 2012.

Dudley, Leonard (2000), The rationality of revolution, Economics of Governance, (2000) 1: 77–103.

Dupret, Baudoin (2011), " Révolutions ou révoltes ? ", Le Café Pédagogique, le 23 mars 2011, http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/...(Consulté le 13 février 2012).

El Alaoui, Hicham Ben Abdallah (2008), "Les régimes arabes modernisent : l'autoritarisme", Le Monde Diplomatique, AVRIL 2008, http://www.monde-diplomatique.fr/2008/04-/EL_ALAOUI/15781... (Consulté le 7 juin 2012).

Evans, R. J. W., Hartmut Pogge von Strandmann (2002), The revolutions in Europe 1848-1849: from reform to reaction, Oxford University press, 2002.

Ferland, Maxime (2011), « Tunisie : révolution au parfum de démocratie ? », Université de Sherbrooke, perspective monde, 25 janvier 2011, http://perspective.usherbrooke.ca-/bilan/servlet/BMAnalyse.... (Consulté le 05 février 2012).

Ghalioun, Burhan (2011), "Le peuple égyptien veut fraterniser avec l'armée pour la rallier à sa cause", Euronews, le 31 janvier 2011, http://fr.euronews.com/2011/01/31/... (Consulté le 5 juin 2012).

Gilley, Bruce (2006), "The meaning and measure of state legitimacy: Results for 72 countries", European Journal of Political Research 45: 499–525, 2006.

Ginkel, John and Alastair Smith (1999), So you say you want a revolution: a game theoretic explanation of revolution in repressive regimes, Journal of Conflict Resolutions, Vol. 43 No, 3, June 1999, 291-316.

Goldstone, Jack A.(2001), "Towards a fourth generation of revolutionary theory", Annual Review of Political Science, 4:139-87, 2001.

Goodwin, Jeff (2001), No other way out: states and revolutionary movements, 1945-1991, Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

Grossman, Herschel I. (1999), Kleptocracy and revolution, Oxford University Press, Oxford Economic Papers 51. 1999, 267-283.

---------- (1991), A General equilibrium model of insurrections, American Economic Association, The American Economic Review, Vol. 81, No. 4 (Sep., 1991), pp. 912-921.

Harb, Ossama Al-Ghazali (2011), "Le sens de la révolution", Hebdo Al-Ahram en ligne, semaine du 15 au 21 juin 2011, numéro 875, http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram-/2011/6/14/...(Consulté le 13 février 2012).

Hofnung, Thomas (2011), « La France n'a laissé à personne le soin de passer à l'action en Libye », Liberation.fr, le 19 mars 2011, http://www.liberation.fr/monde/....(Consulté le 08 février 2012).

Huntington, Samuel P. (1968), Political order in changing societies, New Haven and London, Yale University press, 1968.

Kar, Dev and Devon Cartwright-Smith (2008), "Illicit financial flows from Africa: hidden resource for development", A Program Of The Center For International Policy, Global Financial Integrity, 2008.

Keating, Joshua (2011), "Who first used the term Arab Spring?", Foreign Policy, le 4 novembre 2011, http://blog.foreignpolicy.com/posts/2011/11/04/...(Consulté le 17 février 2012).

Kela, Salama (2011), "Tous les régimes arabes sont prêts pour l'explosion et la chute", Albadil, le 4 aoûte 2011, http://www.albadil.org/spip.php?article3849... (Consulté le 13 février 2012).

Kuran, Timur (1989), A theory of unanticipated political revolution, Public Choice, Vol. 61, No. 1 (Apr., 1989), pp. 41-74.

Lugan, Bernard (2011), “Il n'y a pas eu de Printemps Arabe!”, Synthèse nationale, lundi, le 21 novembre 2011, http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2011/11/21... (Consulté le 05 février 2012).

Mandraud, Isabelle (2011), « En Tunisie, la purge s'étend au RCD, l'ancien parti de M. Ben Ali », Le Monde, 14 avril 2011.

---------- (2011) « Tunis atténue la purge des anciens cadres du parti de M. Ben Ali», Le Monde, 28 avril 2011.

Millen Raymond (2008), "The political context behind successful revolutionary movements, three case studies: Vietnam (1955-63), Algeria (945-62) and Nicaragua (1967-79)”, Strategic Studies Institute, 4:139-87, 2008.

Piazza, Bárbara Azaola (2010), « Le régime de Moubarak : les espaces et les acteurs de l’opposition », Confluences Méditerranée, no 75, Automne 2010.

Pipes, Richard (1995), “A concise history of the Russian Revolution”, Alfred A. Knopf Inc, New York, 1995, (Introduction).

Ramadan, Tariq (2011), L’Islam et le réveil arabe, Presses du Châtelet, Paris, 2011.

Rashad, Marwa (2011), « Yemen's Saleh signs deal to give up power», The Daily Star, le 23 novembre 2011, http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2011/Nov-23/ ...(Consulté le 12 février 2012).

Roemer, John E. (1985), Rationalizing revolutionary ideology, Econometrica, Vol. 53, No. 1 (Jan., 1985), pp. 85-108.

Sedgwick, Mark (2010), “Measuring Egyptian regime legitimacy”, Middle East Critique 19:3, 251-267, 2010, http://dx.doi.org/10.1080/19436149.2010.514474, ...(Consulté le 7 juin 2012).

Sidaoui, Riadh (2011), Interview, «La Libye penche entre la révolution et la guerre civile», 20 minutes.fr, le 21 février 2011, http://www.20minutes.fr/monde/libye/...(Consulté le 16 février 2012).

Simon, Marie (2011), « Ce que Wikileaks nous apprend sur l'Égypte de Moubarak », L'Express', Le 29 janvier 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ …(Consulté le 06 février 2012).

Sisken, Dan (2011), A rational choice theory takes on the Arab revolutions, Jadaliyya, Jun 25 2011, http://www.jadaliyya.com/pages/index/1962/rational-choice-theory-takes-on-the-arab-revolutio.

The Economist, "Arab unrest index: The Shoe-Thrower's Index", The Economist online, le 9 février2011, http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/arab_unrest_index ..(Consulté le 5 juin 2012).

Usher, Dan (1989), The dynastic cycle and the stationary state, American Economic Association, The American Economic Review, Vol. 79, No. 5 (Dec., 1989), pp. 1031-1044.

Vermeren, Pierre (2011), « Tunisie : le goût amer de la Révolution de jasmin », L'Express, 14 janvier 2011, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/....(Consulté le 06 février 2012).

Wan, William; Portia Walker (2011), "In Egypt, crowd cheers newly appointed prime minister Essam Sharaf", The Washington Post (Cairo), Le 4 Mars 2011, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/03/04/...(Consulté le 06 février 2012).

Zak, Paul J. And Yi Feng (2003), A dynamic theory of the transition to democracy, Journal of Economic Behavior & Organization, Vol. 52 (2003) 1–25.

Ziadah, Radwan (2009), "L'État et les droits de l'homme dans le monde arabe", Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009.

LES SITES WEB

http:/www.alolabor.org

www.aljazeera.com: "Protests hit Tunisia amid mourning". Al-Jazeera. 21 janvier 2011, http://www.aljazeera.com/news/africa/2011/01/.... (Consulté le 05 février 2012).

www.cnrtl.fr: « Révolution », Trésor de la langue française informatisée, [En ligne], URL: http://www.cnrtl.fr/definition/révolution

http://www.transparency.org.: Corruption Perceptions Index 2010, TRANSPARENCY INTERNATIONAL: the global coalition against corruption, 2010.

http://en.rsf.org.: Press Freedom Index 2010, Reporters without Borders for freedom of information, 2010.

www.25yanayer.net: « Les résultats des élections du parlement de la révolution », L'Aube de la liberté 25 Yanayer, Le 21 janvier 2012, http://www.25yanayer.net/?p=27052, (Consulté le 08 février 2012).

http://www.globalfirepower.com/

RAPPORTS:

- United Nation Development Program (UNDP), Human Development Report 2008.
- Rapport sur le développement humain dans le Monde Arabe 2009. UNDP, 2009.
- Organisation arabe des droits de l'homme, " Droits de l'homme dans le monde arabe: rapport de l'Organisation Arabe des Droits de l'Homme sur la situation des droits de l'homme dans le monde arabe", Centre d'Études d'Unité arabes, 2009.
- Rapport 2004 sur le développement humain dans le Monde Arabe. UNDP, 2004.
- "The Failed State Index 2010", Foreign Policy Journal, 2010, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/21/... (Consulté le 5 juin 2012).
- Economist Intelligence Unit, Democracy index 2011.